

6 10713025

C.1

E/2012/38  
E/ECA/CM/45/8

**Commission économique pour l'Afrique**

**RAPPORT ANNUEL 2012**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**Documents officiels, 2012**

**Supplément no 18**



**NATIONS UNIES**

**Commission économique pour l'Afrique**  
**RAPPORT ANNUEL 2012**

**Conseil économique et social**  
**Documents officiels, 2012**  
**Supplément no 18**



**NATIONS UNIES**

## Table des matières

Introduction.....	1
I. Questions portées à l'attention du Conseil économique et social.....	1
II. Travaux de la Commission depuis sa quarante-quatrième Session .....	3
III. Questions découlant des réunions des organes subsidiaires de la commission, notamment celles des comités intergouvernementaux d'experts des bureaux sous-régionaux .....	33
IV. Cinquième réunion annuelle conjointe de la conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement Économique de la commission économique pour l'Afrique (CEA) .....	45

### Liste des annexes

Annex I: Résolutions et déclaration ministérielle adoptées par la Commission à sa quarante-cinquième session .....	59
Annex II: Rapport du Comité d'experts de la cinquième réunion annuelle conjointe de la conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) .	77



## Introduction

1. Le présent rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) porte sur la période allant du 30 mars 2011 au 27 mars 2012. Il a été établi conformément au paragraphe 18 du mandat de la Commission et a été adopté à l'unanimité par celle-ci le 27 mars 2012. Conformément à la résolution 861 (XLI) adoptée par la Commission à sa quarantième session en avril 2008 et entérinée ultérieurement par le Conseil économique et social, la quarante-cinquième session s'est tenue dans le cadre des réunions annuelles conjointes de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA.

## CHAPITRE I

### Questions portées à l'attention du Conseil économique et social

2. À sa quarante-cinquième session, la Commission a adopté 17 résolutions et une déclaration ministérielle portant sur les divers sujets inscrits à l'ordre du jour de sa réunion, y compris une résolution appuyant la candidature de Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre des finances et de l'économie du Nigeria, à la présidence de la Banque mondiale. Le texte intégral des résolutions et de la déclaration ministérielle figurent à l'annexe I du présent rapport. Eu égard à leur importance pour son activité, la Commission a décidé de porter les quatre résolutions suivantes à l'attention du Conseil:

a. **893 (XLV): La dimension régionale du développement.** Par cette résolution, la Commission a fait siennes les conclusions de l'étude indépendante intitulée «*La dimension régionale du développement et du système des Nations Unies*», établie sous l'égide des cinq commissions régionales, et a invité les organisations du système des Nations Unies actives à l'échelle mondiale et régionale à en appuyant, la mise en œuvre.

b. **902 (XLV): Création du Centre africain de mise en valeur des ressources minières.** Par cette résolution, la Commission a pris note de la décision des ministres africains en charge de la mise en valeur des ressources minières de créer le Centre africain de mise en valeur des ressources minières au sein de la Commission économique pour l'Afrique, conformément à la Vision afric-

aine des mines approuvée par les chefs d'État et de gouvernement africains. Elle a appelé la CEA, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement à accélérer la mise en place du Centre et à œuvrer avec d'autres partenaires de développement à fournir les ressources nécessaires à son fonctionnement.

c. **903 (XLV): Projet de cadre stratégique: plan-programme biennal proposé pour la Commission économique pour l'Afrique pour 2014-2015.** Par cette résolution, la Commission a approuvé le projet de plan-programme biennal pour 2014-2015, compte tenu des discussions et des observations formulées en rapport avec la question lors de la session, et a appelé le Comité du programme et de la coordination (CPC) à appuyer le plan et à faire en sorte que les ressources nécessaires soient affectées à sa mise en œuvre. Cette résolution a été transmise au Siège de l'ONU et a servi de document de base à l'examen par le CPC, le 12 juin 2012, du plan-programme de la CEA.

d. **904 (XLV): Admission du Soudan du Sud au Bureau sous-régional de la Commission économique pour l'Afrique en Afrique de l'Est.** Par cette résolution, la Commission a examiné et approuvé la demande d'adhésion du Soudan du Sud au bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est. Elle a souhaité la bienvenue au



Soudan du Sud, dernier État à avoir acquis son indépendance, et a exhorté toutes les organisations régionales et sous-régionales concernées à accueillir dans leurs rangs le pays, s'il en fait la demande.

les divers sujets énumérés ci-dessous. Les résolutions adoptées par la Commission à sa quarante-cinquième session n'entraîneront pas de dépenses supplémentaires pour ce qui est du budget ordinaire de l'ONU. Des ressources extrabudgétaires seront recherchées pour financer l'exécution des activités en découlant.

3. Outre les quatre résolutions portées à l'attention du Conseil, la Commission en a adopté 13 portant sur

- 890 (XLV) Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale
- 891 (XLV) Accélérer l'intégration régionale et renforcer les échanges intra-africain
- 892 (XLV) Création d'un institut africain pour les transferts de fonds
- 894 (XLV) Les objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015
- 895 (XLV) Amélioration et renforcement de la coopération Sud-Sud
- 896 (XLV) Flux financiers illicites quittant l'Afrique
- 897 (XLV) Mise en œuvre de la Charte africaine de la statistique et de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique
- 898 (XLV) Le coût de la faim en Afrique: incidences socioéconomiques de la dénutrition infantile
- 899 (XLV) L'Afrique en 2050: l'émergence d'un pôle mondial
- 900 (XLV) Acquisition de terres à grande échelle en Afrique
- 901 (XLV) Promouvoir une société d'innovation aux fins de la transformation sociale et économique de l'Afrique
- 905 (XLV) Mutuelle africaine de gestion des risques: des solutions souveraines aux risques de catastrophe
- 906 (XLV) Candidat de l'Afrique à la présidence de la Banque mondiale
- XLV Déclaration ministérielle



## CHAPITRE II

### Travaux de la Commission depuis sa quarante-quatrième session

#### A. Activités des organes subsidiaires

1. Au cours de la période examinée, le secrétariat a préparé les réunions des divers organes subsidiaires de la Commission, y compris les réunions des comités intergouvernementaux d'experts des cinq bureaux sous-régionaux, et en a assuré le service. Les résultats de ces réunions, y compris les dates et lieux, figurent au chapitre III du présent rapport.

#### B. Autres activités

##### I. Programmes ordinaires

##### Analyse macroéconomique, finance et développement économique

2. Les activités menées dans le cadre de ce sous-programme au cours de l'année écoulée visaient à renforcer la capacité des États membres à concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes appropriés pour parvenir à une croissance plus élevée et soutenue et réduire ainsi la pauvreté, un accent particulier étant mis sur les domaines suivants: l'analyse macroéconomique; les finances, l'industrie et l'investissement; les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le suivi des pays les moins avancés (PMA) et l'appui à la mise en œuvre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

3. L'activité menée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) en matière d'analyse macroéconomique durant la période à l'examen a contribué à concentrer l'attention sur le rôle de l'État et des cadres de planification du développement comme moyen essentiel de faire face aux problèmes de développement de l'Afrique. Un important document thématique établi en mars 2011 pour la Conférence

conjointe des ministres de la CEA et de l'Union africaine et l'édition 2011 du Rapport économique sur l'Afrique ont fourni les analyses de fond et les analyses à la base des débats et des consultations sur le thème crucial « Gérer le développement: le rôle de l'État dans la transformation économique ». Le rapport a été bien reçu, comme en témoigne l'écho qu'il a eu dans les médias et le fait que la CEA a été invitée à le présenter à des réunions de haut niveau et dans des tables rondes. Outre que les décideurs s'en servent pour suivre la situation économique et sociale en Afrique, le rapport s'est avéré utile pour ce qui est de sensibiliser davantage les décideurs aux politiques et stratégies propres à amener des solutions aux grands défis de développement que le continent connaît.

4. La rédaction de l'édition 2012 de ce rapport a été une activité majeure du sous-programme pour l'année écoulée. On y examine les perspectives et les obstacles qui se présentent pour ce qui est de libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale et il servira de base aux délibérations de la Conférence conjointe des ministres de la CEA et de l'Union africaine en mars 2012, qui portera sur le même thème. En outre, la CEA a contribué à d'autres publications majeures au cours de l'année, notamment les éditions 2011 de Perspectives économiques en Afrique, une publication conjointe de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui fait le bilan des résultats économiques des pays africains et de Situation et perspectives de l'économie mondiale, une publication conjointe du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, des commissions économiques régionales, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui suit l'évolution économique récente de l'économie mondiale et fournit des prévisions à moyen terme utiles aux discussions et consultations qui se tiennent à l'Organisation des Nations Unies et dans les organismes internationaux à vocation économique.



5. Un atelier de renforcement des capacités organisé durant l'année a contribué à améliorer les compétences techniques des décideurs et des experts des ministères des finances et de la planification du développement, des banques centrales, des instituts de recherche et des communautés économiques régionales (CER) grâce à une modélisation macroéconomique facilement adaptable aux différents pays africains, assorties d'études de cas portant sur tel ou tel pays et d'un manuel détaillant les outils qui permettent d'intégrer les politiques macroéconomiques et sectorielles dans les stratégies de développement nationales. À l'issue de l'atelier, les participants ont indiqué que l'atelier avait atteint son objectif.

6. Les activités menées dans le cadre du volet relatif aux OMD et aux pays les moins avancés ont, comme auparavant, complété le travail d'analyse macroéconomique en vue de tirer parti de la croissance économique pour réduire la pauvreté et réaliser les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les OMD. À cet égard, il a notamment été possible de rédiger au nom de l'Afrique un texte final sur les PMA à l'issue de la réunion d'examen régionale africaine organisée en préparation de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA qui s'est tenue à Istanbul en mai 2011. Ce document final a été approuvé à la Conférence conjointe des ministres de la CEA et de l'Union africaine et reprise dans le Programme en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (Programme d'action d'Istanbul). Dans le même contexte, la CEA a présenté LDC Monitor, un outil d'analyse géospatiale novateur qui illustre visuellement les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Programme d'action aux niveaux national et infra-national. Cette présentation a été bien accueillie et a conduit des États membres de la CEA à introduire des demandes d'assistance technique pour le renforcement de leurs capacités dans ce domaine. Au titre des autres grandes réalisations de l'année, on retiendra l'édition 2011 du rapport sur les OMD en Afrique, établi conjointement par la CEA, la Commission de l'Union africaine (CUA), la BAD et le PNUD et qui contient une évaluation des progrès accomplis et des obstacles rencontrés en la matière, ainsi que des recommandations sur les orientations à suivre pour accélérer les progrès dans des domaines clés. Il est noté dans le rapport que des progrès ont été faits dans la bonne direction, mais à un rythme trop lent pour que tous les objectifs soient atteints d'ici à 2015.

7. Dans un souci d'aider à accélérer la réalisation des OMD, la CEA a fourni une assistance aux États membres en matière de renforcement des capacités dans le domaine d'une planification en phase avec les

OMD. Plusieurs ateliers de formation ont été organisés dans l'année, au bénéfice de personnes travaillant dans les organismes nationaux de planification de plus de 30 pays. En outre, un manuel bilingue (français et anglais) a été rédigé et diffusé pour appuyer la planification axée sur les OMD dans plusieurs États membres.

8. À moins de trois ans de la date butoir de 2015, la CEA, l'Union africaine et la Banque africaine de développement ont entrepris une initiative visant à contribuer à l'élaboration d'une position africaine sur le programme de développement au-delà de 2015. Sur ce point, une réunion s'est tenue à Accra (Ghana) pour définir les priorités de l'Afrique, dégager un consensus et mettre en place un partenariat en vue de consultations au niveau national. Une déclaration consensuelle y a été adoptée, qui exprime la position commune de la région et constituera une contribution au débat mondial sur le programme de développement au-delà de 2015.

9. La CEA a continué de travailler en étroite collaboration avec d'autres institutions régionales actives dans le domaine du développement, comme l'Union africaine et la BAD, ainsi qu'avec le PNUD, pour dégager un consensus sur les problèmes de financement que pose le développement de l'Afrique. Un forum s'est tenu en mai 2011 sur la question du financement du développement et a donné lieu à des discussions larges et approfondies sur les perspectives et les problèmes qui se présentent en matière de mobilisation de ressources pour le développement sur fond de mondialisation, une séance spéciale étant consacrée à la coopération Sud-Sud. Le forum a adopté un document final représentant une position commune africaine sur ces questions en vue du Sommet mondial de Busan (République de Corée), qui a eu lieu en novembre 2011, et du cinquième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, qui s'est tenu à New York en décembre 2011. La sixième Conférence économique africaine, organisée en octobre 2011 conjointement avec la BAD et le PNUD, a également été l'occasion pour des spécialistes de l'Afrique de réfléchir et d'échanger des vues sur de nouvelles orientations en ce qui concerne la politique de croissance sur le continent, afin de déterminer les approches les plus susceptibles de contribuer à la réalisation des OMD, de réaliser les objectifs du NEPAD et d'accélérer le développement durable de l'Afrique. La Conférence, qui a réuni plus de 300 experts et décideurs africains, a été largement couverte par les médias. En outre, en collaboration avec l'OCDE, la CEA a continué de participer à l'Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique, qui vise à mettre en évidence les progrès accomplis vers la



réalisation des engagements pris par l'Afrique et ses partenaires de développement dans les principaux domaines touchant le financement du développement de l'Afrique.

### **Sécurité alimentaire et développement durable**

10. Dans le cadre de ce sous-programme, la CEA a entrepris plusieurs activités dans l'objectif d'accroître les capacités et l'engagement aux niveaux sous-régional et régional s'agissant d'élaborer et d'exécuter des politiques, des stratégies et des programmes appropriés dans l'optique de la sécurité alimentaire et du développement durable. On trouvera ci-dessous une description des principales activités et des résultats obtenus.

11. Chargée de fournir aux décideurs en Afrique une analyse étayée de la sécurité alimentaire, la CEA a établi un rapport intitulé « Sécurité alimentaire en Afrique: défis, perspectives et possibilités d'action », passant en revue les différentes possibilités d'action actuelles en matière de sécurité alimentaire en Afrique dans le contexte des récentes modifications structurelles du marché alimentaire mondial, et contenant des recommandations concrètes qui serviront de base à l'élaboration des futures politiques relatives à la sécurité de l'alimentaire en Afrique. Le rapport vise à accroître la capacité des pays africains pour répondre aux nouveaux défis et perspectives découlant de la crise alimentaire récente, ainsi qu'à d'autres chocs anticipés. Le rapport a bénéficié des conclusions de cinq études d'évaluation sous-régionales commandées par la CEA, ainsi que de contributions fournies par une réunion de groupe d'experts organisée en juillet 2011.

12. Une proposition de cadre stratégique et de directives sur la bioénergie en Afrique a été établie en collaboration étroite avec la Commission de l'Union africaine. Le cadre stratégique constituera un outil technique pour promouvoir le développement durable de la bioénergie dans le cadre du NEPAD et des conventions internationales en la matière. Il a été examiné par un groupe de 33 décideurs et experts de haut niveau représentant un vaste éventail d'institutions, d'organisations et d'organismes des Nations Unies.

13. Plusieurs activités ont été entreprises au cours de l'année écoulée pour faire avancer la mise en œuvre de l'Initiative en matière de politique foncière, effort commun de la CUA, de la CEA et de la Banque africaine de développement, lancée en décembre 2009 en appui aux réformes et à la gestion des politiques foncières en Afrique. Dans le cadre de la suite donnée

à l'initiative et pour faciliter la mise en œuvre de la Déclaration sur les problèmes et enjeux fonciers en Afrique, la CEA a présenté le Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique, dans le cadre de la Conférence des ministres de l'agriculture de l'Union africaine à Lilongwe (Malawi), qui a réuni plus de 500 hauts responsables, notamment des ministres. Une table ronde sur l'investissement étranger dans le secteur foncier, organisée dans le cadre de la Conférence, a appelé l'attention sur la nécessité d'une gestion efficace des investissements fonciers en Afrique. Plus de 500 exemplaires de la Déclaration sur les problèmes et enjeux fonciers en Afrique et du Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique, mis au point par la CEA, ont été diffusés aux participants pour approfondir leurs connaissances et capacités en matière d'élaboration de la politique foncière dans les États membres et les communautés économiques régionales (CER).

14. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui se tiendra en juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil), la CEA a organisé, en partenariat avec la CUA, la BAD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour le développement, un atelier sur les cadres institutionnels et stratégiques du développement durable, qui s'est tenu en mars 2011 à Addis-Abeba. L'atelier a réuni plus de 90 décideurs et experts des ministères chargés des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que des organismes des États membres de la CEA, de la CUA, de la BAD et des CER. Les participants se sont penchés sur les institutions, les politiques et les stratégies de développement durable à l'échelle régionale, sous-régionale et nationale, en étudiant le degré d'intégration par ces institutions des principales exigences du développement durable, notamment la réalisation d'un développement équilibré et intégré, ainsi que les questions d'équité intra et intergénérationnelles. Ils ont examiné et adopté des recommandations sur les mesures concrètes et les partenariats nécessaires pour aider les CER et les États membres à traiter leurs priorités en matière de développement durable, y compris l'application des conclusions de Rio+20. Les participants ont également décidé des prochaines étapes permettant de garantir des préparatifs efficaces pour la Conférence au niveau régional. Les recommandations de l'atelier ont contribué à étayer le Rapport africain sur les cadres institutionnels du développement durable, établi sous la direction de la CEA, dans le contexte du processus préparatoire africain à Rio+20.



15. S'agissant de développement durable, la CEA a organisé, en collaboration avec la CUA, la BAD, le PNUE et le PNUD, un atelier sur un cadre des indicateurs du développement durable pour l'Afrique. Les participants ont examiné le cadre proposé et une liste d'indicateurs, en tenant compte de la nécessité de pouvoir effectuer des analyses solides et étayées des priorités et spécificités de l'Afrique. L'atelier a rassemblé plus d'une centaine de décideurs et d'experts des bureaux de statistiques nationaux, ainsi que des ministères de la planification, des finances, du développement économique, des affaires sociales et de l'environnement. Les participants ont adopté le cadre d'indicateurs du développement durable pour l'Afrique qui avait été proposé et ont enrichi la liste d'indicateurs de développement durable en vue de l'établissement du Rapport sur le développement durable en Afrique. Ils ont également adopté des recommandations pragmatiques pour une utilisation efficace et une amélioration des indicateurs. Ils ont insisté sur la nécessité de démarches harmonisées et d'un renforcement des capacités aux niveaux national et sous-régional.

16. L'un des événements importants survenus au titre de ce sous-programme en 2011 a été l'organisation du processus préparatoire régional en vue de la Conférence Rio+20. Une réunion préparatoire régionale, organisée conjointement avec la CUA, le PNUE, le PNUD et la BAD dans le cadre de la septième session du Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable, a réuni plus de 700 participants, notamment le Président de la République du Congo, plusieurs ministres de l'environnement, des experts et des représentants de différentes organisations internationales et régionales. La réunion a abouti à l'adoption de la Déclaration africaine consensuelle sur Rio+20, qui aborde une vaste gamme de questions de développement durable revêtant un intérêt particulier pour l'Afrique, notamment la nécessité de renforcer et d'intégrer les piliers économiques, sociaux et environnementaux du développement durable, l'économie verte dans le contexte du développement durable et de la réduction de la pauvreté, et le cadre institutionnel du développement durable.

17. S'agissant de la question du changement climatique et du développement, la participation de la CEA à différentes manifestations a facilité l'établissement de différentes alliances stratégiques et de partenariats avec des institutions telles que le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), l'Africa Carbon Credit Exchange (marché d'échange des crédits carbone), le Groupe des négociateurs africains, l'Alliance pour le climat et le développement et le Global Climate Adaptation

Partnership (partenariat mondial sur l'adaptation aux effets des changements climatiques), entre autres.

### Gouvernance et administration publique

18. Pendant la période à l'examen, la CEA a continué à appuyer et promouvoir des transitions politiques démocratiques et pacifiques dans le cadre de son *Rapport sur la gouvernance en Afrique*. Le thème de l'édition actuelle du Rapport est: « Élections et gestion de la diversité ». Des instituts nationaux de recherche, indépendants des pouvoirs publics, ont été recrutés par la CEA et devraient fournir des produits spécifiques, à savoir des enquêtes d'opinion effectuée auprès d'experts, les comptes rendus de débats de groupe, des rapports de pays et des profils de pays. Les données issues des enquêtes d'opinion et des débats de groupe, ainsi que les rapports du pays, établi par les instituts avec l'appui technique de la CEA, seront intégrées dans le rapport sur la situation à l'échelle du continent, qui paraîtra au début de 2012.

19. L'Examen mutuel de l'efficacité du développement est devenu un mécanisme important de responsabilisation mutuelle pour les pays africains et leurs partenaires de développement. Par exemple, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu que c'était un mécanisme majeur pour le suivi des engagements en Afrique. De même, le Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique l'ont choisi comme principal mécanisme de responsabilisation mutuelle pour le suivi et l'évaluation des engagements. Le rapport intégral de 2011 sur l'Examen mutuel de l'efficacité du développement a été lancé le 30 novembre 2011 dans le cadre du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, à Busan (République de Corée). La pertinence de ce report se voit d'autant plus dans l'invitation lancée récemment à la CEA et à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) par les responsables de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), proposant de présenter le rapport de 2011 au siège de l'OMC à Genève en février 2012.

20. S'associant à la tendance visant à privilégier l'efficacité et l'efficience dans la mobilisation des ressources, la CEA a publié en 2011 un rapport sur la gestion des finances publiques en vue d'améliorer la mobilisation de ressources intérieures. Y sont examinés les différents cadres conceptuels et méthodes de la gestion des finances publiques et de la mobilisation des ressources. En outre, le rapport fournit une



analyse détaillée des pratiques de gestion des finances publiques et des enseignements tirés.

21. Dans le cadre de la collaboration avec la Commission de l'Union africaine, une assistance a été fournie en appui à des institutions nationales de lutte contre la corruption en Afrique par l'intermédiaire du Comité consultatif de l'Union africaine sur la corruption. En collaboration avec l'Union africaine, la Division a établi un programme régional de lutte contre la corruption en Afrique, pour la période 2011-2016. Le programme, visant à renforcer la lutte contre la corruption sur le continent, a été approuvé par le Comité consultatif en octobre 2011 et est actuellement mis en œuvre par les deux institutions. La CEA fournit au Comité consultatif de l'Union africaine un appui technique pour mener ses activités et établir le rapport de situation que le Comité présentera au Conseil exécutif de l'Union africaine et à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement en juillet 2012. En outre, la CEA aide la sous-région de l'Afrique centrale à mettre en place un réseau d'institutions nationales de lutte contre la corruption et fournit une assistance en vue de la mise en place de l'Association panafricaine d'institutions nationales de lutte contre la corruption en Afrique.

22. La CUA et la CEA ont établi un partenariat solide s'agissant de leurs activités en matière de gouvernance. La CEA a apporté un appui au Département des affaires politiques de la CUA pour élaborer l'architecture africaine de gouvernance et une stratégie relative aux droits de l'homme en Afrique. En outre, elles produisent ensemble la Lettre d'information sur la gouvernance en Afrique (African Governance Newsletter), dont deux numéros sont déjà parus.

23. S'agissant du renforcement de la capacité des institutions du service public, la Division a continué à aider la CUA à mettre en œuvre les décisions adoptées par la Conférence des ministres africains de la fonction publique, en particulier en ce qui concerne l'adoption de la Charte africaine de la fonction publique (janvier 2011) et la prestation de services consultatifs et techniques pour améliorer les résultats du service public, en particulier dans les pays après un conflit. La Division a mené une étude sur le thème du renforcement des capacités du secteur public dans les pays sortant d'un conflit, qui couvre le Burundi, le Libéria et le Rwanda, et a offert au Libéria et à la Sierra Leone des services consultatifs techniques sur la gouvernance et la réforme du secteur public.

24. Pendant la période à l'examen, la CEA a poursuivi son appui aux pays africains à différents stades de la mise en œuvre du Mécanisme africain d'évaluation

par les pairs (MAEP). Partenaire stratégique du processus, elle a procédé à différentes missions d'appui pour faciliter l'adhésion au processus ou évaluer les pays ayant déjà adhéré; des missions ont ainsi eu lieu à Djibouti, au Libéria, en Sierra Leone, au Kenya et en Zambie. Avec l'examen de la Sierra Leone et de la Zambie en janvier 2012, le nombre des pays ayant achevé le processus et ayant fait l'objet d'un examen formel est passé à 16. Grâce à des ateliers de sensibilisation au Mécanisme organisés à Dakar (Sénégal) en mai 2011, à Libreville (Gabon) en juin 2011 et à Djibouti, les participants de différents pays possèdent désormais une compréhension approfondie du processus, ce qui leur permettra de contribuer efficacement à sa mise en œuvre dans leurs pays respectifs. En conséquence, Djibouti et le Gabon ont déjà mis en place leur structure nationale, alors que le Sénégal a constitué une équipe spéciale conjointe comprenant des représentants de la société civile et des parlementaires pour faciliter le lancement du Mécanisme dans le pays.

25. La CEA a établi et diffusé les conclusions d'une étude portant sur des directives simplifiées pour intégrer et harmoniser les programmes d'action nationaux relatifs au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, les programmes nationaux de développement existants et le cadre de dépenses à moyen terme. Une série d'ateliers de formation itinérants sur ce thème a commencé à Maurice en mars 2012 afin de donner aux participants des informations sur les pratiques optimales et les procédures qui pourraient être au cœur de l'harmonisation des plans d'action nationaux relatifs au Mécanisme et des programmes nationaux de développement existants dans le contexte d'un cadre commun de dépenses à moyen terme. Des ateliers se dérouleront au Lesotho, au Mozambique et en Zambie courant 2012.

26. La publication technique intitulée « Évaluation de l'impact et de l'efficacité des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales dans la promotion de la gouvernance en Afrique » a été établie; elle examine le rôle et la fonction de ces organisations dans le développement socioéconomique, ainsi que dans la promotion de la bonne gouvernance sur le continent. La Division a organisé une réunion de groupe d'experts en mars 2011 à Addis-Abeba pour examiner la version préliminaire de la publication technique. L'évolution de la situation politique, aussi bien en Afrique qu'au plan mondial, et l'accent mis sur l'intégration de l'Afrique et l'harmonisation des programmes d'aide des donateurs sont en train de redéfinir ce que recouvrent les notions de gouvernance et d'efficacité du développement.



27. Dans le cadre d'une série d'activités prévues pour promouvoir le développement du secteur privé en Afrique, la Division de la gouvernance et de l'administration publique a mené des activités dans les domaines des partenariats public-privé (PPP), de la participation du secteur privé à l'intégration régionale et de la promotion de l'investissement. Un séminaire de haut niveau sur le thème « Partenariats public-privé dans le secteur de l'énergie en Afrique: enjeux, pratiques optimales et nouvelles tendances » a été organisé en juillet 2011, en partenariat avec le Korea Energy Economics Institute (KEEI) (Institut coréen de l'économie énergétique), le Consortium africain pour l'infrastructure (Banque africaine de développement), la Société financière internationale (SFI) et la Banque mondiale. Les principaux produits du séminaire ont été notamment le recensement de moyen de lutter contre les principaux obstacles contraignant au niveau des pays, notamment les mesures permettant de réaliser des projets de PPP qui soient des valeurs sûres dans le secteur énergétique. Les réalisations au niveau régional ont été doubles: l'examen de la question de la mise en œuvre de PPP au niveau régional, dans l'idée d'améliorer l'intégration régionale, et la création d'un groupe de travail pour faciliter l'établissement d'une coalition de parties prenantes s'occupant de partenariats public-privé en Afrique.

28. La première réunion du groupe de travail pour la promotion des partenariats public-privé en Afrique s'est tenue à Pretoria (Afrique du Sud) en décembre 2011; elle a rassemblé des responsables et des experts des PPP des institutions membres du groupe de travail comme la Banque africaine de développement, la Société financière internationale, le Consortium africain pour l'infrastructure, l'Institut de la Banque mondiale et le Southern Africa Power Pool (SAPP) (Pool énergétique de l'Afrique australe). Les principales réalisations du groupe de travail sont notamment un plan d'action pour la coopération future dans le domaine des PPP en Afrique, en particulier pour l'élaboration d'un cadre conceptuel, de produits de savoirs (compris une base de données) et la mise en place d'une plate-forme régionale des PPP dans les domaines des énergies nouvelles et renouvelables et de l'économie verte.

29. En vue de la mise en œuvre de l'initiative des Nations Unies sur le changement climatique et pour aider le NEPAD à promouvoir la participation et l'investissement du secteur privé, ainsi que pour encourager l'intérêt envers l'économie verte, la Division prépare une étude complète sur la mise en place de PPP pour renforcer les ressources en vue d'investissements sans effets nuisibles sur le climat.

30. En novembre 2011, la CEA a organisé, en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), un atelier de formation sur le thème du renforcement des capacités à l'appui du développement des petites et moyennes entreprises (PME), des réseaux de PME et des liens entre entreprises en Afrique, afin d'examiner les principaux aspects de la mise en place et du développement de réseaux de PME. Les participants, notamment des partenaires de développement africains et non africains, ainsi que des experts des PME et des liens entre entreprises de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et du reste du monde, ont pu mettre en commun des pratiques optimales, des données d'expérience et des enseignements tirés. Dans le cadre du suivi de l'atelier, la CEA a créé des équipes spéciales chargées des PME en Afrique du Sud et en Ouganda pour mener à bien des projets opérationnels. En collaboration avec ces équipes spéciales, la CEA a lancé un projet en Afrique du Sud et en Ouganda en décembre 2011, une évaluation initiale des besoins prioritaires des PME et un accord pour la mise en place d'un programme de travail, en réunissant les principales parties prenantes du développement des PME, notamment le Ministère sud-africain du commerce et de l'industrie, l'organisme chargé des PME (South African Small Enterprise Development Agency) et des institutions et organisations actives dans les domaines des réseaux de PME et les liens entre entreprises en Afrique du Sud. Ce projet opérationnel a conduit à la mise en place d'un mécanisme de coordination pour le développement des PME, qui permet au Gouvernement sud-africain et aux parties prenantes concernées d'adopter une démarche intégrée et de déployer des efforts concertés pour le renforcement des capacités des PME, en évitant des programmes de travail fragmentés. Ce mécanisme jouera un rôle fondamental, non seulement pour résoudre les principaux obstacles auxquels les PME sont confrontées au niveau national, mais aussi pour lancer des liens inter-entreprises au niveau sous-régional en Afrique.

#### **Information et science et technologie au service du développement**

31. Les activités entreprises par la CEA au titre du présent sous-programme ont été essentiellement axées sur l'amélioration de la capacité des pays africains d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer les politiques nationales et sectorielles concernant les technologies de l'information et de la communication (TIC), la science, la technologie et l'innovation (STI), les stratégies d'information géographique aux fins du



développement et la gestion des bibliothèques et de l'information.

32. En ce qui concerne l'élaboration de politiques et de stratégies concernant les TIC, la CEA a fourni un appui au Burkina Faso, à l'Éthiopie, à la Gambie, au Ghana, au Mali, au Niger, au Nigéria et au Rwanda, augmentant ainsi le nombre de pays qui ont élaboré des plans et des stratégies dans ce domaine aux niveaux national et sectoriel. Des progrès ont été également accomplis à l'échelle sous-régionale dans l'harmonisation des politiques et des plans nationaux concernant les TIC et dans la création de cadres sous-régionaux pour faciliter l'intégration économique régionale. À cet égard, elle a apporté un soutien à l'Afrique centrale aux fins de l'harmonisation du cadre juridique relatif à la cybersécurité, ce qui a permis d'élaborer un projet de convention régionale sur la cyberlégalisation. La CEA a également mené en Éthiopie, en Gambie, au Cameroun, au Maroc et au Mozambique une étude visant à faire le bilan de la situation actuelle relative à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques en matière de TIC, aidant ainsi à identifier les mesures prioritaires que ces pays doivent prendre dans ce domaine.

33. Au cours de la période considérée, la CEA a, dans le cadre du programme d'évaluation et de suivi du secteur des TIC et de son impact sur la société de l'information (Scan-ICT), axé ses activités sur le renforcement des capacités des bureaux nationaux de statistique et l'évaluation du processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques en matière de TIC sur le continent. Ces activités de renforcement des capacités, dont ont bénéficié 17 pays africains francophones, ont principalement consisté à recueillir, analyser et diffuser des statistiques relatives aux TIC. Elles ont revêtu la forme de cours de formation organisés en collaboration avec l'Union internationale des télécommunications (UIT) et la CNUCED dans le cadre du partenariat international pour la mesure des TIC au service du développement. Le programme a également permis d'élaborer un cadre pour un ensemble d'indicateurs de base comparables à l'échelle mondiale en matière d'administration électronique, conformément aux recommandations du Sommet mondial sur la société de l'information et de la Commission de statistique de l'ONU. Un appui a été également fourni au Nigéria pour le lancement de sa version du programme Scan-ICT.

34. La CEA a aidé à leur demande le Ghana et le Rwanda à transformer en centres de télé-innovation certains de leurs télécentres. De même, avec l'appui du Ministère du développement international du Royaume-Uni, la CEA a mis en route une initiative

destinée à faciliter le commerce électronique grâce à des centres de télé-innovation en Éthiopie et en Gambie, le but étant d'améliorer l'accès des PME aux marchés. L'initiative africaine de cyberapprentissage a été également lancée au cours de la période couverte par le présent rapport, en tant que complément aux activités de renforcement des capacités menées sur place par la CEA. Celle-ci apporte son concours à la conception et à la mise en œuvre d'un programme phare de renforcement des capacités (African leadership in ICT), qui est financé par le Gouvernement finlandais et mis en œuvre par l'initiative Global e-School. La CEA a également entrepris une étude sur la gouvernance de l'information géographique en Afrique, qui a été présentée à la réunion africaine préparatoire de l'Initiative sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale. Elle a aussi aidé le ministère ghanéen des collectivités territoriales et du développement rural à élaborer le plan directeur national pour les systèmes d'identification des biens fonciers.

35. Dans le contexte des applications de l'information géographique au service du développement, la CEA apporte un appui pour assurer des mises à jour plus fréquentes de l'infrastructure africaine de données spatiales. De nouveaux éléments sont également ajoutés aux différentes bases de données régionales, dont une base de données relatives à l'infrastructure de transport, un ensemble de données sur les limites administratives du deuxième niveau et un programme pour le développement des infrastructures en Afrique. La CEA a également poursuivi sa collaboration avec des partenaires dans la mise en œuvre du programme relatif au Référentiel géodésique africain (AFREF), par exemple en organisant une réunion de groupe d'experts visant à évaluer le niveau d'intérêt que les géodésistes africains portent à la participation au traitement des données AFREF. La CEA et l'Ordnance Survey (service cartographique) du Royaume-Uni mettent actuellement la dernière main aux détails logistiques de la mise en service des 30 stations de référence offertes au programme AFREF. Une fois remises en état au Royaume-Uni, ces stations seront expédiées en Afrique pour servir dans différentes régions. En outre, la CEA a apporté son concours à la mise en place du projet africain de surveillance de l'environnement pour le développement durable et à l'élaboration du programme relatif à la surveillance mondiale de l'environnement et à la sécurité.

36. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence, la CEA a organisé un atelier



régional sur le recours à des solutions spatiales régionales aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence en Afrique dont l'objectif était de faciliter l'accès aux techniques spatiales et leur utilisation en Afrique pour gérer les risques de catastrophe et faire face aux problèmes liés aux changements climatiques et à la santé. Elle a également organisé, en collaboration avec l'Agence cartographique éthiopienne et la Société éthiopienne pour les systèmes d'information géographique, la huitième Conférence de l'Association africaine pour la télédétection de l'environnement.

37. La CEA a également continué à fournir des conseils pratiques et une assistance technique concernant les nouvelles tendances en matière de STI. À cet égard, on a mis au point un plan directeur régional en matière d'innovation et des outils d'évaluation qui ont été testés sur le terrain par des pays comme le Ghana, le Kenya et la Zambie et mis à profit par d'autres pays comme le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Niger, le Mali et le Togo. En outre, la CEA a élaboré le cadre africain pour l'innovation, outil d'analyse cohérent que les responsables de l'élaboration des politiques peuvent utiliser pour élaborer et mettre en œuvre leurs politiques en matière d'innovation. La CEA aide actuellement le Bénin et le Mali à élaborer leur politique nationale en matière de STI et elle a reçu des demandes dans ce sens du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Niger et du Togo. En outre, elle contribue à l'élaboration de la politique en matière de STI de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Elle continue aussi de privilégier la prise en compte de l'égalité des sexes dans ce domaine. Un rapport a été publié à l'issue de recherches sur l'état de l'intégration de l'égalité des sexes dans les activités en matière de STI dans la CAE.

38. Dans le domaine de la recherche-développement et de la technologie, les CEA a mis au point des outils décisionnels pour évaluer le degré d'exhaustivité des systèmes nationaux d'innovation et les résultats obtenus à l'échelle nationale en matière de transfert de technologie. Ces outils ont été testés au Ghana, au Kenya et en Zambie et une mission consultative technique a été effectuée en République-Unie de Tanzanie. La CEA a également continué à mettre en œuvre l'initiative African Science to Business Challenge. En outre, un prestigieux « Prix de l'innovation en Afrique » a été lancé en 2011 en collaboration avec la Fondation pour l'innovation africaine, dont le siège se trouve en Suisse. Les efforts se sont également poursuivis pour améliorer l'initiative Accès à l'information scientifique en Afrique afin d'en faire un guichet unique pour le partage des informations. Des mécan-

ismes de coopération avec des réseaux similaires sont également en cours d'élaboration.

39. Afin de promouvoir la création de réseaux, le partage d'informations et la collaboration en matière de recherche en Afrique, la CEA a lancé un certain nombre de réseaux STI, dont le Réseau africain pour le développement et le transfert des technologies, le Réseau africain pour l'innovation dans le domaine des médicaments et des produits diagnostiques, le Réseau est-africain d'excellence pour la recherche et le Réseau africain de recherche.

40. En collaboration avec le Laboratory for Engineering Education and Development de l'Université de Boston et grâce à l'appui financier de la République de Corée, la CEA a lancé en 2011 un programme d'innovation en matière de génie biomédical pour améliorer les soins de santé en Afrique. Un programme d'études à l'intention des filières et départements de génie biomédical des universités participantes a été élaboré et adopté. À l'heure actuelle, cinq universités de quatre pays (Éthiopie, Kenya, Afrique du Sud et Zambie) participent au programme et des demandes de participation ont été reçues de quatre autres.

41. Le Réseau africain pour l'innovation dans le domaine des médicaments et des produits diagnostiques met à profit les résultats des recherches et les capacités de production disponibles en Afrique pour stimuler l'innovation dans le domaine biomédical, afin de répondre aux besoins de l'Afrique en matière de santé publique. En 2011, la réunion annuelle des parties prenantes, qui a rassemblé plus de 400 participants, a donné lieu à des réunions-débats sur les partenariats, le financement et la fabrication locale de produits pharmaceutiques. Par l'intermédiaire du Réseau de recherche africain, la CEA a appuyé, au Cameroun, en Éthiopie et en Tunisie, des programmes de recherche et d'innovation portant sur les langues locales, les applications mobiles dans les services de santé et l'élaboration d'indicateurs pour évaluer les effets des TIC sur le développement. Elle a également lancé un forum interparlementaire africain sur la science, la technologie et l'innovation et un réseau de journalistes scientifiques de la CEDEAO.

42. En ce qui concerne la gestion des bibliothèques et de l'information, la CEA a aidé des États membres et d'autres clients de la région à renforcer leurs capacités et à mettre en valeur leurs ressources. S'agissant du renforcement des capacités, la Division des TIC, en partenariat avec le PNUD, a fourni des services de recherche et des conseils pour aider à l'élaboration de listes standard de contrôle pour les bibliothèques participant au programme du PNUD pour les insti-



tutions démocratiques. Enfin, la CEA a officiellement lancé son centre documentaire institutionnel dans le cadre d'un atelier sur les publications en accès libre, lors de la deuxième session du Comité de l'information, de la science et de la technologie pour le développement. Ce centre fournit aux visiteurs des informations introuvables ailleurs en mettant à leur disposition des publications phares, des articles de journaux, des comptes-rendus de conférences et des documents de travail ainsi que des rapports annuels, techniques et de mission qui ont été rassemblés au cours des 50 dernières années. Ces publications sont mises gratuitement à la disposition de tous les utilisateurs partout dans le monde. Les participants à la deuxième session du Comité ont officiellement approuvé le rétablissement du Sous-comité du savoir, des bibliothèques et des services d'information, dont les membres proposeront des lignes directrices applicables à l'échelle régionale et sous-régionale dans le domaine du savoir, des bibliothèques et des services de l'information et aideront les États membres à fixer leurs objectifs nationaux et à évaluer les progrès réalisés au niveau national dans ce domaine.

#### **Intégration régionale, infrastructure et commerce**

43. Dans le cadre de ce sous-programme, la CEA axe ses activités sur le renforcement du processus d'intégration régionale en Afrique grâce à l'intensification des échanges intra-africains, du commerce extérieur et de l'intégration physique, en accordant une attention particulière à la mise en place de l'infrastructure et à la valorisation des ressources naturelles, conformément à la vision de l'Union africaine.

44. La CEA a organisé un colloque de haut niveau à Addis-Abeba en avril 2011, qui a réuni des représentants de la société civile pour discuter de leur rôle dans l'approfondissement de l'intégration régionale, la CEA se proposant de servir de cadre de dialogue avec les gouvernements. Elle a également organisé, en mai et en juin 2011 à Addis-Abeba, une réunion de groupe d'experts sur la création d'une zone de libre-échange dans chaque CER ou sous-région. La réunion a examiné les retombées potentielles des accords de libre-échange sur les économies africaines, ainsi que leurs avantages et leurs coûts ainsi que leurs incidences juridiques et politiques. La septième session du Comité du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales, qui s'est tenue à Addis-Abeba en juin 2011, a permis d'examiner les moyens de mettre rapidement en place une zone de libre-échange continentale et d'accélérer les travaux en vue de la création d'une union douanière continentale et d'un

marché commun africain, l'objectif étant d'améliorer les perspectives du commerce intra-africain. Par ailleurs, la CEA a présenté un document de synthèse sur l'intensification du commerce intra-africain en tant que base de discussion pour les ministres et les responsables de haut niveau participant à la septième session ordinaire de la Conférence des ministres africains du commerce, qui s'est tenue à Accra en novembre 2011.

45. La CEA a publié la quatrième édition d'un de ses rapports phares, *État de l'intégration régionale en Afrique*, ouvrage de référence sur l'intégration régionale produit conjointement avec la CUA et la BAD. Cette édition du rapport, qui était principalement consacrée aux efforts visant à intensifier le commerce intra-africain, a été citée dans un article du Financial Times paru en juin 2010. À la fin de 2011, la page Web du rapport (<http://www.uneca.org/aria-4>) avait été consultée 1 228 fois. Une aide financière a également été fournie pour la production et la diffusion de la cinquième édition du rapport, intitulée « Vers la création d'un marché commun », qui a été lancée durant le Sommet de l'Union africaine en janvier 2012. Un court documentaire sur le commerce intra-africain, qui met l'accent sur les recommandations faites dans cette cinquième édition, est en cours de production.

46. Les activités de la CEA concernant le commerce intra-africain en 2011 ont grandement contribué à l'intégration régionale comme prévu dans le Traité d'Abuja portant création de la Communauté économique africaine. Par ailleurs, la CEA a incité les ministres africains du commerce à accélérer la création d'une zone de libre-échange continentale africaine sur la base d'une feuille de route claire et d'un cadre pour sa mise en place. Elle a aussi contribué à approfondir l'intégration en Afrique de l'Est. Ainsi, les cinq États membres de la CAE (Burundi, Kenya, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Rwanda) ont créé un marché commun le 1<sup>er</sup> juillet 2010. Enfin, la contribution de la CEA à la négociation de l'accord tripartite entre le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), la CAE et la SADC permet à 26 États membres de renforcer de manière importante l'intégration régionale en Afrique.

47. La CEA a appuyé la mise en œuvre de la Vision africaine des mines adoptée par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine en février 2009. Elle a notamment organisé à Dakar un atelier qui a permis de former 25 participants de 23 pays à l'élaboration de politiques minières fondées sur la Vision africaine. L'atelier a également porté sur l'élaboration de dispositions fiscales applicables au secteur minier et sur les principaux aspects de la négociation des contrats. Par



ailleurs, la CEA a achevé le rapport du Groupe international d'étude sur les régimes miniers en Afrique. Composé de 15 éminents spécialistes internationaux des questions minières, ce groupe a été établi par la CEA pour examiner la façon dont les régimes miniers africains pourraient mieux contribuer au développement social et économique d'ensemble du continent. À cette fin, la CEA a élaboré, en s'appuyant sur le rapport du Groupe international d'étude et la Vision africaine des mines, un plan d'action dans lequel elle présente les mesures cruciales que le continent doit mettre en œuvre afin d'intégrer le secteur minier dans les activités de développement.

48. La CEA a également appuyé la deuxième Conférence des ministres africains chargés de la mise en valeur des ressources minières, qui avait pour thème « Bâtir un avenir durable pour l'industrie extractive africaine : de la vision à l'action ». Cette conférence, qui a réuni 200 participants venant de 25 pays africains, de la Banque mondiale et de la BAD, a examiné et approuvé le plan d'action susmentionné et lancé le rapport final du Groupe international d'étude. La Conférence a adopté la Déclaration d'Addis-Abeba sur l'édification d'un avenir durable pour l'industrie extractive de l'Afrique : de la vision à l'action, et elle a approuvé la création d'un centre africain de mise en valeur des ressources minières chargé d'aider à mettre en œuvre la Vision africaine des mines sur le plan technique et décisionnel. Elle a organisé une campagne particulièrement efficace de communication et de diffusion par l'intermédiaire d'un site Web spécial ([www.africaminingvision.org](http://www.africaminingvision.org)) ainsi que d'articles consacrés à la Vision parus dans des publications comme *Africa Business*, *Jeune Afrique* et *Mining Journal*. Depuis sa création, le site Web a déjà été visité 2 604 fois.

49. La CEA et le Département de l'infrastructure et de l'énergie de la CUA ont organisé, en novembre 2011 à Addis-Abeba, une réunion de groupe d'experts pour valider deux rapports concernant les politiques et les options technologiques en matière de bioénergie en Afrique. Cette réunion avait pour objectifs spécifiques d'examiner, d'enrichir et d'étudier les principales conclusions des deux rapports et de formuler des recommandations concernant les grandes options et les moyens d'action, notamment les interventions en matière de coopération régionale et les cadres nécessaires à la promotion du développement durable des bioénergies en Afrique. Il a été décidé d'entreprendre l'élaboration d'un cadre d'action et de lignes directrices africains en matière de bioénergie, qui seront présentés aux ministres africains de l'énergie en 2012.

50. Une réunion spéciale de groupe d'experts a examiné et validé les conclusions d'une étude sur

le réseau routier transafricain, ainsi qu'un projet d'accord intergouvernemental sur ce réseau destiné à être soumis aux États membres pour adoption. Cet accord intergouvernemental harmonisera les normes en matière d'infrastructure routière de 54 pays africains et facilitera ainsi le commerce intra-africain. Une conférence sur la sécurité routière a adopté un plan d'action pour l'Afrique qui harmonisera les activités mises en œuvre pendant la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020.

51. En 2011, la CEA a continué à renforcer les capacités des pays africains de participer efficacement aux négociations commerciales multilatérales et à l'initiative Aide pour le commerce ainsi que de mettre à profit les possibilités offertes par le United States African Growth and Opportunity Act (AGOA) (loi sur la croissance et les opportunités en Afrique). Comme suite à l'adoption de la Déclaration sur un cadre stratégique pour le renforcement des relations commerciales entre les États-Unis d'Amérique et l'Afrique en 2010 et au-delà à la sixième session ordinaire de la Conférence des ministres de l'Union africaine chargés du commerce, tenue à Kigali en novembre 2010, la CEA et la CUA ont mené une enquête auprès de 104 répondants dans plus de la moitié des pays ayant bénéficié de l'AGOA pour leur demander de faire part de leurs expériences et de leurs attentes. Les résultats de cette enquête ont été exposés dans un rapport visant à éclairer l'examen à mi-parcours de l'AGOA, organisé à Lusaka en mai 2011 par le Gouvernement zambien, en collaboration avec la CUA, la BAD et le Centre africain pour la politique commerciale de la CEA. Grâce à cette contribution, les ministres et les hauts responsables participant à l'examen à mi-parcours ont adopté un communiqué ministériel sur la voie à suivre pour le dixième Forum ministériel de l'AGOA, tenu en juin 2011, qui a servi de base de discussion avec les homologues des États-Unis sur le renforcement de l'AGOA après 2015.

52. Le Centre africain pour la politique commerciale a également facilité la participation des pays africains au Forum et aux discussions sur l'intensification des échanges grâce à une meilleure compétitivité, une valeur ajoutée accrue et une intégration régionale plus poussée. Pour le troisième examen mondial de l'initiative Aide pour le commerce tenu en juillet 2011 à Genève, la CEA a élaboré, en collaboration avec la BAD, l'OMC et l'OCDE, une étude de cas donnant un aperçu de l'aide au commerce sur le terrain dans un certain nombre de pays africains.

53. En collaboration avec le Center for Global Trade Analysis de l'Université de Purdue, la CEA a organisé, en avril 2011 à Addis-Abeba, un cours d'une semaine



sur l'analyse du commerce mondial à l'intention de spécialistes et de chercheurs africains parrainés par le Centre africain pour la politique commerciale et la Banque mondiale. Les participants ont assisté à des cours pratiques sur l'utilisation de modèles d'équilibre général pour évaluer la façon dont une libéralisation totale ou partielle du commerce dans le cadre d'accords commerciaux régionaux peut avoir des incidences sur des facteurs tels que le bien-être, la pauvreté et l'emploi.

54. Dans le cadre de l'appui qu'il apporte actuellement à l'Alliance africaine pour le commerce électronique, le Centre africain pour la politique commerciale a parrainé la Conférence internationale sur le guichet unique, tenue à Dakar en juin 2011. Cette conférence a constitué le cadre approprié pour examiner les différentes étapes de la mise en place du guichet unique, confronter les expériences et examiner l'avenir du commerce sans papier. Le Centre a également organisé le premier forum commercial africain, qui s'est tenu en novembre 2011 à Addis-Abeba et au cours duquel plus de 400 participants représentant les principaux secteurs commerciaux en Afrique et dans d'autres régions du monde ont pu échanger leurs vues sur les questions clés ayant trait au commerce intra-africain et aux échanges de l'Afrique avec le reste du monde. Les résultats des débats sur le commerce intra-africain ont servi de contribution à la septième session ordinaire de la Conférence des ministres du commerce de l'Union africaine.

55. Les interventions de la CEA ont été cruciales pour assurer une large participation et une forte adhésion à l'initiative Aide pour le commerce et en particulier au troisième examen mondial. La CEA a également aidé les États membres et les CER à préparer 49 études de cas concernant l'aide au commerce pour des pays anglophones ou francophones.

### **L'égalité des sexes et les femmes dans le développement**

56. Le principal objectif du sous-programme au cours de la période considérée était d'appuyer et de renforcer la capacité des États membres de répondre aux préoccupations concernant l'égalité des sexes et la promotion de la femme en prenant des mesures pour réaliser les objectifs internationalement convenus, notamment les OMD, dans le cadre d'une action coordonnée avec l'Union africaine, la BAD, les CER et d'autres organismes des Nations Unies.

57. Pour réaliser l'objectif susmentionné, la CEA a intensifié ses activités de sensibilisation afin de faire participer davantage les États membres à son pro-

gramme de travail. À sa septième session tenue en mai 2011, le Comité Femmes et développement a passé en revue les activités entreprises par le secrétariat et examiné la façon dont les mécanismes nationaux chargés de l'égalité des sexes pouvaient utiliser efficacement les outils et les produits mis à leur disposition. Le Comité a examiné un rapport sur l'évolution récente des mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des sexes en Afrique; un rapport sur les inégalités entre les sexes dans les secteurs social et économique et politique et leurs incidences pour la mise en œuvre et le suivi des engagements internationaux et régionaux pertinents et pour la protection sociale; les activités de l'Observatoire des droits de la femme africaine; le Réseau électronique des mécanismes africains chargés de l'égalité des sexes; le projet interrégional sur le renforcement des capacités pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes; et l'édition de 2010 du recueil des nouvelles pratiques optimales relatives à l'intégration du genre, axé sur l'égalité des sexes, les conflits et la paix.

58. Le Comité a également approuvé une stratégie de suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'examen décennal du Programme d'action de Beijing et de la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique et a fait les recommandations ci-après pour présentation et examen à la Conférence conjointe Union africaine/CEA des ministres des finances, de la planification et du développement économique : premièrement le Président du Comité devrait être présent à la Conférence des ministres; deuxièmement, chaque membre du Bureau devrait assister aux réunions statutaires dans sa sous-région pour veiller à ce que les questions relatives à l'égalité des sexes et au développement soient traitées efficacement à ce niveau.

59. Le sous-programme a également renforcé sa collaboration avec des services gouvernementaux autres que les mécanismes nationaux, notamment les BNS, avec lesquels il a travaillé sur les statistiques ventilées par sexe, en partenariat avec le Centre africain pour la statistique de la CEA. Pour produire le rapport sur les femmes africaines, le sous-programme a collaboré avec les ministères des finances et de la planification économique en utilisant des questionnaires visant à déterminer la nature et le niveau de financement des projets relatifs à l'égalité entre les sexes; les experts chargés d'examiner le projet de rapport ont été détachés par ces ministères.

60. Des activités visant à enrichir les connaissances concernant l'égalité des sexes dans chaque secteur en Afrique ont été entreprises afin d'aider efficacement les États membres à intégrer l'égalité des sexes dans les



programmes sectoriels. Des recherches et des études ont été effectuées sur les sujets suivants : les dimensions sexospécifiques de la sécurité alimentaire et des changements climatiques; les inégalités entre les sexes dans les secteurs social, économique et politique; les droits fonciers des femmes en Afrique; et la prévalence et la nature de la violence à l'égard des femmes, y compris l'examen de stratégies pour renforcer les capacités en matière de collecte de données nationales dans ce domaine. On espère que ces travaux contribueront à renforcer le rôle des États membres et les mesures qu'ils prennent en vue de parvenir à l'égalité des sexes.

61. Au cours de la période considérée, dans le cadre d'activités relatives à un modèle macroéconomique intégrant les sexospécificités, la CEA a mené à bien une enquête sur l'utilisation du temps, en partenariat avec le bureau de statistique du Ghana. Le secrétariat a ensuite publié une étude sur les politiques soucieuses de l'égalité des sexes présentant des simulations faites à partir du modèle macroéconomique. Cette étude a deux objectifs principaux. Premièrement, elle analyse comment la production des ménages est traitée dans les comptes nationaux officiels et les limites d'un tel traitement. Deuxièmement, elle présente un cadre de comptabilisation détaillée de la production des ménages consistant à créer des comptes satellites aux fins de cette comptabilisation. Un tel cadre peut être appliqué en utilisant les données de l'enquête ghanéenne sur l'utilisation du temps pour établir un compte satellite de la production des ménages.

62. Dans le cadre de son programme de renforcement des capacités et conformément aux recommandations formulées en 2010 à la quarante et unième session de la Commission statistique de l'ONU sur l'élaboration d'une stratégie régionale concernant les statistiques ventilées par sexe, la CEA a organisé, à Accra en décembre 2011, une série de réunions sur ces statistiques qui ont notamment permis de mieux faire comprendre les approches conceptuelles et méthodologiques des comptes satellites, leur faisabilité dans le contexte africain et leur importance dans l'élaboration de politiques et de programmes de développement fondés sur des données probantes; de mieux faire connaître le module de collecte de données sur la violence à l'égard des femmes; et d'élaborer un programme africain sur les statistiques du genre, qui a été présenté et approuvé à la troisième réunion de la Commission statistique pour l'Afrique, tenue en janvier 2012 au Cap (Afrique du Sud). Ce programme définit un ensemble clair de stratégies et propose un plan d'action quinquennal pour la période 2012-2016.

63. Dans le cadre de la campagne du Secrétaire général de l'ONU « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes », la CEA, en collaboration avec d'autres commissions régionales et organismes des Nations Unies, a lancé un projet sur le renforcement des capacités en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes par la mise en réseau des communautés de savoir locales. Ce projet visait notamment à renforcer la capacité des pays de mesurer régulièrement de façon appropriée la violence en question afin d'obtenir des données de référence actualisées qui permettent de faire face aux problèmes posés ainsi que de suivre et d'évaluer les effets des politiques, des législations, des plans et des programmes dans ce domaine. Ayant cet objectif à l'esprit, un atelier régional sur le renforcement de la capacité des pays africains de mettre fin à la violence à l'égard des femmes a été organisé en octobre 2011 à Addis-Abeba. Cet atelier a permis d'examiner la nature, la prévalence, les causes, les conséquences et l'impact de cette violence dans la région et d'identifier les lacunes des données et des statistiques dans ce domaine, grâce à une étude effectuée par le secrétariat dans sept pays.

#### Activités sous-régionales de développement

64. Compte tenu de l'étendue et de la diversité de la région Afrique, la CEA s'est employée, dans le cadre de ce sous-programme, à renforcer sa présence et ses activités sous-régionales afin de mieux cibler et mettre en œuvre des programmes portant spécifiquement sur les principales questions prioritaires de développement, notamment la réduction de la pauvreté et le développement durable des États membres dans les différentes sous-régions. En 2011, les cinq bureaux sous-régionaux de la CEA ont travaillé en collaboration avec d'autres partenaires dans leurs sous-régions respectives pour fournir une assistance technique plus ciblée et plus importante, afin de résoudre les principaux problèmes de développement et d'accélérer le processus d'intégration régionale grâce au renforcement des capacités, à la prestation de services consultatifs, à l'organisation d'ateliers de formation et à la mise en œuvre de projets opérationnels. Les bureaux sous-régionaux ont également permis de mener les activités normatives et analytiques de la CEA aux niveaux sous-régional et national. La principale stratégie utilisée pour atteindre ces objectifs était centrée sur le Programme pluriannuel d'appui et de partenariat établi entre chaque bureau sous-régional et le secrétariat des principales communautés économiques régionales (CER) dans chaque sous-région. La présente section décrit certains des résultats notables obtenus par les bureaux sous-régionaux et les progrès accomplis dans le cadre de la réalisation des priorités



nationales de développement dans le contexte de la mise en œuvre des programmes pluriannuels.

### Activités sous-régionales de développement en Afrique centrale

65. Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale a réalisé 92% de son programme de travail ordinaire pour 2011, ainsi que d'autres activités demandées par les États membres et les communautés économiques régionales dans le cadre du programme pluriannuel. Il a organisé deux réunions de groupe spécial d'experts et une réunion annuelle du Mécanisme de coordination sous-régionale pour l'appui au programme à l'Union africaine et au NEPAD, organisée conjointement avec le Bureau sous-régional en Afrique de l'Ouest.

66. La première réunion du groupe spécial d'experts a porté sur les « *Nouvelles tendances de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire: incidences pour les pays d'Afrique centrale* » et avait pour objectif de recenser les stratégies permettant de renforcer la coopération au profit des pays de la sous-région. Les participants à la réunion ont recommandé la mise au point et l'exécution d'une stratégie sous-régionale, notamment le renforcement de la coopération entre les États de l'Afrique centrale, la promotion de la paix et de la sécurité, et la mise en place d'un mécanisme commun de consultation sur la coopération Sud-Sud. Suite à cette réunion, le bureau sous-régional organisera un débat, à la prochaine réunion du groupe intergouvernemental d'experts sur le thème « Importance et incidences de la coopération entre la Chine et l'Afrique centrale » et présentera, en consultation avec les CER d'Afrique centrale, des propositions initiales en vue de l'élaboration d'une stratégie sous-régionale.

67. La réunion du deuxième groupe spécial d'experts avait pour objectif de relancer le processus de négociation en vue de la création d'une union douanière unique en Afrique centrale. Le thème de la réunion était « *Nomenclature tarifaire en vue de la création de l'union douanière de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)/Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)* » et les participants ont validé les conclusions de deux rapports sur le tarif extérieur commun et sur la libéralisation du commerce de marchandises, présentés par le bureau sous-régional. Les participants ont souligné qu'il était nécessaire de diffuser les normes et instruments des deux CER (CEEAC et CEMAC) auprès des administrations nationales et du secteur privé.

68. Une réunion de haut niveau sur la création d'un mécanisme de coordination sous-régionale en appui à l'Union africaine et au NEPAD en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest a été organisée conjointement par les bureaux sous-régionaux de la CEA dans ces deux sous-régions. Les participants à la réunion ont recommandé la mise en place d'un groupe de travail qui serait chargé: a) d'élaborer le cadre opérationnel du Mécanisme, b) d'analyser les programmes pluriannuels des deux sous-régions en vue de leur harmonisation et c) de présenter les résultats de ses travaux au secrétariat du Mécanisme de consultation régionale des organismes des Nations Unies opérant en Afrique en appui à l'Union africaine et au NEPAD (MCR-Afrique), en vue de la création du Mécanisme de consultation sous-régionale en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

69. En ce qui concerne la documentation à l'intention des organes délibérants, le bureau sous-régional a publié quatre rapports sur le suivi des progrès accomplis pour ce qui est du développement macroéconomique et social de l'Afrique centrale, les enjeux et les opportunités des politiques industrielles en Afrique centrale, la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux, notamment le NEPAD et d'autres initiatives spéciales en Afrique centrale, et les activités de la CEA en Afrique centrale, notamment l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme pluriannuel. Ces rapports ont été présentés à la réunion du CIE en tant que documents de travail. En outre, le bureau sous-régional a produit les publications suivantes: *Les économies de l'Afrique centrale, Nouvelles tendances dans la coopération Sud-Sud et dans la coopération triangulaire: incidences pour les pays de l'Afrique centrale, État d'avancement de la mise en œuvre de la zone de libre-échange de la CEEAC et Stratégies d'amélioration du rendement du marché de la CEEAC/CEMAC*. Pour ce qui est de la diffusion des connaissances et de l'information, il a publié une brochure sur l'état de l'intégration régionale en Afrique centrale analysant la mise en œuvre des instruments de la CEEAC et de la CEMAC.

70. Le bureau sous-régional a également renforcé ses partenariats aux niveaux sous-régional et national pour appuyer les activités de plaidoyer, la formulation des politiques et la mise en œuvre des programmes d'intégration sous-régionaux en Afrique centrale. Il a joué un rôle important dans la création d'un groupe d'experts interinstitutions chargé d'élaborer un document sur les priorités stratégiques du Cameroun, à la lumière des nouvelles questions et dans le cadre du mandat des Nations Unies. Le document a été présenté à la réunion de planification stratégique organisée par le Gouvernement camerounais pour



aligner l'assistance des Nations Unies sur les priorités nationales. Cette réunion a permis principalement d'élaborer le projet de Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la période 2013-2017.

71. Le bureau sous-régional a fourni plusieurs services consultatifs à la CEEAC, à la CEMAC et aux États membres dans les domaines suivants: transport, ressources en eau, TIC, renforcement de l'intégration régionale, politiques commerciales, libre circulation des personnes, développement durable et changements climatiques.

72. Le bureau sous-régional et le Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC) ont mené conjointement une mission auprès du secrétariat de la CEEAC pour recenser les priorités sous-régionales en ce qui concerne les questions liées aux changements climatiques. À l'issue de cette mission, la CEEAC s'est engagée à élaborer un plan d'action sous-régional sur les changements climatiques, avec le concours du bureau sous-régional et du CAPC.

73. En ce qui concerne le renforcement des capacités, le bureau sous-régional a organisé deux ateliers de formation sur les changements climatiques et le développement durable en Afrique centrale, et sur le cadre juridique et réglementaire des technologies de l'information et de la communication, de la science et de la technologie en Afrique centrale. L'atelier sur les changements climatiques et le développement durable en Afrique centrale a été organisé en collaboration avec le CAPC et la CEEAC. Regroupant 29 participants, il devait permettre de sensibiliser les fonctionnaires, les parlementaires et la société civile à la question des incidences des changements climatiques sur les secteurs économiques et sociaux et de renforcer leurs capacités pour suivre et intégrer les questions liées aux changements climatiques dans leurs politiques nationales de développement. Les participants à l'atelier ont formulé plusieurs recommandations, notamment la création d'un réseau d'échanges virtuel avec le concours du bureau sous-régional, le renforcement des capacités des institutions actuelles s'occupant des changements climatiques et l'élaboration d'une politique et d'une stratégie sous-régionales sur les changements climatiques. L'atelier sur le cadre juridique et réglementaire concernant les TIC, la science et la technologie en Afrique centrale a été organisé en collaboration avec l'Union internationale des télécommunications. Une centaine de participants des ministères de la justice, de l'intérieur, des TIC et du commerce, ainsi que des parlementaires et des organisations intergouvernementales, ont participé à l'atelier axé sur la cybersécurité et la cyber-

criminalité. Le principal objectif de l'atelier consistait à fournir un cadre juridique commun pour la société de l'information et à renforcer la capacité institutionnelle des parties prenantes aux niveaux national et sous-régional. Dans leurs recommandations, les participants à l'atelier ont tenu à sensibiliser les citoyens et à renforcer leurs capacités en ce qui concerne la cybersécurité, à harmoniser les cadres juridiques de la cybersécurité aux niveaux national et sous-régional et à élaborer des programmes de renforcement des capacités dans ce domaine.

74. Ayant renforcé ses effectifs dans les secteurs de la communication et de la gestion du savoir, le bureau sous-régional s'est lancé dans un processus effectif de diffusion de l'information et du savoir auprès des partenaires et du public. Les activités menées à cet égard comprennent la création de mécanismes de partage de la connaissance avec plusieurs communautés de pratique, la formation du personnel des CER à la gestion des connaissances et à l'utilisation de la plateforme Teamworks, le lancement de l'Observatoire de l'intégration régionale en Afrique centrale qui comprend des informations pertinentes sur l'intégration régionale telles que les protocoles et les traités des CER, l'actualisation du site Web du bureau sous-régional, la publication de magazines trimestriels et hebdomadaires et la mobilisation des médias pour couvrir tous les grands événements organisés par le bureau sous-régional.

75. En outre, en collaboration avec la Division des TIC, de la science et de la technologie de la CEA, le bureau sous-régional a étendu au Gabon le projet de télétravail, destiné à lutter contre le chômage des jeunes diplômés en recourant aux TIC. Ce projet, financé pour une période de 12 mois, touchera 80 jeunes diplômés qui suivront une formation adaptée au marché du travail. Le bureau sous-régional a continué de recevoir et d'encadrer des diplômés de l'enseignement supérieur en leur offrant un stage, dans le cadre du partenariat avec l'Institut de relations internationales du Cameroun et de l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée.

76. Toutes ces activités ont contribué: a) à créer et à renforcer les capacités des États membres, des CER, des organisations intergouvernementales, du secteur privé, des organisations non gouvernementales, des universités et des centres de recherche; b) à promouvoir l'intégration régionale dans la sous-région et à harmoniser les politiques/stratégies/programmes sectoriels et économiques sur les questions nouvelles et/ou les grands défis liés au développement et à l'intégration tels que le relèvement après les conflits, la libre circulation des personnes, la crise financière,



le développement des infrastructures, le suivi des OMD, la rationalisation des programmes régionaux et le développement du secteur privé et c) à élargir le champ d'action du bureau sous-régional.

### **Activités sous-régionales de développement en Afrique de l'Est**

77. Au cours de la période considérée, le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est a axé son programme de travail sur la promotion de l'intégration régionale et le renforcement des capacités des États membres, des communautés économiques régionales et des organisations intergouvernementales. Il a également renforcé le partenariat avec d'autres partenaires de développement pour aider les États membres à atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment les OMD, ainsi que les priorités sous-régionales. Dans cette optique, l'accent a été mis sur les activités de plaidoyer en faveur de l'intégration régionale.

78. En ce qui concerne la formulation de politiques et les activités de plaidoyer, le bureau sous-régional a tenu plusieurs consultations, fourni des conseils pratiques, formé des fonctionnaires, des communautés économiques régionales et des organisations intergouvernementales, en plus de la diffusion de ses supports de connaissances. Parmi les consultations, on peut citer un atelier sur l'évaluation des incidences des outils TIC sur la lutte contre les effets des changements climatiques. Cet atelier a été jugé important pour comprendre les mesures que doivent prendre les différents gouvernements et parties prenantes afin de recenser les options en matière d'atténuation et d'adaptation fondées sur les TIC et les moyens de les utiliser pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des TIC et les autres secteurs de l'économie. Les participants à cette réunion ont recommandé à la CEA d'élaborer des outils pratiques TIC concernant les changements climatiques. La prestation de services consultatifs aux gouvernements, aux communautés économiques régionales et aux organisations intergouvernementales a permis de créer et de renforcer les capacités aux niveaux national et régional. Les clients ont pu mieux apprécier les incidences des nouveaux problèmes dans les domaines du tourisme, des ressources minérales et des ressources naturelles, de l'intégration régionale, des TIC, etc. La CEA a continué d'aider le Gouvernement rwandais à formuler le troisième plan d'infrastructure nationale de l'information et de la communication (INIC) et à créer le Fonds de dotation pour l'innovation du Rwanda. Ce dernier sera lancé le 20 mars 2012 en tant que mécanisme de financement de projets de recherche appliquée ou d'études de faisabilité, mis en œuvre par

des instituts d'enseignement et de recherche ou des entreprises commerciales au Rwanda. Il permettra de produire des connaissances, d'encourager la recherche fondamentale et appliquée et de promouvoir la coopération internationale en répondant aux besoins locaux et de contribuer au règlement des problèmes socioéconomiques propres au contexte national. Le bureau sous-régional a également collaboré avec la SADC à l'expérimentation de son instrument régional de suivi du protocole relatif au développement et à l'égalité des sexes en République démocratique du Congo.

79. Une série de séminaires et d'ateliers de formation, organisés dans le contexte de l'acquisition de connaissances, ont permis aux bénéficiaires de mieux comprendre plusieurs questions et de renforcer leurs compétences techniques dans plusieurs domaines, notamment le transport et la facilitation du commerce dans les pays de l'Afrique de l'Est et les TIC. Le bureau sous-régional a continué d'assurer une formation en modélisation et prévisions économiques aux banques centrales des États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est pour qu'elles puissent mieux s'acquitter de leur mission de surveillance et de contrôle des critères de convergence macroéconomique en vue de la création de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Est.

80. Dans le cadre de partenariats et d'activités conjointes, la collaboration s'est encore renforcée avec les organismes des Nations Unies, les communautés économiques régionales et les organisations intergouvernementales en 2011, à la suite de consultations sur le Mécanisme de coordination sous-régionale et par le biais du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) au niveau national. Si le rythme de la mise en œuvre des programmes pluriannuels a été lent, les programmes sous-régionaux ont été exécutés plus rapidement. Au cours de la période examinée, le bureau sous-régional a également renforcé sa collaboration avec les organismes des Nations Unies aux plans national et régional sur des questions intersectorielles nouvelles et également sociales en ce qui concerne les femmes dans le commerce transfrontière informel, la sécurité alimentaire dans la sous-région, la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité, notamment de la résolution 1325 (2000) relative aux femmes, à la paix et à la sécurité, ainsi que la participation à la réalisation d'un consensus et la définition de stratégies de mobilisation concernant la campagne du Secrétaire général pour mettre un terme à la violence contre les femmes.

81. Pour donner suite à des conclusions précédentes, le bureau sous-régional a privilégié dans l'exécution de ses programmes l'utilisation de critères définis pré-



cédemment, plutôt que de lancer de nouvelles initiatives, ce qui a manifestement renforcé la collaboration au sein de la Commission, à l'intérieur du système des Nations Unies et avec d'autres partenaires. En collaboration avec le Bureau régional pour l'Afrique du PNUD, le bureau sous-régional a organisé à Kigali un forum de concertation régional sur l'accès équitable aux richesses minérales, qui a permis d'examiner les cadres juridiques et réglementaires ainsi que les programmes d'attribution de licences pour que les pays puissent promouvoir leur développement grâce à l'exploitation de leurs ressources minérales.

82. L'intégration régionale, une question d'intérêt national et sous-régional qui ne figurait pas auparavant au programme des équipes de pays des Nations Unies, a été incorporée dans les activités de l'équipe de pays du Rwanda. Dans cette optique, le bureau sous-régional et d'autres organismes ont collaboré aux projets dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) et de l'intégration régionale.

83. Au cours de la période à l'examen, les organismes ci-après ont bénéficié de l'appui du bureau sous-régional dans le cadre des programmes pluri-annuels: l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL). La CEA a joué un rôle central dans la définition et la mise en œuvre du programme de sécurité alimentaire en Afrique de l'Est. Ce programme comporte quatre volets principaux (développement du marché et du commerce, recherche-développement, gestion durable des ressources naturelles, et nutrition et protection sociale) et s'appuie sur des éléments communs aux programmes actuels sur la sécurité alimentaire de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, de la CEPGL, de la CAE et de l'IGAD en vue d'étudier les possibilités d'économies d'échelle, de réduire le chevauchement des activités et de maximiser les effets. Au cours de sa phase pilote, il ciblera les pays suivants: Burundi, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie et Rwanda. Plusieurs réunions ont eu lieu en 2010 pour affiner les volets du programme et définir les activités au titre de chaque volet. La dernière réunion de suivi, tenue à Nairobi (Kenya) en janvier 2011, a permis de consolider les partenariats avec la Commission de l'Union africaine, les organismes des Nations Unies, la société civile sous-régionale, les États membres et les CER et d'affiner le programme. Il convient de noter la collaboration entre le bureau sous-régional et des CER dans le financement du processus consultatif.

84. L'Équipe spéciale chargée de mettre en œuvre le mécanisme de coordination sous-régionale a tenu plusieurs consultations, examinant les liens entre les programmes des Nations Unies aux niveaux national, sous-régional et régional, y compris les relations entre le mécanisme de coopération sous-régionale et le MCR-Afrique, les équipes de directeurs régionaux et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), afin de promouvoir une approche cohérente et graduelle en ce qui concerne la programmation des Nations Unies à ces trois niveaux. L'approche de programmation pluriannuelle avec plusieurs partenaires a été considérée comme le point de départ pour la mise en œuvre du mécanisme de coordination sous-régionale. L'Équipe spéciale a examiné les domaines potentiels de collaboration dans cinq domaines thématiques considérés comme prioritaires pour la sous-région. Les autres domaines sont le système de suivi et d'évaluation; l'établissement de rapports; les rapports hiérarchiques; les moyens de communication, de partage de l'information et de gestion des connaissances. Le bureau sous-régional a été chargé de coordonner les activités des mécanismes de coordination sous-régionale, et plusieurs organismes ont été désignés pour diriger les domaines thématiques. Les conclusions de la réunion d'octobre de l'Équipe spéciale ont été présentées à la onzième session du MCR-Afrique, tenue à Addis-Abeba en novembre 2010. Les participants ont approuvé les recommandations de l'Équipe spéciale et indiqué que des consultations devraient se tenir avec toutes les communautés économiques régionales et organisations intergouvernementales concernées pour affiner la conception du mécanisme de coordination sous-régionale et de ses principaux domaines d'activité. Ces consultations se sont tenues en 2011.

#### **Activités sous-régionales de développement en Afrique du Nord**

85. Depuis le début de l'année 2011, l'Afrique du Nord a connu un mouvement sans précédent de troubles sociaux appelés printemps ou révolution arabe, ayant débouché sur des changements de régime dans certains pays et des changements de gouvernement dans d'autres, dans un contexte marqué par des réformes politiques. Compte tenu de cette situation, le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord a accordé plus d'attention à l'appui aux politiques et aux activités opérationnelles, notamment dans les domaines de la formulation et de la mise en œuvre de politiques macroéconomiques et sectorielles harmonisées, ainsi que de programmes de renforcement des capacités. Il a axé ses activités sur les questions prioritaires suivantes: a) l'intégration économique, notamment coopération entre l'Union du Maghreb arabe



(UMA) et les autres CER, b) la mobilité des travailleurs dans un Maghreb intégré, c) le développement durable et d) les TIC au service du développement.

86. Dans le domaine de la formulation des politiques et des activités de plaidoyer, le bureau sous-régional a joué un rôle équilibré, abordant équitablement des questions économiques et sociales. Alors qu'en 2010, il avait principalement axé ses activités sur le domaine économique, en 2011, il a consacré la plupart de ses ressources aux problèmes sociaux et environnementaux liés au développement, notamment à l'emploi, au chômage, à la jeunesse, à l'égalité entre hommes et femmes et à la mobilité des travailleurs. Les activités entreprises dans ces domaines spécifiques ont été formulées et mises en œuvre pour répondre aux besoins exprimés par les États membres eux-mêmes qui avaient demandé instamment, au cours de la vingt-sixième session du CIE, par exemple, que leur soit fourni un aperçu de la participation des jeunes en Afrique du Nord. Le bureau sous-régional a saisi cette occasion pour établir des liens de partenariat avec l'UMA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres organismes afin d'élaborer un programme pour les jeunes comprenant un Forum pour le développement de l'Afrique du Nord et une réunion de groupe d'experts sur la participation de la jeunesse en Afrique du Nord. Ce programme est déjà considéré comme une réponse significative apportée par la CEA et ses partenaires à la crise sociale dans la sous-région.

87. L'atelier régional conjoint sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, tenu conjointement avec le Centre africain pour le genre et le développement social (CAGEDS) et l'Entité de l'ONU pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), est une autre activité importante coordonnée par le bureau sous-régional dans le domaine susmentionné. Il convient de souligner le moment choisi pour cette activité, car elle s'est tenue à un moment particulier marqué par les révolutions en Tunisie et en Égypte et les appels de plus en plus pressants en faveur de réformes démocratiques dans de nombreux autres pays de la région. Dans cette optique, les participants ont été invités à réfléchir aux stratégies à mettre en œuvre par certains pays de la région pour le retrait des réserves formulées et la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention. L'atelier a également permis de rappeler à toutes les parties prenantes, notamment aux

États membres, l'obligation qui leur incombait de mettre en œuvre la Convention, de promouvoir les droits des femmes et de lutter contre la discrimination fondée sur le sexe dans le domaine public et privé. Les participants à l'atelier ont recommandé de continuer à appuyer les initiatives prometteuses prises actuellement dans certains pays de la région, à savoir l'Algérie, le Maroc et l'Égypte, tendant à retirer certaines réserves et à poursuivre l'élaboration de textes législatifs concernant les droits des femmes.

88. En outre, le bureau sous-régional a convoqué cinq réunions de groupes d'experts, qui ont donné une nouvelle impulsion aux activités d'élaboration de politiques et de sensibilisation dans les domaines suivants: a) renforcement de la dimension sociale des politiques et programmes de développement en Afrique du Nord; b) financement du développement en Afrique du Nord; c) définition d'une position commune et coordination des politiques pour relever les défis relatifs aux changements climatiques; d) promotion de la mobilité des travailleurs dans les États membres de l'UMA et e) élaboration d'une approche de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire propre à l'Afrique du Nord, dans le contexte de la gouvernance économique mondiale.

89. S'agissant du renforcement des connaissances et de la mise en commun des activités de l'Observatoire de l'intégration régionale, en collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce, l'Université Lyon II et l'Université Mohamed VI Souissi, le bureau sous-régional a organisé la cinquième édition du Colloque international méditerranéen sur le thème « Libéralisation commerciale et dynamique des inégalités ». Un grand nombre d'experts de 15 pays ont participé au séminaire et plus de 60 communications ont été présentées, ce qui a permis de renforcer la base de connaissances dont dispose le bureau sous-régional sur cette question importante pour la région.

90. En application de la recommandation des États membres de la sous-région, le Colloque est devenu une manifestation annuelle et un important rendez-vous pour les experts éminents s'intéressant aux questions de développement dans la sous-région, ainsi qu'à ses relations et liens avec les autres sous-régions. Il a également contribué au renforcement des relations du bureau sous-régional avec les milieux universitaires régionaux et internationaux et à le faire mieux connaître. Un réseau d'experts a, de ce fait, été créé et se réunit annuellement. Les membres de ce réseau participent également aux nombreuses activités du bureau sous-régional en tant que spécialistes, experts, consultants ou responsables de l'évaluation. Trois documents tirés de communications présentées et de



conclusions d'éditions précédentes ont été publiés et largement diffusés.

91. En ce qui concerne la coopération technique et le renforcement des capacités, le bureau sous-régional a continué de fournir une assistance technique à ses États membres en envoyant des missions de services consultatifs techniques. Les experts du bureau sous-régional se sont rendus en Algérie et ont effectué une mission de reconnaissance en Mauritanie, en collaboration avec des homologues de divisions du siège de la CEA (Division de la sécurité alimentaire et du développement durable et Centre africain pour la statistique) afin de recenser les domaines éventuels d'assistance de la Commission et tenu des consultations avec de hauts représentants du gouvernement tunisien de transition pour déterminer les nouvelles priorités en matière de développement, fixées après la révolution tunisienne de janvier 2011, et ce, en plus de la poursuite des relations avec les départements ministériels et les parties prenantes au Maroc. Les services consultatifs ainsi fournis ont permis d'accélérer les efforts déployés par ces pays pour élaborer des stratégies de croissance inclusives et créatrices d'emplois. Ils ont également permis de sensibiliser les pays membres à la nécessité d'adopter une approche régionale du développement national, un domaine où la CEA et le Bureau sous-régional en Afrique du Nord ont apporté un soutien plus qu'actif.

92. Le bureau sous-régional a nettement renforcé son partenariat avec l'UMA et organisé de nombreuses activités conjointes dans le cadre du programme pluriannuel 2010-2012. Il a également saisi l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse pour concrétiser l'initiative « Unis dans l'action » en coordonnant l'action d'une équipe composée représentants de l'ISESCO, de l'UNICEF, du FNUAP et du PNUD pour planifier et organiser l'édition de 2011 du Forum pour le développement de l'Afrique du Nord axé sur un thème d'actualité: « Les jeunes, acteurs du développement ». La synergie entre le bureau sous-régional et ses partenaires a contribué au succès de ce Forum largement reconnu dans la région proprement dite et au-delà. Un programme de suivi conjoint, en cours d'élaboration, sera mis en œuvre au cours des trois prochaines années.

93. Le processus régional de Rio+20 est un autre exemple de partenariat et de coopération, l'UMA et d'autres institutions spécialisées, notamment le système des Nations Unies (Département des affaires économiques et sociales, PNUD, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Commission économique pour l'Europe, etc.) participant pleinement à la mise en œuvre du projet actuel au

titre du Compte pour le développement sur la mise en valeur des ressources renouvelables de la région.

94. Les autres domaines de partenariat sont l'atelier sur la cybercriminalité en Afrique du Nord et la réunion sur la collaboration entre l'UMA et les CER africaines. Les responsables de l'UMA ont participé activement aux activités du bureau sous-régional, notamment pendant la réunion du CIE au cours de laquelle une séance a été spécifiquement consacrée à l'intégration africaine.

95. Le bureau sous-régional a continué d'œuvrer à la création d'un mécanisme de coordination sous-régionale pour l'appui du système des Nations à l'Union africaine et au NEPAD et aux CER en Afrique du Nord. Dans ce cadre, une réunion sur le suivi et l'évaluation du programme pluriannuel du bureau sous-régional et de l'UMA s'est tenue sur le thème « Partenariat pour le Maghreb ». Elle a rassemblé les principales parties prenantes participant au processus de développement de l'Afrique du Nord afin d'examiner les activités prévues au titre du prochain programme pluriannuel (2011-2013) et de recenser les activités potentielles qui pourraient être mises en œuvre conjointement.

96. En outre, le bureau sous-régional a établi des partenariats avec d'autres parties prenantes, notamment des organismes des Nations Unies. Dans ce contexte, il a étoffé son rôle de membre actif de l'équipe de pays des Nations Unies au Maroc et en Tunisie, renforcé ses relations avec les équipes de pays des Nations Unies en Algérie, en Mauritanie et en Égypte et il s'emploie à accroître sa participation aux équipes dans les autres États membres. Sa principale contribution aux activités de l'équipe de pays des Nations Unies a consisté à intégrer la dimension de l'intégration régionale dans les PNUAD et à aider les États membres à intégrer une dimension régionale dans leurs politiques. Il a également participé à cet égard aux réunions du Groupe régional des Nations Unies pour le développement (GNUD) pour les États arabes, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et aux travaux du Groupe régional d'appui des pairs, établi au Caire, pour renforcer la consultation et la collaboration avec le système des Nations Unies au niveau régional. Il a également renforcé sa collaboration avec la CESAO dans plusieurs domaines, notamment les TIC, l'énergie et le processus préparatoire régional de Rio+20.

#### **Activités sous-régionales de développement en Afrique australe**

97. Au cours de la période examinée, le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe a continué



d'aider les États membres, les CER, les organisations intergouvernementales et les autres parties prenantes à coordonner et à harmoniser leurs politiques. Il a axé ses activités principalement sur le renforcement des capacités des États membres en vue de l'intégration régionale, l'accent étant mis en particulier sur les priorités spécifiques de la sous-région dans le cadre général du NEPAD et des objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment les OMD.

98. Le bureau sous-régional a fourni une assistance technique dans le cadre de différents ateliers, séminaires et stages de formation sur l'intégration des questions relatives aux femmes dans les différents secteurs de développement, notamment lors d'un atelier organisé par le secrétariat de la SADC pour renforcer les capacités, sensibiliser l'opinion et élaborer des stratégies destinées à assurer la prise en compte de ces questions dans les ministères des finances et de la planification du développement des États membres de la SADC. Cette réunion a fait de la budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes une priorité et a donné lieu à des échanges de données d'expérience, en particulier entre les États membres ayant institutionnalisé la budgétisation et la planification tenant compte de cet aspect. Les participants ont également élaboré une stratégie pour associer le plus largement possible les parties prenantes au suivi et à la mise en œuvre du protocole de la SADC relatif à l'égalité des sexes et au développement.

99. Dans le cadre des services consultatifs qu'il prodigue aux États membres de la sous-région et à la SADC et du programme pluriannuel convenu avec cette dernière, le bureau sous-régional a fourni un appui et une assistance technique pour l'élaboration du rapport régional de la SADC sur le développement humain. Ce rapport est une publication biennale réalisée en collaboration par les deux institutions. S'appuyant sur les travaux du PNUD, le bureau sous-régional suivra les progrès accomplis en ce qui concerne le développement humain dans la sous-région dans le contexte général de l'intégration régionale, en recourant à une série d'indicateurs, notamment la pauvreté et l'inégalité de revenu, l'emploi et le travail, l'éducation et la jeunesse, la santé et le VIH/sida, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et l'alimentation et la nutrition. Dans cette optique, le bureau sous-régional a organisé, en juillet 2010, un forum qui a rassemblé des experts des États membres, de la SADC, du COMESA, de la BAD, de l'Union africaine et d'organismes des Nations Unies pour définir les grandes lignes, les domaines prioritaires et le calendrier d'élaboration du rapport régional sur le développement humain. Ce rapport, actuellement en

cours de finalisation, sera validé par les États membres lors d'un atelier qui se tiendra au cours du deuxième trimestre de 2012. Le rapport final devrait être présenté, pour adoption, au Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC en 2012.

100. Le bureau sous-régional a également présenté à la dix-septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts, en mars 2011, un rapport d'activité sur la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux, y compris le NEPAD et d'autres initiatives spéciales concernant l'eau et l'assainissement. Ce rapport fait le point des progrès accomplis par les pays de la SADC en ce qui concerne l'objectif relatif à l'eau potable et à l'assainissement de base et vise également à faire prendre conscience aux pays des réformes et des interventions nécessaires pour étendre la couverture des services. Il y est recommandé en particulier de traduire en actes la volonté politique en élaborant et en mettant en œuvre des politiques, des stratégies et des plans d'action chiffrés, de recenser et de mettre en place des mécanismes de financement appropriés pour remédier aux problèmes relatifs à l'approvisionnement en eau et aux services d'assainissement, de veiller à ce que les fonds alloués à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement en tant que secteur prioritaire soient préservés lors de l'exécution des budgets, et de lever des ressources supplémentaires pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en mobilisant les ressources des communautés et du secteur privé, surtout en ayant recours à la microfinance et à des systèmes de financement commercial durables et en élaborant des cadres réglementaires et des accords de partenariat appropriés.

101. Au cours de la période examinée, le bureau sous-régional a organisé à Windhoek (Namibie), en mars 2011, une réunion de groupe spécial d'experts pour examiner un rapport qu'il avait commandé sur le thème « Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire: incidences pour les pays d'Afrique australe ». Cette réunion a sensibilisé les participants à la question et mobilisé un appui en faveur du renforcement de cette coopération, des partenariats mondiaux et des institutions Sud-Sud. Elle a également recommandé que les pays bénéficiaires et les pays clés participent véritablement, dans le cadre des CER, à la formulation d'un cadre international pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

102. De concert avec le Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC), le PNUD et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le bureau sous-régional a soutenu la participation des femmes du secteur minier à la foire commerciale et au forum pour les investissements



organisés par la SADC à l'intention des femmes d'affaires en Namibie en août 2010, initiative qui a abouti au dialogue actuel et à l'adoption d'un plan d'action pour soutenir la création d'un forum régional des femmes d'affaires en Afrique australe.

103. À la demande du secrétariat de la SADC, le bureau sous-régional a élaboré et validé un cadre pour la cyberstratégie de la SADC qui a été présenté et adopté à la Conférence des ministres des télécommunications, des postes et des TIC à Luanda (Angola) en mai 2010. Ce cadre a pour objectif principal de promouvoir l'utilisation des TIC en vue de l'intégration économique régionale; d'améliorer la connectivité et l'accès aux services TIC dans les États membres de la SADC et entre eux; et de développer des applications, notamment, le cybergouvernement, le cybercommerce, la cyberéducation, la cybersanté, la cyberagriculture, utiles pour traiter les questions politiques, législatives, réglementaires, sociales et financières. Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du cadre pour la cyberstratégie de la SADC, le bureau sous-régional a aidé le Parlement botswanais à développer les TIC. Il a également aidé les Parlements du Swaziland et de la Zambie à élaborer des plans directeurs pour les TIC en 2010. Le plan directeur de la Zambie a été lancé en décembre 2011 et ceux du Swaziland et du Botswana le seront en 2012. Le bureau sous-régional a reçu des demandes similaires du Zimbabwe et de la République démocratique du Congo.

### Activités sous-régionales de développement en Afrique de l'Ouest

104. Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest a poursuivi la mise en œuvre des activités prévues au programme de travail pour la période 2010-2011 et a donné suite aux recommandations faites par les États membres lors de la quatorzième session du Comité intergouvernemental d'experts de l'Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, il a coopéré avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des organisations intergouvernementales et d'autres partenaires en vue de renforcer la synergie des interventions sous-régionales.

105. Le bureau sous-régional a organisé la quatorzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts à Freetown (Sierra Leone) en mars 2011 pour examiner la mise en œuvre des OMD en Afrique de l'Ouest. Les participants à la réunion ont fait remarquer que même si les pays avaient accompli des progrès en ce qui concerne tous les OMD, les résultats obtenus étaient inégaux et il fallait que les pays consacrent plus de ressources à la réalisation de programmes ciblés. Ils ont

également abordé la nécessité de créer une synergie entre les organismes des Nations Unies en mettant en œuvre le mécanisme de coopération sous-régionale.

106. Une réunion de groupe spécial d'experts sur « les États fragiles et le développement » a été organisée à Freetown (Sierra Leone) les 8 et 9 mars 2011. On y a examiné la fragilité des États, les problèmes que soulève cette fragilité et ce qui a été fait pour y remédier, et formulé des recommandations précises. Un document technique sur l'expérience des cinq pays de la sous-région a été élaboré et diffusé.

107. Un atelier d'une journée sur la lutte contre la pauvreté en Afrique de l'Ouest a été organisé à Freetown (Sierra Leone) le 8 mars 2011 dans le but de renforcer les capacités des États membres de la CEDEAO, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de l'Union du fleuve Mano, des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile en ce qui concerne la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques économiques et sociales. Les participants à l'atelier ont fait des recommandations en vue du renforcement des stratégies de lutte contre la pauvreté.

108. Le rapport sur la situation économique et sociale en Afrique de l'Ouest est une publication officielle annuelle que le bureau sous-régional présente pour examen au Comité intergouvernemental d'experts de la sous-région. Le rapport de 2010 comprenait a) une analyse des tendances économiques en 2010 et des perspectives pour la sous-région et b) une analyse sous-régionale approfondie des progrès accomplis dans la réalisation des OMD en Afrique de l'Ouest. Ce rapport est la première publication conjointe de la Commission de la CEDEAO et de la CEA.

109. Le bureau sous-régional a organisé un atelier sur l'harmonisation des méthodes de collecte des données et des prévisions économiques les 23 et 24 août 2011 à Niamey (Niger) pour renforcer les compétences en ce qui concerne la collecte de données et résoudre les problèmes liés à l'harmonisation des données et aux prévisions économiques aux niveaux national et sous-régional. L'atelier a recommandé de renforcer l'harmonisation des données et des prévisions économiques dans la sous-région.

110. Un atelier de formation sur les indicateurs de la gouvernance en Afrique de l'Ouest a été organisé à Dakar (Sénégal) les 3 et 4 octobre 2011 dans le but de familiariser les parties prenantes de l'Afrique de l'Ouest avec les instruments dont sont issus les indicateurs de la gouvernance que la CEA a utilisés pour établir le Rapport sur la gouvernance en Afrique.



L'atelier visait, dans le cadre des activités de renforcement des capacités de la CEA, à renforcer les capacités des parties prenantes nationales et sous-régionales à évaluer les résultats en matière de gouvernance.

111. Pour donner suite à la décision de la onzième réunion du MCR-Afrique d'organiser une réunion de haut niveau sur la création d'un mécanisme de coordination sous-régionale (MCSR), une réunion a été convoquée à Dakar (Sénégal) les 5 et 6 octobre 2011. Les participants ont examiné la création d'un MCSR pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest et échangé des idées sur les moyens, pour les organismes des Nations Unies dans ces sous-régions, de mettre en œuvre l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Ils ont préconisé la création d'une équipe spéciale dirigée par la CEA pour mettre en œuvre le MCSR. Cette équipe examinera les programmes pluriannuels pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest afin de les harmoniser avec le MCSR.

112. Un observatoire, dont la création avait été recommandée dans une étude sur les stratégies de production, de diffusion et de communication des connaissances que le bureau sous-régional avait commandée, a été lancé lors d'un atelier tenu le 25 août 2011 à Niamey (Niger). L'observatoire, qui a été conçu sur la base du système actuel de gestion des connaissances de la CEA (Teamworks), facilitera le partage des connaissances et des informations et la création de communautés de pratique et de réseaux sur l'intégration régionale.

113. Un Forum sur la facilitation du commerce de transit a été organisé à Bamako (Mali) les 29 et 30 novembre 2011, en collaboration avec la Commission de la CEDEAO, dans le cadre du programme pluriannuel convenu entre les deux institutions. Le Forum a examiné la facilitation du commerce de transit en Afrique de l'Ouest et analysé les problèmes spécifiques qu'affrontent les trois pays sans littoral de la sous-région (Burkina Faso, Mali et Niger). Il a demandé au bureau sous-régional d'élaborer un plan d'action en collaboration avec la Commission de la CEDEAO et l'UEMOA.

114. Le bureau sous-régional a détaché un conseiller régional sur les infrastructures auprès de la Commission de la CEDEAO. Dans le cadre de l'assistance technique fournie par la CEA à la Commission de la CEDEAO, il a organisé un stage de formation pour renforcer les compétences en gestion de projet, l'objectif d'ensemble étant de renforcer les capacités des participants de rédiger les cahiers des charges des projets, de répondre aux appels d'offres et d'établir les estimations de coûts des projets. Il a aussi continué

à apporter une assistance technique à la Direction de l'industrie et des mines de la Commission de la CEDEAO.

115. En réponse à une demande du secrétariat de l'Union du fleuve Mano, le bureau sous-régional a fourni une assistance technique en vue de la création du site Web de cette organisation, ainsi qu'un appui au secrétariat concernant le matériel et le logiciel.

116. Des consultations en vue du renforcement de la coopération officielle entre l'UEMOA et le bureau sous-régional se sont tenues en juillet 2011 à Ouagadougou. Les deux parties ont convenu de veiller à ce que l'Association des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest soit opérationnelle pour permettre l'échange d'informations et servir de point d'entrée au MCSR pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest. Un mémorandum d'accord de collaboration avec l'UEMOA a été signé.

117. Pour donner suite aux recommandations des treizième et quatorzième réunions du Comité intergouvernemental d'experts, des efforts ont été entrepris pour renforcer le cadre de l'Association des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest pour le programme de développement communautaire ouest-africain. En collaboration avec la CEDEAO, le bureau sous-régional a tenu une réunion de sensibilisation au cours de laquelle les participants se sont inquiétés des lenteurs constatées dans la signature du mémorandum d'accord officiel concernant l'Association et demandé instamment aux chefs d'institutions de remplir les formalités.

118. Le bureau sous-régional a continué de répondre aux besoins spécifiques des États membres de la sous-région. Les activités suivantes reflètent les efforts faits à cet égard. En mai 2011, le ministre libérien de la promotion féminine et du développement a demandé une assistance technique pour mettre en œuvre sa politique nationale concernant les femmes. Conformément à cette demande, la CEA a aidé à organiser une table ronde sur l'égalité des sexes et réalisé une étude de base pour la mise en œuvre de la politique nationale concernant les femmes et le renforcement des capacités du personnel du Ministère de la promotion féminine et du développement et d'autres ministères techniques en ce qui concerne la planification, la budgétisation, l'évaluation et le suivi tenant compte de la promotion de la femme. En outre, à la demande du Gouvernement, la CEA a entrepris une mission au Libéria en août 2011 afin de déterminer l'assistance technique nécessaire pour permettre au Gouvernement de mettre en œuvre sa politique. Il est notamment prévu, dans le cadre de cette assistance,



de renforcer les capacités et d'élaborer une stratégie nationale en matière de promotion de la femme et de budgétisation, de planification, d'évaluation et de suivi en la matière. Une mission d'évaluation de la CEA est prévue pour le début d'avril 2012.

### Planification et administration du développement

119. L'année écoulée a été une période d'importance pour l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) à de nombreux égards, car il s'est efforcé de conserver les acquis de la restructuration entamée en 2009. Elle a été marquée par des efforts considérables pour mettre en œuvre le plan stratégique adopté par le Conseil d'administration de l'Institut en mars 2010, qui comptait parmi ses idées-force la relance et l'expansion des programmes, un net renforcement de la participation aux programmes de l'Institut, l'amélioration de sa présence et de sa visibilité, la refonte des programmes de formation et de renforcement des capacités, l'amélioration de la portée institutionnelle, le renforcement de la collaboration en matière de programmes avec les divisions organiques de la CEA, la promotion de partenariats ayant trait aux programmes avec la Commission de l'Union africaine et l'expansion des recettes et des sources de financement de l'Institut. Ces objectifs ont été pour la plupart atteints, et les cibles fixées souvent dépassées.

120. Grâce à sa restructuration, l'Institut peut désormais mieux s'acquitter de son mandat, c'est-à-dire d'assurer le renforcement des capacités et la formation des fonctionnaires de niveaux intermédiaire et supérieur dans les domaines pertinents de la planification économique et de la gestion du développement de manière à ce qu'ils soient plus expérimentés et efficaces face aux problèmes de développement rencontrés par leur pays. La présence et le rôle de l'IDEP sont désormais mieux perçus dans le pays où se trouve son siège, le Sénégal, mais aussi dans de nombreux autres pays africains comme le montre le nombre de candidats envoyés par les États membres: pour chacun des cours annoncés par l'Institut en 2000 et 2011, le nombre de candidatures a nettement dépassé le nombre de places disponibles, représentant parfois 4 ou 5 fois plus.

121. L'Institut a enregistré des améliorations tangibles, notamment une augmentation de l'étendue, de la diversité et de la portée des programmes de formation. L'offre de cours dispensés par l'IDEP a considérablement augmenté au cours de l'année écoulée: alors qu'en 2009, l'Institut ne proposait que six cours de brève durée (1 à 6 semaines), le nombre est passé à 18 en 2010 et 22 en 2011. Quant au nombre de participants aux cours de brève durée, il a dépassé

600 en 2011, par rapport à 500 en 2010 et moins de 200 en 2009. La gamme de cours proposés s'est également nettement diversifiée, avec plus de choix et de domaines couverts à l'intention d'un continent où les différences entre pays s'accroissent, ce qui entraîne des besoins différents en matière de renforcement des capacités. Les thèmes et la teneur des cours ont été radicalement modifiés et sont désormais axés sur les objectifs de développement à long terme du continent africain, dans une culture réaffirmée de planification et d'élaboration d'une vision à long terme, suite à l'effondrement du modèle d'ajustement issu de ce qu'on appelle le Consensus de Washington.

122. En 2011, l'IDEP a reçu de ses États membres africains un montant record de contributions, soit un peu plus de 2 millions de dollars des États-Unis, la plus forte somme jamais enregistrée dans l'histoire de l'Institut. En outre, l'Assemblée générale a approuvé une augmentation sans précédent de la subvention versée à l'Institut, qui est passée d'un peu moins d'un million de dollars en 2010-2011 à 2,6 millions de dollars pour la période biennale 2012-2013. Le renouvellement de l'intérêt et de la confiance des États membres envers l'IDEP a ouvert la voie à une collaboration avec d'autres institutions, notamment la Commission de l'Union africaine (CUA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Union européenne. Le partenariat avec les divisions organiques de la CEA a également repris à grande échelle et différentes initiatives communes de renforcement des capacités ont été menées en collaboration avec le Centre africain pour le genre et le développement social (CAGEDS), la Division du développement économique et du NEPAD, la Division de la gouvernance et de l'administration publique, la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable et la Division de l'intégration régionale, des infrastructures et du commerce.

123. La période à l'examen a également vu la revitalisation des activités de recherche de l'IDEP pour permettre à l'Institut de contribuer au renforcement des programmes africains. Outre les conférences et les réunions de concertation organisées au Sénégal, en Sierra Leone et au Nigéria, des projets de recherche ont été menés sur les migrations, la mobilité et l'emploi. En outre, la typologie des institutions de planification du développement en Afrique, les investissements arabes en Afrique, les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois en Afrique, les différentes cultures du développement et l'évaluation des besoins en capacité des pays africains ont été menés à bien. Comme prévu, deux initiatives de bourse d'étude ont été mises en place, l'une destinée exclusivement aux responsables, l'autre aux chercheurs; un



voyage d'étude a également été institué à l'intention de responsables de l'élaboration des politiques. Les nominations reçues des États membres et les candidatures indépendantes reçues pour les offres de bourse et de voyage d'études ont très nettement dépassé le nombre de places disponibles, ce qui montre que ces initiatives correspondent à un besoin ressenti. Une nouvelle série de séminaires mensuels sur le développement a également été lancée en 2011 et a été une manifestation de premier plan à laquelle ont été invités des conférenciers internationaux renommés dans le domaine du développement et qui a attiré la participation dynamique de la communauté du développement international à Dakar et dans ses environs. Plusieurs publications liées aux différentes initiatives de recherche sont en cours de réalisation.

124. Au total, plus de 350 personnes (hauts responsables gouvernementaux, universitaires, responsables de la société civile et intervenants du secteur privé) ont participé aux différentes activités de recherche organisées par l'Institut en 2011. Les initiatives de recherche ont eu l'avantage indéniable de renforcer le profil institutionnel de l'IDEP en tant que site privilégié d'études approfondies, de réflexion et de débats. Elles ont également contribué à développer un lien indissociable entre la recherche et les politiques dans le développement de l'Afrique, partie intégrante de la mission de la CEA, et ont permis à l'IDEP d'étayer ses activités de formation et de renforcement des capacités grâce à un plus grand potentiel de recherche et de contributions. Par ailleurs, les initiatives de recherche ont contribué à élargir la portée de l'Institut, aussi bien sur le plan territorial qu'en termes de clientèle et de besoins à satisfaire.

### Statistiques

125. Les travaux menés par la CEA dans le cadre de ce sous-programme ont été axés sur la sensibilisation et la fourniture d'une assistance technique afin d'inciter les pays à adopter des méthodologies internationales pour la conduite de leurs activités statistiques et à diffuser des données statistiques aux fins de l'élaboration des politiques.

126. Dans ce contexte, les efforts déployés par les institutions panafricaines et les États membres ces dernières années pour améliorer l'offre de données sur les indicateurs de développement, notamment les indicateurs des OMD, ont donné des résultats positifs. Grâce aux recensements de la population et de l'habitat, aux enquêtes démographiques et sanitaires, aux enquêtes en grappes à indicateurs multiples et aux autres enquêtes sur les ménages qui ont été effectués, on dispose maintenant d'un plus grand nombre de

valeurs de référence sur les OMD. Par exemple, en Afrique, alors que seulement 2 pays (4%) avaient au moins deux valeurs de référence pour 30 indicateurs des OMD ou plus en 2000, ils étaient 24 en 2010. Les efforts déployés par les institutions panafricaines ont également amélioré la coordination des statistiques relatives aux indicateurs des OMD au sein des États membres, réduisant ainsi les écarts.

127. La CEA, en partenariat avec la BAD, la CUA et des pays comme l'Afrique du Sud, a plaidé pour une participation accrue des pays africains à la série de recensements de la population et de l'habitat (RPH) en cours, en particulier lors des cinq derniers symposiums africains sur le développement de la statistique. En conséquence, 29 pays ont déjà effectué leur RPH et 24 autres comptent le faire avant 2014. On prévoit donc que d'ici la fin de cette série, 53 pays africains auront procédé à un recensement, y compris des pays comme la République démocratique du Congo et l'Angola, qui n'en avaient pas réalisé au cours des deux dernières décennies. Actuellement, au moins 16 pays ont effectué des RPH au cours de chacune des trois séries réalisées depuis 1990, et 18 autres seront dans ce cas s'ils mènent leur recensement comme prévu. En outre, bien qu'ils n'aient pas participé à la série de 1990 ni à celle de 2000, Djibouti, le Libéria et le Togo ont déjà achevé la série actuelle.

128. La première Conférence des ministres africains responsables de l'état civil en 2010 a préparé la voie à une relance des efforts visant à améliorer les systèmes d'enregistrement des faits et d'établissement des statistiques de l'état civil en Afrique en adoptant la déclaration qui a conduit à l'élaboration du Programme africain d'amélioration accélérée de ces systèmes. Dans ce contexte, les institutions panafricaines et les organismes des Nations Unies se sont réunis au sein d'un groupe restreint chargé de coordonner la mise en œuvre de ce programme. Conformément aux instructions des ministres, une évaluation de la situation en ce qui concerne l'enregistrement des faits et les statistiques d'état civil dans les pays africains a été mise en chantier. À cette fin, une plate-forme de partage des données d'expérience qui a réuni pour la première fois les bureaux de l'état civil et les bureaux de statistique de tous les pays africains a été organisée dans le cadre du septième Symposium africain sur le développement de la statistique au Cap (Afrique du Sud). On espère que les recommandations de cette réunion relanceront la participation déclinante des bureaux nationaux de statistique et entraîneront un regain d'intérêt pour les statistiques vitales tirées de l'état civil.



129. La CEA a soutenu, en fournissant du matériel technique et promotionnel, les activités nationales organisées à l'occasion de la Journée africaine de la statistique en 2011, qui avait pour thème «tenir les comptes pour un avenir meilleur» et qui soulignait l'importance de la comptabilité nationale. À cet égard, dans un certain nombre de pays, dont Madagascar, Djibouti, le Cameroun, l'Ouganda et le Rwanda, les célébrations n'ont pas été limitées à la seule Journée de la statistique, mais ont duré une semaine. Grâce aux activités de promotion menées à l'occasion de la Journée, plusieurs pays africains, dont le Maroc, la Tunisie, Madagascar, la Namibie, le Botswana, l'Afrique du Sud et le Soudan, ont adopté les stratégies de mise œuvre aux niveaux mondial et régional du Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008. Les équipes de pays des Nations Unies les ont également aidés à rendre opérationnels les groupes de travail chargés de concevoir et d'exécuter les projets de mise en œuvre du SCN 2008 au niveau national. Au Soudan, cet appui technique et ces stratégies ont été très utiles pour la séparation des comptes et du PIB entre le Sud et le Nord.

130. Au niveau régional, la CEA et la BAD ont élaboré un programme régional quinquennal pour assurer la mise en œuvre du SCN 2008 en collaboration avec le Groupe africain sur la comptabilité nationale. Le programme a été pleinement approuvé par les pays africains à la troisième session de la Commission africaine de statistique (StatCom Afrique - III), qui a engagé les institutions panafricaines, les CER et les États membres à s'approprier ce programme, exhorté tous les États membres à travailler ensemble et à allouer des ressources et prié instamment les partenaires de développement de mobiliser les fonds nécessaires à sa mise en œuvre. Dans ce contexte, la CEA continue d'assurer la direction technique et le secrétariat du programme.

131. Les travaux de la CEA dans le domaine des statistiques du commerce extérieur se sont traduits par une harmonisation accrue de la compilation des statistiques commerciales du fait de l'adoption de normes et de manuels internationaux, ainsi que de l'utilisation d'un logiciel d'usage courant (Eurotrace) par les statisticiens des bureaux nationaux de statistique et des services des douanes. La CEA, en collaboration avec la CNUCED, la Division de statistique de l'ONU, l'OMC, l'Organisation mondiale des douanes, Eurostat et le COMESA, a organisé en 2011 une série d'ateliers de formation et de réunions de groupes d'experts sur les statistiques du commerce international de marchandises. Les 14 pays africains qui ont participé au séminaire régional ont accepté d'établir des plans d'action nationaux pour amélio-

rer les statistiques du commerce conformément aux recommandations du manuel sur les statistiques du commerce international de marchandises (IMTS 2010), de travailler en étroite collaboration avec les deux principales catégories d'organismes – les bureaux nationaux de statistique et les services des douanes – et de soumettre des plans d'action révisés à la CEA dans les six mois suivant le séminaire. En réponse à des demandes, la CEA a élaboré l'édition de 2011 du recueil de statistiques du commerce intra-africain et des échanges connexes (Compendium of Intra-African and Related Foreign Trade Statistics) pour fournir des statistiques de qualité et à jour sur le commerce de marchandises, ainsi que pour faciliter l'intégration économique régionale, monétaire et sociale en Afrique.

132. Dans le cadre de ses travaux visant à faciliter l'accès à des séries de données de qualité faisant autorité et leur utilisation, la CEA, en collaboration avec les pays, a continué de recueillir et diffuser des statistiques sur les indicateurs de développement. En 2011, la CEA, la BAD et la CUA ont publié conjointement la troisième édition de l'Annuaire statistique pour l'Afrique, qui est une des principales sources de statistiques sur le continent. Cette collaboration entre les trois partenaires réduit la charge imposée aux États membres en matière de communication de renseignements, évite des chevauchements d'efforts et assure la cohérence entre les indicateurs utilisés et publiés. Étant donné qu'elle a été couronnée de succès, la CEA est en train de l'étendre aux CER afin de continuer à rationaliser le processus et d'assurer la cohérence au niveau des sous-régions.

133. En 2011, la CEA a également poursuivi ses efforts visant à mettre à jour et à améliorer sa base de données statistiques (StatBase), notamment en y intégrant des fonctions SIG/cartographie. L'interface utilisateur a été améliorée afin d'en rendre l'utilisation plus interactive, et des améliorations ont également été apportées à plusieurs modules de la base de données. À partir des données de StatBase, un outil spécial (LDCs Monitor) a été mis au point afin de faciliter la présentation visuelle des indicateurs pertinents pour les pays les moins avancés.

134. La CEA s'emploie également à remédier à l'insuffisance des capacités des pays africains à traiter les problèmes liés aux cadres institutionnels en matière de statistique, qui constituent des obstacles majeurs au développement de la statistique en Afrique. L'insuffisance des ressources, l'inefficacité au niveau de l'organisation et le manque de collaboration entre les organismes nationaux produisant des données sont au nombre de ces problèmes. Par conséquent, pour



mettre à niveau et gérer plus efficacement les systèmes statistiques nationaux en Afrique, la CEA, en collaboration avec des partenaires clés, dont le Partenariat statistique au service du développement au XXI<sup>e</sup> siècle (PARIS21), la Banque mondiale et la BAD, a fourni une assistance technique aux pays pour les aider à élaborer et adopter une stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) et à échanger leurs expériences et leurs bonnes pratiques en la matière. En décembre 2011, 29 pays mettaient en œuvre leur SNDS, et 16 autres avaient fini d'élaborer la leur et attendaient que celle-ci soit approuvée et financée pour commencer à la mettre en œuvre.

135. Les SNDS constituent de plus en plus souvent une condition sine qua non de l'accès aux ressources financières des partenaires de développement, et plusieurs pays qui en sont dotés ont sensiblement augmenté leur niveau de développement statistique. Compte tenu de la coordination existant au niveau des pays, les partenaires de développement s'orientent maintenant vers la mise en commun des fonds pour soutenir les priorités nationales en matière de statistique dans le cadre des processus SNDS. Le Burundi, le Cap-Vert, la Gambie, la Mauritanie et le Togo sont au nombre des pays que la CEA et d'autres partenaires ont aidé à mettre en œuvre leur SNDS.

136. La CEA a également entrepris des activités visant à améliorer les programmes de formation statistique en Afrique, en particulier en sa qualité de secrétariat du Groupe africain sur la formation statistique. À cet égard, elle est en train d'élaborer un répertoire des centres de formation statistique et de mener une étude sur les besoins de ces centres. Plusieurs activités de formation ont également été organisées dans divers centres de formation statistique sur des questions comme les statistiques de l'environnement, la pauvreté et la gouvernance. Parmi les centres participants figurent l'École supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA-Abidjan), l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA-Yaoundé) et l'École nationale d'économie appliquée (ENEA-Dakar).

### Développement social

137. Dans le cadre des travaux menés au titre de ce sous-programme, la CEA a apporté des contributions majeures pour soutenir les efforts des États membres visant à promouvoir le développement humain et social conformément à un certain nombre d'engagements internationaux et régionaux, dont les OMD. Ce soutien a été apporté en collaboration avec des partenaires clés comme la CUA, la BAD, les CER et d'autres organismes des Nations Unies.

138. Les recherches qui ont été menées sur les politiques de protection sociale soucieuses de l'égalité entre les sexes ont permis de mieux faire connaître les différents types de programmes de protection sociale en Afrique qui intègrent la dimension égalité des sexes de la pauvreté, des facteurs de risques et de la vulnérabilité, à l'appui du Cadre africain de protection sociale de la CUA. Le rapport sur le renforcement des capacités pour promouvoir des politiques de protection sociale soucieuses de l'égalité entre les sexes dans les pays africains qui a été établi dans le cadre du sous-programme fournit aux décideurs des données probantes provenant de neuf pays africains et contient des recommandations concrètes qui faciliteront l'intégration des politiques de protection sociale et de la dimension égalité des sexes dans les plans et les cadres nationaux et sous-régionaux de développement.

139. Au titre de ce sous-programme, la CEA a publié la première édition du Rapport sur le développement social en Afrique, qui traite la question de la protection sociale et a servi de source d'informations pour l'établissement du Rapport européen sur la protection sociale en Afrique subsaharienne. Dans le cadre du renforcement des capacités techniques, elle a organisé un atelier de formation sur l'établissement et l'application d'indices de responsabilisation pour accélérer l'exécution des engagements relatifs au VIH/sida. Cet atelier a : a) permis de dégager un consensus sur les mesures et les mécanismes utiles pour renforcer la responsabilisation en ce qui concerne le respect des engagements relatifs au VIH/sida en Afrique; b) contribué à renforcer, à l'échelon national, les capacités de rendre dûment compte de la suite donnée aux engagements pris en matière de lutte contre le VIH/sida, afin d'assurer une responsabilisation accrue; c) mis en place à l'intention de toutes les parties prenantes des activités de suivi concernant l'utilisation de l'outil de responsabilisation en matière de lutte contre le VIH/sida.

140. La CEA a continué à suivre, dans le cadre du sous-programme, la mise en œuvre des recommandations du rapport de la Commission sur le VIH/sida et la gouvernance en Afrique intitulé *Securing Our Future* (assurer notre avenir). Les résultats du processus de suivi facilitent le renforcement de la capacité des États membres de surveiller efficacement les progrès qu'ils réalisent dans la mise en œuvre de leurs engagements en matière de lutte contre le VIH/sida, tout en les aidant à élaborer leurs politiques futures.

141. D'importants travaux ont été réalisés en ce qui concerne la jeunesse, en collaboration avec la CUA et d'autres partenaires. Un dialogue politique sur la



jeunesse, auquel ont participé des ambassadeurs, des hauts responsables politiques et des jeunes, a été organisé à l'occasion des célébrations conjointes de l'Année internationale de la jeunesse et de la Journée africaine de la jeunesse. Lors du Forum africain de la jeunesse, de grandes orientations et des recommandations concernant les politiques en faveur de la jeunesse ont été élaborées en vue de leur examen dans le cadre des préparatifs du Sommet de l'Union africaine de 2011. Cinq ministres africains de la jeunesse et 15 parlementaires se sont vu présenter de grandes orientations et des recommandations concernant les mécanismes nationaux en faveur de la jeunesse, l'intégration régionale et la protection sociale dans le cadre des préparatifs de la dix-septième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine en juillet 2011.

142. La CEA a présenté un document de travail technique sur les politiques en faveur de l'emploi des jeunes à la réunion de 2011 des ministres du travail et des affaires sociales de l'Union africaine. En outre, elle a appuyé et facilité la formation de la deuxième promotion de jeunes volontaires de l'Union africaine, comprenant 138 jeunes Africains de 27 pays, qui ont pu ainsi acquérir les compétences requises pour être affectés dans différents pays du continent. À ce jour, deux organisations de la société civile, au Nigéria et au Ghana, ont demandé à la CEA de leur fournir une assistance technique pour les aider à renforcer leurs programmes en faveur de l'emploi des jeunes. L'organisation ghanéenne a l'intention de renforcer ses interventions au niveau sous-régional dans la région de la CEDEAO.

143. Dans le cadre de ses efforts visant à renforcer les capacités des jeunes du continent, la CEA a octroyé deux bourses. Les boursiers ont travaillé sur les migrations internationales, des questions concernant la jeunesse, la mortalité maternelle et le VIH/sida.

144. Les activités de la CEA concernant le développement social et le changement climatique ont permis à une centaine de décideurs et de représentants des parties prenantes de mieux comprendre la place centrale qu'occupent les questions concernant la population, l'égalité des sexes, la santé et les jeunes dans les débats, les décisions et les stratégies concernant le changement climatique. Cela est le résultat direct de la manifestation préliminaire au septième Forum africain du développement, qui a porté sur les changements climatiques, vus sous l'angle de la vulnérabilité. Les recommandations de la manifestation préliminaire ont été incorporées dans la déclaration de consensus du septième Forum, contribuant ainsi au succès de celui-ci. Les représentants du Ministère fédéral des

affaires féminines et du développement social et de l'Agence de protection de l'environnement du Ghana ont fait l'éloge de la manifestation organisée dans le cadre du sous-programme et ont demandé que l'on continue de collaborer pour élaborer des politiques d'adaptation aux conséquences sociales du changement climatique.

145. Les résultats d'une étude sur le renforcement de l'élaboration des politiques en matière de santé sexuelle et de la procréation axé sur les droits de la femme, qui consistait en une analyse des travaux de recherche existants sur l'avortement non médicalisé en Afrique, ont été présentés aux participants (représentants des ministères de la santé, des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile qui s'occupent des problèmes de santé maternelle dans 24 pays) à la Conférence régionale «Tenir nos promesses: Lutter contre les avortements non médicalisés en Afrique». Les recherches en cours visant à renforcer les capacités afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé maternelle ont été mises en conformité avec la Déclaration de Kampala adoptée en 2010, dans laquelle l'Union africaine soulignait la nécessité d'élaborer des programmes de formation novateurs à l'intention des professionnels de la santé et de nouvelles modalités de financement pour donner aux femmes vulnérables ou marginalisées un accès équitable aux services de santé maternelle de qualité dont elles sont actuellement privées.

146. La résolution 885 (XLIV) sur le financement de la santé en Afrique, qui a été adoptée par la quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, est le fruit des travaux de recherche menés et de l'appui technique fourni dans le cadre du sous-programme. Les rapports du sous-programme sur la santé ont été présentés à la réunion des ministres de la santé de l'Union africaine qui a eu lieu à Windhoek (Namibie) en mai 2011 sur le thème «L'impact du changement climatique sur la santé en Afrique», et l'Union africaine a vivement félicité la CEA pour ces contributions.

147. En 2011, la CEA a élaboré deux rapports sur les migrations internationales et le développement en Afrique. Le premier rapport, qui avait pour thème le lien entre les migrations et le climat, proposait de grandes orientations et des recommandations concrètes pour traiter la relation bidirectionnelle entre les migrations et le changement climatique, et en particulier pour renforcer les capacités des communautés les plus vulnérables au niveau local. Ces orientations ont



été présentées à 36 États membres et à d'autres parties prenantes à la deuxième réunion du Comité du développement humain et social, le 19 octobre 2011. Le deuxième rapport sur les migrations avait pour thème la coopération et le dialogue politique visant à promouvoir l'intégration régionale. Ce thème est en harmonie avec les recommandations du dialogue de haut niveau convoqué à New York en 2006, notamment avec l'appel lancé en faveur de la poursuite de la coopération et du dialogue à tous les niveaux afin de réduire les coûts et d'optimiser les avantages des migrations internationales pour le développement. Le rapport a été présenté lors du Dialogue régional africain sur les migrations internationales, qui a eu lieu le 17 octobre 2011 et auquel ont participé des experts de haut niveau de 36 pays africains et d'autres intervenants qui travaillent sur les migrations internationales.

148. La CEA a également publié la revue africaine de développement social (*African Social Development Review*), qui a pour objet de promouvoir les priorités de la CEA, de la CUA et du NEPAD en matière de développement social. Onze experts africains ont soumis des contributions pour les deux premiers numéros de la revue. Celles-ci ont été présentées aux États membres à la deuxième réunion du Comité du développement humain et social.

## II. Autres programmes

149. La CEA a été chargée de mettre en œuvre, en plus du programme de travail décrit ci-dessus, d'autres programmes et activités de nature transversale, conformément aux priorités de ses États membres. En 2011, elle a en particulier fourni un appui accru à l'Union africaine dans le contexte de la mise en œuvre du NEPAD et du Programme décennal de renforcement des capacités, y compris par l'intermédiaire du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (ou Mécanisme d'évaluation intra-africain). Elle a également fourni à leur demande aux États membres et à leurs institutions, pour les aider à faire face à d'importants problèmes de développement, une assistance technique financée par les ressources du programme ordinaire de coopération technique de l'ONU et du Compte des Nations Unies pour le développement.

### Soutien du système des Nations Unies à l'Union africaine et au NEPAD

150. En 2011, la CEA a poursuivi ses efforts visant à améliorer la coordination et à accroître la cohérence des activités des organismes des Nations Unies en Afrique grâce au Mécanisme de coordination région-

ale (MCR-Afrique). Plusieurs projets et activités ont été entrepris dans ce but, dont les suivants a) réunion d'experts sur la coordination du développement en Afrique; b) formation collective sur la mise en œuvre et l'évaluation des projets liés au NEPAD; c) fourniture d'un appui ciblé en vue du renforcement des capacités de divers organes de l'Union africaine; d) organisation de la douzième session annuelle du MCR; e) renforcement du secrétariat du MCR; coordination des activités des groupes thématiques; g) participation aux réunions de comités d'experts intergouvernementaux organisées par les bureaux sous-régionaux; partage de données d'expérience et de connaissances entre les bureaux sous-régionaux sur la mise en place de mécanismes de coordination sous-régionale (MCSR).

151. Le MCR-Afrique réunit les chefs d'une trentaine d'entités régionales et sous-régionales des Nations Unies et de bureaux affiliés dans le but de maximiser la cohérence et l'efficacité de l'appui que l'ensemble des organismes des Nations Unies fournissent à l'Afrique dans le contexte du NEPAD et du Programme décennal de renforcement des capacités. La CUA, les CER et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (APCN) en sont également membres. La CEA assure le secrétariat du MCR-Afrique et de ses groupes thématiques et elle est chargée de convoquer ses réunions annuelles. Les groupes thématiques du MCR sont chargés de promouvoir la cohérence et la coordination en assurant de façon conjointe la planification et la mise en œuvre des travaux concernant des questions opérationnelles et de programmation spécifiques dans les domaines suivants: plaidoyer et communications; agriculture, sécurité alimentaire et développement rural; environnement, population et urbanisation; science et technologie; développement social et humain; industrie, commerce et accès aux marchés; infrastructures et gouvernance; paix et sécurité.

152. L'année écoulée a offert aux organismes des Nations Unies de nombreuses occasions de renforcer leur soutien à l'Union africaine et au NEPAD, à la fois collectivement et individuellement. Ainsi, ces organismes ont continué d'harmoniser leurs programmes avec ceux de la CUA, des CER et de l'APCN. Le MCR et ses divers groupes thématiques ont permis de continuer de renforcer les interactions entre les organismes des Nations Unies, d'une part, et les institutions de l'Union africaine (CUA, APCN, CER et Parlement panafricain), d'autre part. L'achèvement de l'évaluation des capacités nécessaires à la CUA et l'adoption, à la douzième session du MCR-Afrique, en novembre 2011, d'un programme de travail détaillé pour la mise en œuvre du Programme décennal de



renforcement des capacités de l'Union africaine, ont contribué à préciser le dispositif de renforcement des capacités des institutions de l'Union africaine associées en tant que partenaires au développement de l'Afrique.

153. Le secrétariat commun ONU-Union africaine du MCR-Afrique a mené à bien une activité ayant pour but d'aider les organismes et institutions des Nations Unies à élaborer un programme de travail pluriannuel pour fournir à l'APCN l'appui dont celle-ci, qui avait jusqu'à présent un rôle de secrétariat, a besoin pour se transformer en organisme technique de l'Union africaine. L'exécution de ce programme pluriannuel est en cours et la CEA joue un rôle de chef de file à cet égard. Dans ce contexte, la CEA a aidé l'APCN à préparer le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité tenu à Busan (République de Corée), ce qui s'est traduit par une contribution et une participation exceptionnelles des pays africains à cette réunion.

154. L'année 2011 est un repère dans l'histoire du NEPAD car elle a marqué le dixième anniversaire du programme. Le système des Nations Unies a joué un rôle clef dans la sensibilisation de l'opinion publique mondiale, régionale et nationale aux réalisations du NEPAD, par exemple en organisant une semaine du NEPAD à la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Les manifestations organisées en cette occasion ont permis de renforcer les partenariats mis en place pour appuyer la mise en œuvre du programme.

155. La douzième session du MCR-Afrique a été organisée à Addis-Abeba en novembre 2011 afin d'examiner les progrès réalisés par le Mécanisme et ses groupes thématiques. La session, qui a été présidée conjointement par le Vice Secrétaire général de l'ONU et le Vice Président de la CUA, a examiné et adopté le projet de programme de renforcement des capacités de la CUA et a également fait plusieurs recommandations importantes visant à intensifier l'exécution du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine. Elle a notamment souligné dans ses recommandations la nécessité pour les secrétariats du Groupe de travail pour la réalisation des OMD en Afrique, du MCR-Afrique et des équipes de directeurs régionaux d'examiner des modalités permettant de renforcer les synergies entre eux et la possibilité d'élargir le MCR-Afrique. Des progrès significatifs ont également été accomplis dans la mise en place des MCSR, en particulier de celui pour l'Afrique orientale et australe, qui a été lancé dans le cadre d'une manifestation préliminaire à la douzième session du MCR-Afrique.

156. En plus des activités qu'ils mènent collectivement à l'appui du NEPAD, certains organismes des Nations Unies ont offert une assistance spécifique pour faire progresser les travaux des divers groupes thématiques. La CEA soutient quant à elle l'exécution des activités prioritaires du NEPAD, dont la plupart sont au cœur de son mandat, en menant des travaux d'analyse et en fournissant une assistance technique dans différents domaines, en particulier le développement économique et social et la gouvernance politique. Les résultats obtenus par la CEA au profit de l'Union africaine et du NEPAD sont multiples et le présent rapport en rend dûment compte.

157. En 2011, la collaboration avec la CUA s'est encore intensifiée, en particulier dans les domaines du commerce, de l'égalité entre les sexes, des TIC, des sciences et des technologies, de la gouvernance et de l'administration publique, de la politique foncière et des changements climatiques. Parmi les initiatives conjointes menées en 2011 pour soutenir des activités ayant pour objet de produire et de diffuser des connaissances, on peut citer l'établissement du Rapport économique sur l'Afrique, du rapport sur l'état de l'intégration régionale en Afrique et du rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que l'organisation conjointe d'activités comme la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique.

158. Pour soutenir la mise en œuvre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, la CEA a fourni au groupe d'éminentes personnalités et au secrétariat du Mécanisme ainsi qu'aux pays participants à chacune des cinq étapes du processus d'examen un soutien technique considérable qui a notamment consisté à organiser des missions d'appui dans les pays, à rédiger des documents de base, à effectuer des visites d'examen dans les pays et à rédiger et publier des rapports d'examen de pays et des programmes d'action nationaux. Elle a aussi aidé les pays participants à mobiliser la participation des parties prenantes et à encourager l'apprentissage collégial parmi les pays membres du Mécanisme en recensant les meilleures pratiques en la matière et en encourageant leur diffusion. Elle a fourni en outre une assistance technique pour intégrer le Mécanisme dans les stratégies de développement national de plusieurs pays. Le soutien continu de la CEA au processus a contribué à accroître la capacité des États membres de mener l'évaluation intra-africaine et a amélioré la capacité des différentes parties prenantes d'entreprendre des processus d'évaluation. Le fait que de nouveaux pays ont adhéré au Mécanisme et que d'autres ont déjà mené le processus à son terme est une illustration concrète de cet effort concerté.



## Coopération technique

159. La coopération technique est un important instrument de soutien à la mise en œuvre du programme de travail de base de la CEA décrit dans la section précédente du présent rapport. Les activités de coopération technique appuient les objectifs prioritaires des États membres, en particulier le renforcement de leur capacité à faire face aux problèmes que soulève la réalisation des priorités du NEPAD et des objectifs de développement internationalement convenus, dont les OMD. Ces activités sont financées par le programme ordinaire de coopération technique et le Compte pour le développement de l'ONU ainsi que par des ressources extrabudgétaires obtenues auprès de donateurs bilatéraux et multilatéraux. Il est rendu compte des résultats des activités financées par le programme ordinaire et le Compte pour le développement dans la présente section et des développements récents sur la mobilisation et la gestion des ressources extrabudgétaires dans le chapitre 3 du présent rapport.

### Programme ordinaire de coopération technique de l'ONU

160. Les crédits alloués à la CEA au titre du programme ordinaire de coopération technique pour l'exercice biennal 2010-2011 se sont élevés à environ 11,5 millions de dollars, ce qui a permis de financer les services d'un certain nombre de conseillers régionaux employés à plein temps et d'experts recrutés pour des périodes de courte durée, qui ont été affectés dans les différentes divisions et les différents bureaux sous-régionaux de la Commission et dont la mission consiste principalement à dispenser des conseils et une formation spécialisés pour contribuer à renforcer les capacités des États membres afin que ceux-ci puissent faire face à d'importants problèmes de développement dans les domaines suivants : conception et exécution de stratégies et de programmes de réduction de la pauvreté fondés sur les OMD; renforcement des capacités commerciales et négociations commerciales; gestion intégrée des ressources en eau; statistiques; prise en compte de l'égalité entre les sexes, y compris le renforcement des droits de la femme, notamment au niveau juridique; exploitation des TIC en faveur du développement; gestion des connaissances; développement des infrastructures; gouvernance et administration publique; reconstruction après conflit; et mise en œuvre du NEPAD. Dans le cadre de ses efforts tendant à promouvoir des changements de politique et à renforcer les capacités institutionnelles dans ces domaines, la CEA a organisé 48 ateliers et séminaires, auxquels près d'un millier de personnes ont participé, et fourni des services consultatifs à 26 pays et à 8 CER. Les fonds alloués au titre du

programme ordinaire de coopération technique ont aussi donné à la CEA les moyens et la souplesse opérationnelle nécessaires pour répondre à des difficultés nouvelles et émergentes en matière de développement dans des domaines comme le changement climatique et d'aider les CER à traiter des problèmes spécifiques dans le contexte du programme d'appui pluriannuel<sup>1</sup>.

161. Avec le soutien du programme ordinaire de coopération technique, la CEA a effectué une mission multidisciplinaire de haut niveau au Soudan du Sud, l'État de la région dont l'accession à l'indépendance est la plus récente, afin de faire en sorte que l'appui de la CEA à ce pays s'inscrive dans une démarche plus globale. La mission, à laquelle ont participé un certain nombre de conseillers régionaux et de membres du personnel de la CEA, a élaboré des propositions concrètes visant à appuyer de façon coordonnée le plan national de développement adopté par le Gouvernement du Soudan du Sud.

### Compte pour le développement de l'ONU

162. Le Compte pour le développement de l'ONU constitue un deuxième guichet pour le financement des activités de coopération technique de la CEA. Les orientations générales concernant l'utilisation de ses ressources sont fixées par l'Assemblée générale. Les projets à financer doivent respecter les critères fixés par l'Assemblée générale et être conformes au thème proposé pour chaque tranche. Le thème de la tranche actuelle, qui a été approuvée en 2011, est d'aider les États membres à accélérer la réalisation des objectifs de développement internationalement convenus, dont les Objectifs du Millénaire pour le développement, dans le contexte des défis de développement multiples et interdépendants qui se posent.

163. Au cours de la période à l'examen, la CEA a cherché à élargir son portefeuille de projets en approuvant, au titre de la huitième tranche, quatre nouveaux projets représentant un budget total de 2,6 millions de dollars, à exécuter pendant le cycle de programmation 2012-2013. Deux autres projets représentant un budget total de 1,2 million de dollars sont en cours d'examen en vue de leur financement éventuel au titre du cycle actuel. Les projets approuvés au titre de la huitième tranche porteront sur les capacités dont les pays africains ont besoin dans des domaines comme la gestion des risques et des catastrophes; le renforcement des systèmes d'enregistrement des

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur des activités spécifiques de coopération technique et les principaux résultats obtenus, voir [www.uneca.org/](http://www.uneca.org/).



faits et d'établissement des statistiques de l'état civil; l'utilisation des énergies renouvelables pour garantir un développement durable; la création de chaînes de valeur agricoles régionales; l'autonomisation des femmes et la sécurité alimentaire et la sécurité routière.

164. En outre, six projets représentant un budget total de 3,7 millions de dollars, dont le financement a été approuvé au titre de la septième tranche en 2010, seront mis en chantier au premier trimestre de 2012. Ces projets ont pour objet de : faciliter l'intégration effective des pays en développement, y compris les pays africains, dans l'économie mondiale grâce à l'aide au commerce; faciliter la prise en compte de la problématique des changements climatiques dans les politiques agricoles visant à garantir la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest; promouvoir une gestion efficace des ressources en eau partagées dans la région de la SADC; inscrire la réduction des risques de catastrophes naturelles dans les stratégies de lutte contre la pauvreté; promouvoir un développement social durable en Afrique du Nord et encourager les partenariats public-privé pour améliorer la prestation des services et le développement des infrastructures. La CEA participe également à la mise en œuvre d'un certain nombre de projets interrégionaux concernant le changement climatique, la protection sociale, la sécurité énergétique, les statistiques et les OMD qui sont exécutés sous la direction d'autres commissions régionales ou du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

165. Pour ce qui est des résultats, le Compte pour le développement a joué un rôle dans le renforcement des capacités disponibles aux niveaux national et régional pour relever de grands défis dans des domaines tels que le développement des marchés des capitaux en Afrique, les statistiques, la réforme des politiques foncières, le partage des connaissances pour atteindre les OMD, l'agriculture durable et la transformation du monde rural.



## CHAPITRE III

### Questions découlant des réunions des organes subsidiaires de la commission, notamment celles des comités intergouvernementaux d'experts des bureaux sous-régionaux

166. Le présent chapitre fait la synthèse des délibérations des organes subsidiaires qui ont tenu leur réunion statutaire depuis la dernière session de la Commission de mars 2011 et reprend les décisions, résolutions et grandes recommandations qui y ont été adoptées. En particulier, il met en lumière les principales questions et recommandations issues des réunions des organes subsidiaires qui devront être portées à l'attention de la Commission à sa session annuelle. Il expose aussi, dans leurs grandes lignes, les réunions prévues n'ayant pas encore eu lieu au moment de l'élaboration du présent rapport annuel.

167. L'examen des organes intergouvernementaux de la Commission entrepris en 2007 a eu pour résultat la suppression de ceux qui faisaient double emploi et l'adoption d'une structure plus rationnelle alignée sur les orientations programmatiques de la CEA. C'est ainsi que ces organes se consacrent dorénavant essentiellement aux questions générales de développement aux niveaux sous-régional et régional ou sont des organes subsidiaires composés d'experts. En voici la liste:

#### *168. Organes traitant de questions générales de développement*

- a. La **Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique** est, avec son Comité d'experts, le principal organe délibérant de la Commission. Elle tient une session ordinaire annuelle pour débattre des questions de développement intéressant l'Afrique et guider l'action du secrétariat de la CEA. Depuis 2008, la session annuelle de la Commission est organisée conjointement avec la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine dans un souci de cohérence concernant le traitement des questions de développement présentant un intérêt commun pour les États membres.

- b. Les **comités intergouvernementaux d'experts** guident l'action du bureau sous-régional de la CEA dans chacune des cinq sous-régions du continent. Ils se réunissent une fois par an et rendent compte à la Commission, à sa session annuelle, par le truchement du Comité d'experts. Les réunions des comités intergouvernementaux d'experts sont l'occasion pour ces derniers d'examiner les conditions économiques et sociales prévalant dans chacune des sous-régions et de recommander des politiques, stratégies et programmes visant à accélérer la croissance et le développement dans le contexte du processus d'intégration de chaque sous-région.

#### *169. Organes subsidiaires techniques et sectoriels de la Commission*

- a. Comité Femmes et développement
- b. Comité de l'information, de la science et de la technologie pour le développement
- c. Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable
- d. Comité du développement humain et social
- e. Comité du commerce, de la coopération régionale et de l'intégration
- f. Comité de la gouvernance et de la participation populaire
- g. Comité de statistique

170. Les organes sectoriels tiennent une session ordinaire une fois tous les deux ans et rendent compte à la Commission, à sa session annuelle, par le truchement du Comité d'experts. Ces réunions rassemblent les décideurs et d'autres parties prenantes, dont des experts en matière de développement qui éclairent et



guident la CEA dans l'action qu'elle mène dans divers secteurs.

### **Réunions tenues pendant la période à l'examen**

171. Plusieurs organes subsidiaires de la Commission ont tenu leur réunion statutaire pendant la période à l'examen. Les principaux résultats de ces réunions sont résumés ci-après.

#### **Vingt-septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique du Nord**

172. La vingt-septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique du Nord s'est tenue à Rabat (Maroc) du 6 au 9 mars 2012. La réunion était organisée par le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord, avec la collaboration du Gouvernement marocain, sous le thème « Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale: le rôle de l'Afrique du Nord ». Elle a été ouverte par le Ministre marocain de l'économie et des finances et le Secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Y ont participé des représentants de haut niveau des sept États membres, ainsi que des représentants de diverses organisations internationales et régionales, de l'équipe de pays des Nations Unies, de la société civile, du secteur privé et des établissements universitaires et instituts de recherche. Désireux de maintenir la dynamique lancée à Tunis lors du Forum pour le développement de l'Afrique du Nord de décembre 2011, le Comité a reçu à titre d'invités spéciaux des jeunes représentant les États membres.

173. Le principal objet de la réunion était de débattre de l'évolution récente de la situation socio-économique en Afrique du Nord, de manière à formuler des recommandations visant à élaborer des politiques et stratégies propices à un développement durable et à renforcer l'intégration régionale au niveau de la sous-région. Plusieurs questions ont été discutées à la lumière des rapports présentés par le bureau sous-régional sur les sujets suivants: a) l'élaboration des indicateurs macroéconomiques et sociaux pour 2010-2011 et les perspectives d'intégration régionale en Afrique du Nord; b) l'exécution d'un programme pluriannuel de coopération entre la CEA et l'Union du Maghreb arabe; c) l'état d'avancement de la mise en œuvre des OMD et d'autres programmes régionaux et internationaux, dont les initiatives spéciales en Afrique du Nord; d) le rapport de la réunion spéciale d'experts sur « Rio +20: Avancées et enjeux pour l'Afrique du Nord », tenue avant la réunion du Comité intergou-

vernemental et e) le rapport annuel sur les activités de la CEA en Afrique du Nord et le programme de travail du bureau sous-régional pour 2012.

174. Pour libérer le potentiel de croissance de l'Afrique du Nord, le Comité a adopté les recommandations suivantes: a) viser à une plus grande diversification économique en développant de nouveaux marchés et des secteurs dynamiques à haute valeur ajoutée, afin d'appuyer une croissance viable et la création d'emplois décents et durables, en particulier pour les jeunes; b) introduire dans l'enseignement une formation à la citoyenneté de manière à tirer parti des énergies individuelles en vue d'un développement plus inclusif; c) améliorer le climat des investissements en adoptant une approche systémique et non segmentée qui garantisse une plus grande cohérence et d) continuer à investir dans la technologie de l'information au service du développement pour promouvoir notamment des services publics plus efficaces, appuyer la réforme de l'enseignement et renforcer la compétitivité de l'économie. Le Comité a demandé à la CEA d'analyser plus avant le potentiel de l'Afrique du Nord sur le plan de la création de plus-value et d'appuyer les États membres en transition dans les efforts qu'ils déploient pour garantir une nouvelle dynamique de croissance. Il a aussi fait siennes les recommandations adoptées par le groupe d'experts constitué en vue de Rio+20 et a appelé de ses vœux un suivi effectif des conclusions et recommandations du forum sur les jeunes et le développement tenu à Tunis en décembre 2011.

175. Le Comité a noté qu'il convenait d'accélérer la mise en œuvre du programme d'intégration régionale de la sous-région et a formulé les recommandations suivantes: a) que le principe d'intégration régionale soit intégré plus systématiquement dans les politiques de développement nationales, sur la base d'objectifs concrets et réalistes; b) que les États membres fournissent des données fiables à la CEA et à l'Union du Maghreb arabe pour renforcer l'action des deux organisations et l'Observatoire de l'intégration régionale; c) que soit accélérée, par le biais de programmes régionaux, la formulation de la stratégie du Maghreb en matière de mise en valeur des énergies renouvelables; d) que soient encouragés les échanges intrarégionaux de biens et de services environnementaux et e) que la mise en œuvre de la stratégie agricole du Maghreb pour 2030, du plan d'action qui l'accompagne et du programme sous-régional de lutte contre la désertification soit accélérée et que les risques climatiques soient intégrés aux stratégies en rapport avec la sécurité alimentaire.



176. Le Comité s'est félicité de l'action du bureau sous-régional et approuvé toutes les recommandations contenues dans les rapports statutaires. Il a demandé à la CEA d'aider l'Union du Maghreb arabe à créer un service statistique au sein de son secrétariat et rendre opérationnelle la zone de libre-échange instaurée entre ses pays membres. La pertinence du thème de la réunion en référence au thème de la Conférence des ministres de la CEA à venir a été saluée comme étant l'occasion pour les pays de la sous-région d'arrêter une position commune qui serve de base à la discussion qui se tiendrait au niveau régional.

#### **Aperçu de la quinzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Ouest**

177. La quinzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Ouest se tiendra les 15 et 16 mars 2012 à Bamako (Mali), sur l'invitation du Gouvernement malien. Elle aura pour thème « L'exploitation des potentialités du secteur agricole en Afrique de l'Ouest au profit de la croissance et du développement » et sera l'occasion pour les décideurs et les autres parties prenantes de débattre de la manière dont les pays de la sous-région peuvent exploiter leur abondant potentiel agricole pour en faire un tremplin vers une croissance et un développement socioéconomiques durables et rapides, dans la ligne des aspirations exprimées dans Vision 2020 (de la CEDEAO).

178. Le Comité va aussi examiner l'évolution socioéconomique de la sous-région en 2011 et les perspectives pour 2012, ainsi que les progrès accomplis par l'Afrique de l'Ouest dans la réalisation du troisième objectif du Millénaire pour le développement (égalité entre les sexes et autonomisation des femmes). Les participants échangeront les données d'expérience de leur pays en matière de développement agricole et recommanderont des stratégies susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et du sous-développement.

179. La Commission de la CEDEAO présentera un rapport intérimaire sur la mise en œuvre de deux instruments essentiels à l'opérationnalisation dans la sous-région du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique: la Politique agricole et le *Programme régional d'investissement agricole*, de la CEDEAO. De même, la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine rendra compte de l'application de sa politique agricole. Ces deux présentations mettront en évidence les problèmes rencontrés aux niveaux national et sous-régional et donneront lieu à des recommandations concernant

l'exécution accélérée de ces initiatives. En outre, un groupe d'experts se réunira pendant les deux jours précédant la réunion du Comité intergouvernemental pour étudier la question de la chaîne régionale de la valeur ajoutée en vue du développement agricole de l'Afrique de l'Ouest et fera des recommandations qui alimenteront les délibérations du Comité intergouvernemental.

#### **Vingt-huitième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique centrale**

180. La vingt-huitième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique centrale s'est tenue à Brazzaville (Congo) du 29 février au 2 mars 2012, sur le thème « Les défis énergétiques en Afrique centrale ». Elle était organisée par le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique central en collaboration avec le Gouvernement de la République du Congo, et a été ouverte par le Ministre d'État congolais de la planification et de l'économie et le Secrétaire exécutif de la CEA. Ont participé à la réunion des représentants de haut niveau de 10 pays d'Afrique central et des communautés économiques régionales, ainsi que des représentants de plusieurs organismes internationaux, dont l'équipe de pays des Nations Unies au Congo, de la société civile, du secteur privé et d'établissements universitaires et instituts de recherche.

181. L'objet de la réunion était d'examiner les problèmes actuels et émergents de la sous-région, un accent particulier étant mis sur le secteur énergétique. Les participants ont aussi examiné plusieurs questions statutaires relatives à l'activité du bureau sous-régional en vue de renforcer l'intégration régionale en Afrique centrale. Le bureau sous-régional a présenté plusieurs rapports qui ont servi de base aux délibérations du Comité, sur des sujets tels que: a) les conditions sociales et économiques en Afrique centrale, b) les problèmes que connaît l'Afrique centrale sur le plan énergétique, c) l'état des TIC dans la sous-région, d) la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux, dont le NEPAD et les OMD et e) le bilan annuel des activités de la CEA en Afrique centrale.

182. Concernant le thème de la réunion, le Comité intergouvernemental a abordé plusieurs questions relatives à la mise en œuvre et au financement de programmes et projets conjoints d'électrification dans la sous-région et formulé les recommandations suivantes: a) les États membres devraient avoir recours au Pool énergétique d'Afrique centrale un organe spécialisé de la CEEAC, pour en faire un mécanisme commun contribuant au développement dans la sous-région des infrastructures liées à l'énergie; b) les États



membres et les communautés économiques régionales devraient harmoniser et coordonner leurs programmes et projets de développement énergétique; c) les États membres devraient prendre en compte et intégrer les principes de l'économie verte et les énergies renouvelables quand ils cherchent à résoudre les problèmes rencontrés dans le secteur énergétique et d) les États membres devraient exploiter le potentiel existant en matière d'énergie hydroélectrique, solaire et éolienne, et renforcer leur coopération dans le domaine des ressources en eau et en énergie transfrontières. Le Comité a pris note des programmes prioritaires de la CEMAC et de la CEEAC, ainsi que des grandes initiatives récemment lancées par la CEA.

### **Seizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Est**

183. La seizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Est s'est tenue du 13 au 17 février 2012 à Dares-Salaam (République-Unie de Tanzanie). La réunion était organisée par le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est en collaboration avec le Gouvernement tanzanien et avait pour thème « Mobiliser le potentiel du Mécanisme d'évaluation intra-africaine pour améliorer la gestion des ressources minérales en Afrique ».

184. Le Comité a examiné plusieurs questions relatives au mandat et au fonctionnement du bureau sous-régional, notamment l'évolution récente de la situation sociale et économique dans la sous-région au regard du thème de la réunion. Parmi les rapports traitant des questions thématiques et statutaires que le Comité a examinés figuraient le rapport annuel sur l'activité de la CEA en Afrique de l'Est, notamment l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes pluriannuels, un rapport sur l'exécution du programme du bureau sous-régional pour 2010-2012; un rapport sur l'état du développement macroéconomique et social dans le cadre de la mise en œuvre des programmes internationaux, notamment le NEPAD, les OMD et d'autres initiatives spéciales, dans la sous-région en 2011. Les discussions sur l'état de l'intégration régionale dans la sous-région ont été enrichies par une table ronde de haut niveau sur le sujet. Le Comité a également échangé des vues sur la Conférence conjointe des ministres de l'Union africaine et de la CEA qui se tiendrait à Addis-Abeba à la fin de mars 2012.

185. Deux réunions de groupe spécial d'experts ont été organisées en marge de la réunion pour examiner deux publications isolées: *Vers une monnaie commune*

*pour la Communauté d'Afrique de l'Est : considérations, défis et perspectives* et *Ressources naturelles et gestion des conflits : la question des terres*.

186. En ce qui concerne le thème de la réunion, le Comité a souligné la nécessité d'un plan directeur sous-régional bien conçu pour le développement durable et la gestion des ressources minérales dans les pays d'Afrique de l'Est. Il a noté que le Mécanisme d'évaluation intra-africaine peut servir de mécanisme pour gérer efficacement les ressources minérales de l'Afrique et réaliser la croissance pour tous et la transformation structurelle des économies africaines. D'autres recommandations adoptées par le Comité portaient sur la nécessité d'une meilleure compréhension des conditions socioéconomiques prévalant dans la sous-région, en particulier les principaux moteurs de croissance, la nécessité de renforcer l'intégration régionale dans la sous-région et celle de créer des partenariats solides entre le bureau sous-régional, les communautés économiques régionales, les organisations intergouvernementales, les États membres et d'autres acteurs pour répondre aux besoins et aux priorités des États membres de la sous-région. Eu égard à l'appui qu'ils apportent aux communautés économiques régionales et aux organisations intergouvernementales en Afrique australe et de l'Est, les mécanismes de coordination sous-régionale des organismes des Nations Unies peuvent servir de cadre pour une telle coopération.

### **Dix-huitième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique australe**

187. La dix-huitième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique australe s'est tenue à Port-Louis (Maurice) les 1er et 2 mars 2012, à la suite d'une réunion d'un groupe spécial d'experts sur le thème « Mobilisation des ressources naturelles au service du développement durable en Afrique australe : possibilités offertes et défis posés au secteur touristique ». Ont assisté à la réunion 17 experts venant des pays membres de la sous-région, des spécialistes du développement du secteur privé, du tourisme et de la planification du développement, ainsi que des représentants de diverses organisations internationales, régionales et sous-régionales, dont le PNUD, la CUA, le COMESA, le PNUE et des divisions de la CEA.

188. Le principal objet de la réunion était de passer en revue la situation économique et sociale actuelle dans la sous-région et d'examiner des questions statutaires ayant trait au mandat et aux programmes du bureau sous-régional. Le Comité a examiné quatre



rapports de session établis par le secrétariat sur : a) l'exécution du programme du bureau sous-régional, b) un rapport intérimaire sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux, notamment le NEPAD et d'autres initiatives spéciales dans la sous-région (la sécurité alimentaire en Afrique australe), c) les conditions économiques et sociales en Afrique australe et les perspectives pour 2013 et d) des recommandations issues de la réunion du groupe spécial d'experts sur la mobilisation des ressources naturelles au service du développement durable en Afrique australe et les perspectives et problèmes se présentant au secteur touristique.

189. Le Comité a observé que l'Afrique australe disposait d'un potentiel touristique considérable caractérisé par l'immensité des ressources naturelles, la diversité des cultures, la richesse de la biodiversité, la présence de différents écosystèmes et de la faune et la flore sauvages, ainsi que par de bonnes conditions météorologiques et des parcs chevauchant les frontières. Il a noté cependant que le potentiel des ressources touristiques du continent n'avait pas encore été pleinement exploité en raison d'un certain nombre de facteurs. Il a souligné la nécessité d'harmoniser les normes régionales et de coordonner les politiques nationales et a demandé à tous les États membres de lier la mise en place d'infrastructures au développement du secteur touristique. Il a recommandé aux États membres de faire preuve de créativité pour mobiliser des ressources qui leur permettent d'accorder l'attention voulue aux liens existant entre les changements climatiques et le tourisme durable. Il a également constaté que le rôle des collectivités locales était crucial pour faire du tourisme un secteur viable et durable et a recommandé le recours à des partenariats public/privé pour orienter les investissements vers la promotion et la commercialisation de produits touristiques dans la sous-région.

190. Le Comité a adopté les recommandations ci-après pour examen par la Conférence des ministres de la CEA et les États membres: les États membres devraient continuer à accorder la priorité à la diversification économique et à restructurer leur économie de façon à réduire progressivement leur dépendance à l'égard des produits de base; ils devraient définir de nouvelles stratégies fondées sur des données factuelles pour accélérer la croissance économique dans la sous-région; ils devraient effectuer une évaluation réaliste du potentiel de chaque pays de la région en tant que pôle de croissance; ils devraient renforcer les groupements économiques régionaux en tant que moteurs du processus d'intégration régionale en Afrique et ils devraient adopter des mesures visant à accroître l'investissement dans le tourisme, notam-

ment la mise en place d'institutions qui facilitent l'investissement dans le secteur et créer un climat propice à l'investissement.

191. Le Comité s'est dit préoccupé par la baisse constatée ces dernières années dans la participation à ses réunions, ainsi que par le fait que seuls quelques États membres s'étaient offerts à les accueillir. Il a prié le secrétariat de communiquer à tous les États membres sa recommandation visant à ce qu'il puisse se réunir chaque année dans un pays différent à l'invitation des États membres selon un système de rotation, et d'obtenir des États membres qu'ils appuient cette recommandation. Dans le même esprit, il a souligné la nécessité d'une meilleure interaction et d'une collaboration étroite entre le bureau du Comité et le secrétariat, de façon à garantir une plus grande participation aux futures réunions.

#### **Septième réunion du Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable**

192. La septième réunion du Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable, qui s'est tenue en même temps que la Conférence préparatoire régionale africaine à la Conférence des Nations Unies sur le développement, a eu lieu du 20 au 25 octobre 2011 à Addis-Abeba (Éthiopie). Organisée par la CEA, la BAD et l'Union africaine, cette réunion a été l'occasion de discuter des thèmes et des objectifs de la conférence Rio+20, de convenir d'une déclaration de consensus et d'adopter un projet de résolution touchant la participation effective de l'Afrique à Rio+20. Plus de 250 délégués venant des États membres, d'organisations régionales et sous-régionales, d'organismes des Nations Unies, des « grands groupes » et d'organisations intergouvernementales ont assisté à la réunion et participé à sa composante réunissant les experts, ainsi qu'à la partie ministérielle.

193. Durant leurs travaux, les experts ont discuté des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de travail de la CEA dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement durable pour l'exercice biennal 2010-2011 et ont examiné des rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des textes adoptés au Sommet mondial pour le développement durable, le développement des chaînes de valeur des produits agricoles d'importance stratégique et la sécurité alimentaire en Afrique.

194. Dans le cadre du processus préparatoire régional de l'Afrique à la Conférence de Rio+20, les experts ont examiné un rapport d'examen régional concernant l'Afrique, ainsi que des rapports sur les défis nouveaux et émergents, l'économie verte dans le contexte



du développement durable, les cadres institutionnels et stratégiques pour le développement durable, la gouvernance internationale en matière d'environnement et les moyens de mise en œuvre.

195. La réunion a donné lieu à un ensemble de recommandations concrètes et pratiques sur les différents thèmes abordés visant à faire avancer le programme de développement durable de l'Afrique et a contribué à la réflexion sur les principales priorités et préoccupations qui ont ensuite été reprises dans la déclaration de consensus adoptée à la réunion ministérielle.

196. Les participants se sont déclarés favorables au concept de l'économie verte, sous réserve qu'elle soit mieux définie. Ils sont convenus que le fait de s'orienter vers une économie verte ne devrait pas conduire au protectionnisme ou à des conditions commerciales contraignantes, qu'il y avait lieu de créer des environnements favorables et que la gestion durable des terres devrait être partie intégrante du cadre de l'économie verte. Il y a eu également un large accord sur la nécessité de renforcer les cadres institutionnels pour le développement durable et un appui général pour la consolidation du PNUE.

197. En ce qui concerne les moyens de mise en œuvre, le Comité est convenu de plusieurs objectifs consistant notamment à veiller à une meilleure gestion de l'environnement, à la transparence et à l'obligation de rendre des comptes. Il a fait appel à la communauté internationale pour qu'elle honore les engagements existants, tels que le doublement de l'aide en faveur de l'Afrique.

198. Dans l'ensemble, un ferme consensus s'est dégagé selon lequel le continent africain n'obtiendrait de résultats à Rio+20 et ne parviendrait à faire aborder les questions importantes qu'en s'exprimant d'une seule voix. Certains délégués ont exprimé des préoccupations quant au fait de savoir quelles organisations et initiatives faisaient partie du cadre du développement durable et quels étaient les problèmes qui entravaient les progrès dans ce domaine. Toutefois, au bout du compte, la volonté de parvenir à un accord l'a emporté, ce qui a permis d'inclure les problèmes les plus pertinents pour l'Afrique dans la Déclaration de consensus, qui sera soumise au Comité préparatoire de Rio+20 à la fin de mars 2012. La Déclaration de consensus a par ailleurs été approuvée par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine au sommet qui s'est tenu en janvier 2012.

## **Deuxième réunion du Comité de l'information, de la science et de la technologie pour le développement**

199. La deuxième réunion du Comité de l'information, de la science et de la technologie pour le développement, qui avait pour thème « L'innovation au service du développement industriel de l'Afrique », s'est tenue du 2 au 5 mai 2011 au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba. Elle a rassemblé plus de 500 participants représentant les gouvernements de plusieurs États membres et partenaires de développement, notamment le secteur privé et des fondations privées. De nouvelles directives y ont été adoptées en vue du développement et du renforcement des systèmes d'innovation en Afrique.

200. Le point a été fait sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la première réunion du Comité concernant l'innovation scientifique et l'économie du savoir. On a aussi examiné les succès et les problèmes rencontrés et donné des orientations sur les activités de la CEA dans les domaines des TIC, de la science, de la technologie et de l'innovation (STI), de la géoinformation et des services de bibliothèque et d'information.

201. Un des faits marquants de la réunion a été la cérémonie de remise du Prix 2011 de la technologie au service de l'administration en Afrique. Organisée par la CEA et le Gouvernement finlandais, la cérémonie a bénéficié de l'appui de nombreuses organisations tant publiques que privées. Ce prix vise à encourager les pouvoirs publics africains à se servir des TIC dans l'exécution de leur mission de service public. Il s'agit aussi d'honorer certaines réalisations remarquables en matière d'applications informatiques ayant permis de transformer la vie des citoyens dans des domaines comme les soins de santé, l'éducation, les ressources en eau, les services d'assainissement ou qui sont utilisées par le secteur commercial. La réunion a également été l'occasion de lancer un certain nombre d'initiatives nouvelles, dont le Forum interparlementaire africain sur la science, la technologie et l'innovation, le Réseau africain de développement et de transfert de la technologie au service du développement industriel de l'Afrique, un plan de diffusion de l'innovation en Afrique grâce à la publication d'accès libre, un plan d'exploitation des données géospatiales en Afrique aux fins de planification et des cadres juridiques et réglementaires pour l'économie du savoir en Afrique.



### **Septième réunion du Comité Femmes et développement**

202. La septième réunion du Comité Femmes et développement s'est tenue du 17 au 20 mai 2011 à Addis-Abeba (Éthiopie). Y ont assisté près de 150 participants, dont des experts des ministères de la parité des sexes et des affaires féminines et des représentants des communautés économiques régionales, des institutions des Nations Unies, de la Commission de l'Union africaine, de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et de la Banque africaine de développement.

203. La réunion a offert aux États membres un cadre de discussion et d'échange de données d'expérience sur la mise en œuvre de la Déclaration de Banjul sur les violences faites aux femmes et du Programme d'action de Beijing. Les participants ont aussi débattu des stratégies de promotion de l'égalité entre les sexes et du suivi des progrès accomplis par les pays africains dans le domaine de la protection des droits fondamentaux de la femme. À la lumière des événements politiques en Afrique du Nord et de l'évolution de la situation dans des pays comme la Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest, le Comité s'est également penché sur le rôle de la femme dans les initiatives de consolidation de la paix dans les deux régions.

204. De nombreuses manifestations parallèles ont été organisées dans le cadre de la réunion. La campagne *Afrique-Unie pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles* lancée à cette occasion illustre l'engagement du Secrétaire général de l'ONU en faveur de la protection de la femme. Le Réseau électronique des mécanismes africains de défense des droits de la femme et l'Observatoire des droits de la femme ont aussi été passés en revue. Un projet de rapport sur l'évolution récente des mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des sexes en Afrique a été aussi présenté. Ce rapport contient une analyse de l'état des mécanismes nationaux dans 53 pays africains pour les cinq dernières années.

### **Troisième réunion de la Commission africaine de statistique**

205. La troisième réunion de la Commission africaine de statistique s'est tenue au Cap (Afrique du Sud), du 17 au 23 janvier 2012 sur le thème « Harmonisation des statistiques à l'appui de l'intégration économique, monétaire et sociale en Afrique ». Y ont participé des représentants de bureaux nationaux de statistique, de centres de formation statistique, d'associations actives dans le domaine et de partenaires de développement.

206. La réunion a examiné plusieurs questions émergentes dans le domaine de la statistique et de son développement, notamment les efforts en cours pour soutenir le suivi et l'évaluation des progrès accomplis par les pays africains en matière d'intégration sur le continent. Il y a été approuvé un programme quinquennal régional pour la mise en œuvre du système de comptabilité nationale de 2008. Les participants ont aussi examiné des rapports intérimaires concernant les activités des divers groupes de travail de la Commission et adopté d'importantes recommandations sur la gestion de données, les indicateurs de développement, les statistiques ventilées par sexe, l'harmonisation des statistiques en appui à l'intégration régionale, le secteur non structuré, la comptabilité nationale, l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil, les statistiques agricoles, les statistiques environnementales et les changements climatiques, la géographie et les statistiques, les applications de la statistique pour la réduction de la pauvreté et l'insertion et la protection sociales. Il a aussi souligné que les infrastructures de formation à la statistique et la coordination des activités statistiques étaient des domaines prioritaires appelant une attention soutenue.

207. Il a été demandé au secrétariat de la CEA d'établir une liste de points à examiner en vue de la quatrième réunion de la Commission, prévue en janvier 2014, et ce en étroite collaboration avec les principaux acteurs du continent et sur la base des priorités définies, entre autres, par le Comité africain de coordination des statistiques, la Conférence des ministres de la CEA, le Forum sur le développement de la statistique en Afrique et la Commission de statistique de l'ONU.

### **Deuxième réunion du Comité de la gouvernance et de la participation populaire**

208. La deuxième réunion du Comité de la gouvernance et de la participation populaire s'est tenue les 9 et 10 mars 2011 au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba (Éthiopie). Elle était organisée par la Division de la gouvernance et de l'administration publique de la CEA et 36 représentants d'États membres, d'organisations internationales, de la société civile, d'organisations non gouvernementales, d'organisations intergouvernementales et du secteur privé y ont participé. Le Comité constitue un forum de discussion sur les questions relatives au renforcement de la bonne gouvernance et au développement participatif en Afrique. Il supervise l'action de la CEA dans les domaines de la gouvernance et de l'administration publique, du développement du sec-



teur privé, du renforcement de la société civile et de l'appui à la mise en œuvre du MAEP.

209. Le Comité a approuvé le projet de programme de travail de la Division de la gouvernance et de l'administration publique pour l'exercice biennal 2012-2013 et plusieurs recommandations importantes résultant des activités menées par la Division durant l'exercice biennal 2010-2011 et portant sur la nécessité de rendre le programme sur la gouvernance et l'administration publique plus pertinent et de travailler davantage en partenariat avec les institutions régionales, sous-régionales et nationales, notamment les acteurs non étatiques et les partenaires de développement, pour renforcer les capacités nationales en appui au processus du MAEP. Il a aussi été convenu qu'il fallait examiner et adopter les nouveaux statuts du Comité. Ces recommandations permettront à la CEA de renforcer ses activités dans ce domaine et d'affiner son travail analytique, ses services consultatifs et l'assistance technique au profit des États membres aux niveaux régional, sous-régional et national.

#### **Septième réunion du Comité du commerce, de la coopération et de l'intégration régionales**

210. La septième réunion du Comité du commerce, de la coopération et de l'intégration régionales s'est déroulée les 2 et 3 juin 2011 à Addis-Abeba (Éthiopie). Ont pris part à la réunion de hauts responsables et des experts de ministères en charge de la coopération et de l'intégration régionales, des représentants de la Commission de l'Union africaine, de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, de communautés économiques régionales, d'organismes de gestion des couloirs de transport, d'organisations du système des Nations Unies, de la Banque mondiale, de la société civile et du secteur privé. Elle a été précédée les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin par une réunion d'un groupe spécial d'experts et par un atelier sur la création de zones de libre-échange rassemblant plusieurs communautés économiques régionales et l'harmonisation des régimes de libre-échange des différentes communautés. Guidé par les recommandations du groupe d'experts, le Comité a examiné les options stratégiques et les mesures à mettre en place pour accélérer le processus de création d'une zone continentale de libre-échange en Afrique et préparer la voie à l'instauration rapide de l'union douanière continentale et du marché commun africain envisagés dans le Traité d'Abuja.

211. Les participants ont examiné les progrès accomplis en matière d'intégration régionale en Afrique, ainsi que les faits nouveaux dans le domaine des infrastruc-

tures et de l'exploitation des ressources naturelles. Parmi les autres questions examinées figurent le commerce international et en particulier les accords de partenariat économique, l'initiative Aide pour le commerce et les négociations de l'OMC, et leurs incidences sur les programmes d'intégration africains.

#### **Deuxième réunion du Comité du développement humain et social**

212. La deuxième réunion du Comité du développement humain et social s'est tenue les 18 et 19 octobre 2011 sur le thème « Mettre en œuvre des politiques sociales en faveur du développement durable ». Y ont pris part 90 délégués venant de 36 États membres, dont de hauts responsables gouvernementaux et des experts des ministères chargés des affaires sociales, de la santé et de la jeunesse.

213. Plusieurs rapports thématiques portant sur les thèmes suivants ont été examinés: la mortalité maternelle, le VIH/sida, les migrations internationales, la population et le développement, les jeunes et le développement, la protection sociale. La réunion était aussi saisie du rapport *Rapport sur la jeunesse africaine 2011: Relever le double défi de l'éducation et de l'emploi dans la nouvelle économie mondiale*.

214. Le Comité a noté qu'il fallait faire plus pour que les perspectives de croissance économique de l'Afrique se traduisent en amélioration de la qualité de vie des citoyens, l'accent devant être mis sur l'investissement dans les secteurs sociaux et le renforcement des politiques sociales, notamment la protection sociale. Il a formulé les recommandations ci-après à soumettre pour examen à la réunion conjointe CUA-CEA de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique: a) le Président du Bureau devrait assister à la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique et b) chaque membre du Bureau devrait participer aux réunions statutaires de la sous-région le concernant afin de s'assurer que les questions de développement humain et social reçoivent l'attention voulue au niveau sous-régional.

#### **Appui au programme**

215. En 2011, la CEA a progressé de manière régulière dans l'instauration d'une nouvelle culture d'entreprise et l'obtention de meilleurs résultats sur le plan de l'efficacité organisationnelle et de l'obligation de rendre compte de sa gestion, conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats. Le présent chapitre porte sur les mesures prises pour édifier une organisation plus transparente, responsable et axée



sur les résultats, un accent particulier étant mis sur le renforcement de la planification stratégique et opérationnelle, la révision des procédures administratives et le renforcement des partenariats et de la coopération technique.

### Gestion du Programme

#### *Renforcement de la planification stratégique et application effective des principes de gestion axée sur les résultats et de qualité*

216. Au cours de l'année écoulée, la CEA a pris des mesures concrètes pour améliorer la planification stratégique au sein de l'organisation et dans toute la région. Sur le plan interne, on a institué une approche collective et inclusive du programme de développement. Après plusieurs cycles de planification stratégique et des réunions de travail bilatérales tenues avec les divisions et les bureaux sous-régionaux de la CEA dans le courant de l'année, le Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes a établi le cadre stratégique et le plan-programme pour l'exercice biennal 2014-2015, lequel contient les priorités stratégiques proposées pour le prochain exercice. Les réalisations escomptées, les objectifs et les indicateurs ont été affinés au fil des réunions afin de les rendre plus pertinents au regard des programmes de travail.

217. Dans le cadre des efforts déployés pour suivre de manière continue l'exécution du programme, le Secrétaire exécutif a convoqué en septembre 2011 une réunion en vue d'évaluer l'exécution et la gestion des programmes pour les 18 premiers mois de l'exercice biennal 2010-2011 au regard des points suivants: a) synergie entre les sous-programmes, b) diffusion des produits analytiques, des stratégies et des recommandations concernant les orientations à suivre, c) contribution de la CEA aux grandes initiatives, d) assurance qualité pour les produits analytiques et consultatifs de la Commission, e) connaissance des services fournis par la CEA dans les États membres, f) importance attachée par les États membres aux activités de la CEA en vue de favoriser la propriété et le renforcement des impacts (l'objectif étant que les États membres s'approprient davantage ces activités et que l'impact en soit plus grand) et g) utilisation efficace des ressources.

218. Désireuse d'inscrire dans la culture institutionnelle le principe de résultat, la CEA a organisé durant l'année deux ateliers de formation sur la gestion axée sur les résultats et le suivi et l'évaluation. Le premier, tenu en novembre 2011, était organisé à l'intention du personnel du Bureau sous-régional de la CEA en

Afrique australe et du secrétariat du COMESA et le deuxième, tenu en décembre 2011 à Addis-Abeba, pour le personnel des divisions au siège et des autres bureaux sous-régionaux. Les objectifs de la formation étaient de: a) aider les gestionnaires et les personnes référentes à mieux comprendre les principes de la gestion axée sur les résultats, b) faire acquérir aux gestionnaires et aux personnes référentes pour la gestion axée sur les résultats les compétences nécessaires pour utiliser efficacement les cadres de la gestion axée sur les résultats dans leurs activités, c) continuer de généraliser l'application de la gestion axée sur les résultats à la CEA et d) faire acquérir aux participants les compétences nécessaires en la matière avant que ne commence le processus d'élaboration du cadre stratégique.

219. Outre qu'elle s'est employée à continuer de mieux planifier les programmes, la CEA s'est également efforcée de renforcer l'évaluation des programmes et projets. Sur ce sujet, on est en train de terminer la formulation de lignes directrices conformes aux normes des Nations Unies, qui seront un instrument pour une plus grande efficacité et responsabilisation. La CEA se prépare aussi à entreprendre des évaluations globales stratégiques couvrant tout le programme de travail de la Commission, l'accent étant mis sur les liens entre les objectifs programmatiques, les réalisations escomptées, le plan de travail et son impact.

220. Faisant fond sur le travail entamé en 2010 afin d'établir un système d'assurance qualité efficace et crédible pour ses produits et services, la CEA a lancé un programme pilote d'assurance de la qualité, qui a commencé par examiner la publication *Rapport sur la gouvernance en Afrique*. Un groupe d'experts indépendants venus de diverses organisations s'est réuni pour examiner le processus d'établissement du rapport en question, y compris son incidence sur l'élaboration des politiques. Les experts ont conclu à l'existence de points forts et de points sur lesquels des améliorations pourraient être apportées à l'occasion de la préparation de l'édition suivante du rapport.

### Administration

#### *Amélioration des procédures administratives et organisationnelles en vue de la bonne exécution des programmes*

221. Plusieurs étapes ont été franchies en 2011 dans le cadre des efforts en cours visant à améliorer les services d'appui aux programmes dans des domaines tels que la gestion des ressources humaines et financières, les services généraux, les services informatiques et les publications et services de conférence.



222. Ainsi, une initiative majeure mise en place au cours de l'année écoulée a consisté à décentraliser les services administratifs afférents aux cinq bureaux sous-régionaux pour améliorer l'exécution des programmes sur le terrain en améliorant l'efficacité globale des services fournis. En outre, s'agissant de certains services administratifs, le pouvoir de décision a été délégué, condition requise pour la bonne application de la budgétisation et de la gestion axées sur les résultats. La dotation en personnel des bureaux sous-régionaux a été renforcée pour leur donner une capacité plus grande; des missions de renforcement des capacités ont été menées dans les différents bureaux sous-régionaux et les systèmes d'information et de communication ont été améliorés pour appuyer la délégation de pouvoir. Dorénavant, le personnel des bureaux sous-régionaux peut participer à l'exécution des programmes et en être tenu pleinement responsable.

223. Malgré les problèmes rencontrés par la CEA pour attirer et s'attacher des fonctionnaires compétents, des progrès notables ont été accomplis grâce à une campagne de recrutement agressive. Un certain nombre de postes essentiels vacants ont été pourvus, ce qui a fait baisser le taux de vacance global, l'amenant plus près du seuil de 5% fixé par le Siège. En outre, des mesures ont été prises pour améliorer les services à l'intention du personnel et maintenir un environnement de travail qui soit sûr et sécurisant. Dans un souci de prévention, plusieurs campagnes de sensibilisation ont été menées à l'intention des fonctionnaires et leurs personnes à charge dans des domaines comme le VIH/sida, le cancer, le diabète et les maladies métaboliques.

224. De même, des mesures ont été prises pour améliorer le suivi des résultats et la reddition de comptes et ont abouti à un recours plus large au Système électronique d'évaluation et de notation des fonctionnaires (e-PAS) par les divisions et les bureaux sous-régionaux de la CEA.

225. Le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a rendu à l'intention de la CEA des recommandations essentielles sur les lacunes organisationnelles auxquelles il fallait remédier pour une plus grande efficacité dans tous ses domaines d'activité. À cet égard, il est intéressant de noter que l'organisation a appliqué à 97% les recommandations que le BSCI avait formulées pendant l'exercice biennal précédent.

226. Les améliorations technologiques et l'utilisation des TIC continuent de faciliter les processus organisationnels de la CEA et d'avoir un impact positif sur la productivité. Au cours de la période à l'examen, la connectivité a été nettement améliorée, avec un accès

à l'Internet et une transmission de données stables. Plus de fonctionnaires peuvent dorénavant pratiquer le télétravail depuis leur domicile ou alors qu'ils sont en mission. L'informatisation de plusieurs procédures administratives concernant les congés, les salaires, les avances, les autorisations données aux fonctionnaires et les indemnités pour frais d'études a permis d'accroître l'efficacité et la qualité des procédures administratives, sans parler de l'économie de papier qui a réduit les coûts et contribué à la campagne visant à éliminer le papier à l'ONU. Ces systèmes ont rendu beaucoup plus faciles le suivi et le contrôle de l'exécution des tâches administratives et les usagers se sont dans l'ensemble montrés plus satisfaits.

227. L'année 2011 a aussi vu le lancement, dans le contexte de la stratégie de gestion du savoir de la CEA, d'un projet visant à améliorer la gestion des archives et des dossiers et, par voie de conséquence, le partage du savoir. À cet égard, et dans le cadre du plan de continuité des opérations de la CEA, un centre de reprise après sinistre a été mis en place à Nairobi (Kenya).

228. Dans le contexte du partage des connaissances et de la réduction de la duplication des efforts, qui ont pour corollaire une utilisation efficace des ressources, un effort concerté a été fait pour accroître la collaboration au sein de l'organisation. C'est ainsi que l'établissement du second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 et l'élaboration des propositions budgétaires pour 2012-2013 ont été marqués par la volonté de collaborer et de se consulter pour renforcer la gestion axée sur les résultats.

229. Dans l'ensemble, l'exécution du budget-programme s'est améliorée au cours de l'exercice, l'accent étant davantage mis sur les résultats et le budget mieux aligné sur l'exécution des programmes. L'augmentation des ressources extrabudgétaires venant compléter les crédits inscrits au budget ordinaire a également permis à l'organisation de mieux aligner son financement sur ses objectifs à long terme.

### **Mobilisation et gestion des ressources financières**

#### *Renforcement des partenariats et de la coopération technique*

230. Il est essentiel de mobiliser des ressources extrabudgétaires à l'appui des activités opérationnelles de la Commission par le biais d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités si l'on veut obtenir des résultats et maximiser l'impact de l'activité de la Commission sur le développement



socioéconomique de l'Afrique. À cet égard, la CEA a fait des progrès importants dans la mise en place de partenariats équitables fondés sur une responsabilité partagée et des intérêts communs. Au cours de la période à l'examen, la reddition de comptes, que ce soit en amont ou en aval, a été renforcée grâce au dialogue, à une transparence accrue, à l'établissement de rapports dans les délais impartis et à des réunions régulières d'examen et de suivi des projets avec les partenaires. La CEA a également continué à enregistrer une amélioration notable de ses relations avec ses partenaires existants et à développer des relations de travail avec un large éventail de nouveaux partenaires.

231. Le Forum des partenaires de la CEA est resté la principale interface pour le dialogue entre la Commission et ses partenaires sur des questions d'intérêt commun. Il s'est réuni deux fois au cours de l'année écoulée pour discuter des progrès accomplis dans la réalisation de programme de travail du CEA et de nouvelles initiatives prioritaires dans les domaines des changements climatiques, du commerce, de l'intégration régionale et d'autres priorités de développement émergentes intéressant l'Afrique, ainsi que d'autres grandes priorités contenues dans le Plan d'activités de la CEA pour 2010-2012. Le Forum a également discuté de propositions visant à assouplir le financement de l'appui budgétaire.

232. Un autre événement important a eu lieu au cours de l'année écoulée: le deuxième Dialogue pour un partenariat stratégique CUA-CEA-BAD, qui s'est tenu à Addis-Abeba en avril 2011 et a été l'occasion pour les trois institutions de rencontrer de hauts fonctionnaires et des représentants des pays partenaires et des organisations suivantes: CAE, CEEAC, CEDEAO, COMESA et IGAD, Allemagne, Autriche, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Italie, Irlande, Japon, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Suède, Suisse, Turquie et Royaume-Uni, Ligue des États arabes et Union européenne.

233. Le Dialogue pour un partenariat stratégique est une plate-forme qui permet aux décideurs de rencontrer les dirigeants des trois institutions panafricaines et favorise une meilleure compréhension des intérêts stratégiques de toutes les parties. Le principal résultat du deuxième Dialogue a été un communiqué qui, entre autres, appelait la CUA, la BAD et la CEA à ne ménager aucun effort pour obtenir des résultats durables en faveur des pays africains dans le contexte du cycle de négociations commerciales de Doha, mobiliser plus durablement les ressources des institutions panafricaines pour financer le développement et la

croissance et promouvoir les infrastructures régionales et continentales en vue de l'intégration et de la croissance. Le communiqué appelait aussi les trois organisations à continuer d'appliquer la gestion axée sur les résultats, comme moyen de renforcer l'appui aux programmes et de faire mieux encore en définissant clairement les responsabilités aux niveaux tant programmatique qu'opérationnel et en renforçant la communication entre les trois institutions. Les conclusions du deuxième Dialogue et d'autres réunions similaires ont contribué à une meilleure exécution des programmes, permis de renforcer la confiance des partenaires et introduit plus de responsabilité et de transparence dans le fonctionnement des fonds d'affectation spéciale de la Commission. À la suite du succès des deux premières éditions du Dialogue, la troisième aura lieu en novembre 2012 avec pour grand thème « L'Union africaine d'ici dix ans – approfondir les partenariats à l'appui du programme de développement de l'Afrique ».

234. Afin de renforcer le contrôle sur la gestion stratégique des ressources extrabudgétaires et d'assurer une planification, une budgétisation et une gestion intégrées des ressources budgétaires (ordinaires et extrabudgétaires), la CEA a créé en 2006 un comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (le CCQAB). Ce comité surveille la gestion et l'affectation des ressources extrabudgétaires, exerçant en cela la même diligence qu'à l'égard des ressources ordinaires, en veillant à ce que l'affectation des ressources extrabudgétaires soit subordonnée aux priorités stratégiques de la CEA et des donateurs, et en encourageant une exécution conjointe des programmes. Le Comité est présidé par la Secrétaire exécutive adjointe et se réunit régulièrement; il a tenu plusieurs réunions pendant la période à l'examen.

235. Comme la Commission envisage de renouveler les partenariats existants et d'en nouer d'autres, on s'est déjà attelé à l'élaboration d'un nouveau plan d'activités pour la période 2013-2015. Ce plan étalé sur trois ans définira les domaines prioritaires dans lesquels la Commission prévoit de renforcer son activité et de mobiliser des ressources supplémentaires en complément du budget ordinaire. Le plan mettra aussi en lumière les succès et les problèmes rencontrés dans l'exécution du Plan d'activité pour 2010-2012.

236. Pendant la période à l'examen, la CEA a signé des accords de financement pour un montant total de 19,4 millions de dollars des États-Unis. La répartition par thème des ressources extrabudgétaires pour la période 2010-2011 figure au tableau 1 ci-dessous.



**Tableau 1: Répartition par thème des ressources extrabudgétaires pour 2010-2011 (en millions de dollars des États-Unis)**

Domaines thématiques	2010	2011	Total
Développement économique et NEPAD	2,25	1,3	3,55
Intégration régionale, infrastructure et commerce	3,45	5,1	8,55
Promotion de la bonne gouvernance et administration publique	0,52	2,1	2,62
TIC, science et technologie	1,33	2,7	4,03
Renforcement des statistiques et développement de la capacité statistique	0,07	0,8	0,87
Promotion de l'égalité entre les sexes et du développement social	0,65	1,2	1,85
Sécurité alimentaire et développement durable	13,03	5,3	18,33
Manifestations spéciales	0,74	0	0,74
Renforcement des institutions	0	0,3	0,3
Administration, direction exécutive et gestion	0	0,6	0,6
Total général	22,04	19,4	41,44



## CHAPITRE IV

### Cinquième réunion annuelle conjointe de la conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement Économique de la commission économique pour l'Afrique (CEA)

#### A. Participation

237. La cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) s'est tenue au Centre de conférences de l'Union africaine, à Addis-Abeba (Éthiopie), les 26 et 27 mars 2012.

238. Ont pris part à la réunion les représentants des États membres suivants: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

239. Les communautés économiques régionales ci-après étaient représentées: Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

240. Étaient aussi représentées: l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, la Banque africaine de développement (BAD), la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

241. Les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentés: Banque mondiale, Bureau des commissions régionales à New York, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Bureau de liaison du Bureau de coordination des affaires humanitaires auprès de la CUA, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Fonds international de développement agricole (FIDA), Fonds monétaire international (FMI), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation mondiale de la météorologie (OMM), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Programme alimentaire mondial (PAM), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Union internationale des télécommunications (UIT).

242. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés en qualité d'observateur: Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Italie et Japon.

243. Les organisations ci-après étaient également représentées par des observateurs: Africa Governance and Monitoring Project, African Advisory Board, African Center for Development Capacity Building (AFCAB), African Export-Import Bank, African Health Economics and Policy Association (AfHEA), African Monitor (African Voices for Africa's Development), Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Association des banques centrales africaines (ABCA), Autorité intergouvernementale



pour le développement (IGAD), Bureau international de liaison d'OXFAM auprès de l'Union africaine, Center for Constitutional Governance (CCG), Central Organization of Trade Unions (COTU), Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (ACARTSOD), Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CoDA), Chambre panafricaine du commerce et de l'industrie (CPACI), Columbia University, Congrès des économistes africains, Development Consulting Associates (DEV-CAS), Dukes Transnational, Ethiopian Tourist Trading Enterprise (ETTE), Fédération des chambres de commerce et d'industrie de l'Afrique de l'Ouest (FCCIAO), Federation of Unions of South Africa (FEDUSA), Femmes Africa Solidarité (FAS), Femmes entrepreneurs et femmes d'affaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (FEFA/CEDEAO), Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), Forum et Réseau africain sur la dette et le développement (AFRODAD), Global Coalition for Efficient Logistics (GCEL), HelpAge International Ethiopia, Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI), Initiative « Un enfant, un ordinateur », Institut d'études de sécurité (ISS), JIC-Développement, Kale Hiwot Church, Ligue des États arabes, New African Magazine (en français), Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ONE Campaign, Organisation internationale des employeurs (OIE), Pan-African Policy Research, Institute for African Alternatives (IFAA), Save the Children, Smart Entertainment, Tax Justice Network-Africa, The Tony Elumelu Foundation, Third World Network Africa, Union économique et monétaire ouest-africaine (UEOMA), Union européenne, Union panafricaine des postes, United Nations Millennium Campaign in Africa, Université du Caire, Université de Lille, Université de Lomé, University of Nigeria-Nsukka, University of Gambia et UPBEAT Marketing.

## B. Élection du Bureau

244. Suite aux consultations entre les délégations qui s'étaient tenues précédemment, les États membres ci-après ont été élus à l'unanimité par les participants à la réunion pour constituer le nouveau Bureau:

Président:	Gabon
Premier Vice-Président:	Libye
Deuxième Vice-Président:	Swaziland
Troisième Vice-Président:	Érythrée
Rapporteur:	Côte d'Ivoire

## C. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

245. Les travaux de la réunion ont été menés dans le cadre de séances plénières et de trois tables rondes parallèles portant sur les points inscrits à l'ordre du jour qui suit, tel qu'adopté à la réunion:

### *Thème: Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale*

1. Ouverture de la réunion.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
4. Dialogue de haut niveau sur le thème de la réunion: *Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale.*
5. Tables rondes parallèles:
  - a. Étude prospective concernant l'Afrique à l'horizon 2050;
  - b. Crise de la zone euro – conséquences et enseignements pour l'Afrique;
  - c. Programme de développement africain après les OMD.
6. Rapports des tables rondes.
7. Lancement du *Rapport économique sur l'Afrique (2012)*.
8. Examen du rapport et des principales recommandations de la réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique de la CEA.
9. Questions diverses.
10. Examen et adoption du projet de déclaration ministérielle et des projets de résolution.
11. Clôture de la réunion.



## D. Compte rendu des travaux

### Ouverture de la réunion

246. La réunion a été ouverte par M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, qui a prononcé un discours liminaire sur le thème de la réunion. Des déclarations ont également été prononcées dans le cadre de la séance d'ouverture par M. Souleymane Cissé, Ministre du plan et chef de la délégation de la République de Guinée et Président du Bureau sortant, M. Abdoulie Jannah, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, et M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine (CUA). La séance était présidée par M. Désiré Guedon, Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, de l'emploi et du développement durable du Gabon, en sa qualité de Président du Bureau.

247. M. Souleymane Cissé a commencé son intervention en remerciant le Gouvernement et le peuple éthiopiens d'avoir accueilli la réunion. Il a souhaité la bienvenue aux dignitaires assemblés et autres délégués présents. Il a dit son plaisir au vu de l'impressionnante performance économique de l'Afrique au cours des dernières années, notant en particulier la grande résistance du continent à l'impact de la crise financière et économique mondiale, alors qu'il se préparait à affronter la menace posée par la crise actuelle de la dette dans la zone euro. Le thème retenu pour la session de 2012 – *Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale* – était donc opportun et pertinent à la lumière des récents événements ayant marqué l'économie mondiale. Le thème faisait de plus écho à celui de l'année précédente (*Gérer le développement en Afrique*) et aux conclusions du sommet tenu par le G20 à Séoul en 2010, dans le cadre duquel avait été reconnue l'importance croissante de l'Afrique en tant qu'acteur dans la nouvelle architecture mondiale en train de se dessiner. Il a conclu en félicitant le Comité d'experts de ses travaux des jours précédents sur le thème de la conférence et de ses recommandations importantes visant à faciliter la réalisation du potentiel de l'Afrique comme pôle de croissance mondiale, qui seraient examinées à la réunion. Il a remercié les membres du Bureau sortant pour le travail accompli au cours de l'année écoulée et a souhaité plein succès au nouveau Bureau.

248. Dans sa déclaration, M. Abdoulie Jannah, Secrétaire exécutif de la CEA, a souhaité la bienvenue à tous les participants et remercié le Premier Ministre d'Éthiopie d'honorer la réunion de sa présence. Il

l'a aussi félicité pour sa vision du développement de l'Afrique et son rôle mobilisateur dans ce domaine, le qualifiant de panafricaniste de première classe. Il a également remercié le Président de la CUA, M. Jean Ping, et tous ses collaborateurs pour leur coopération et leur engagement envers le partenariat avec la CEA. À cet égard, le Secrétaire exécutif a exprimé sa reconnaissance à MM. Erastus Mwencha, Président adjoint, et Maxwell Mkwezalamba, Commissaire aux affaires économiques, pour leur implication personnelle dans toutes les activités conjointes des deux institutions.

249. Le thème choisi pour la session de 2012 – *Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale* – n'aurait pu être plus opportun, étant donné la réponse forte du continent à la crise économique et financière mondiale. L'Afrique devait profiter de la conjoncture internationale favorable pour se transformer. La réunion devrait être l'occasion de discuter des perspectives à court, à moyen et à long terme de l'Afrique, comme contribution à cet objectif important. À cet égard, il fallait analyser et examiner plus avant la crise de la zone euro et les incertitudes au niveau mondial qui risquaient d'avoir un impact négatif sur les perspectives de croissance de l'Afrique. Il fallait accorder l'attention voulue à d'autres facteurs importants pour parvenir à une transformation structurelle, dont notamment a) les progrès à faire en matière de gouvernance, b) l'amélioration de la gestion des ressources naturelles dans le contexte de la Vision africaine des mines, c) la mise en pratique des conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), d) la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes, e) la mobilisation des ressources nationales pour le développement, y compris la lutte contre les flux financiers illicites, f) l'exploitation du potentiel que les Africains de la diaspora représentent, g) la transformation du secteur agricole pour assurer la sécurité alimentaire et surmonter les risques de sécheresse et de famine et h) la promotion du commerce intra-africain comme moteur de la croissance dans le contexte de l'intégration régionale.

250. Enfin, il était permis de placer de grands espoirs en l'Afrique, dont la capacité de devenir un protagoniste majeur à l'échelle mondiale était à la fois réaliste et réalisable. Cependant, cela nécessiterait de la persévérance dans l'effort et une participation active des dirigeants africains pour s'assurer que le continent contribue à la croissance mondiale et la prospérité.

251. Dans sa déclaration, M. Jean Ping, Président de la CUA, a exprimé sa gratitude au Gouvernement et au peuple d'Éthiopie pour avoir accueilli la réunion et a félicité le Premier Ministre, M. Meles Zenawi,



pour la manière exceptionnelle dont il assume son rôle dirigeant. Il a également remercié M. Abdoulie Jannah, Secrétaire exécutif de la CEA, pour les relations renforcées de collaboration et de partenariat unissant la Commission de l'Union africaine et la CEA. Il a félicité le Gouvernement de la République de Guinée, Président du Bureau sortant, pour le travail effectué au cours de son mandat. La réunion avait lieu à un moment d'incertitude pour l'économie mondiale, caractérisé par plusieurs crises, notamment la crise de la dette de la zone euro. Cela étant, les pays africains avaient montré une remarquable capacité à résister aux pires effets de la crise et avaient renoué avec la croissance en 2010. Comme preuve de ce remarquable redressement, on pouvait noter que, sur les 15 pays ayant la croissance économique plus rapide dans le monde aujourd'hui, 10 étaient africains. En 2010, deux pays d'Afrique avaient enregistré un produit intérieur brut (PIB) par habitant plus élevé que celui de la Chine, tandis que six autres avaient un PIB par habitant plus élevé que l'Inde. Ainsi, une nouvelle carte de la croissance mondiale prenait forme, et un consensus était en train d'émerger sur le décollage économique de l'Afrique, soutenu par des facteurs tels que des ressources humaines et naturelles abondantes, une expansion démographique et une population jeune, l'amélioration des politiques macroéconomiques et des réformes institutionnelles et une conjoncture propice aux investissements et aux affaires.

252. Passant au thème de la réunion, le Président de la CUA a dit qu'il était possible de libérer le potentiel de l'Afrique comme pôle de croissance mondiale si certaines conditions étaient remplies. Tout d'abord, des mesures devaient être prises pour s'assurer que les bons résultats obtenus récemment en matière de croissance par le continent se traduisent par une réduction de la pauvreté et le développement humain durable. Il fallait aussi renforcer les efforts visant à éliminer plusieurs contraintes et obstacles auxquels le continent était confronté. Il fallait ainsi: a) assurer la stabilité économique et la croissance pour réduire le chômage et la pauvreté, b) réduire les conflits politiques et s'attaquer aux problèmes de gouvernance, c) promouvoir le commerce et l'investissement, d) développer le capital humain et les infrastructures et e) renforcer l'intégration régionale et les échanges intra-africains.

253. Dans sa brève allocution d'ouverture, M. Désiré Guédon, Président du Bureau, a remercié la réunion de l'honneur qui lui était fait, à lui et son pays, en l'élisant à la présidence du Bureau et s'est engagé à faire de son mieux pour être à la hauteur de sa mission. Il a félicité le Président et les autres membres du Bureau sortant du travail réalisé au cours de l'année. Il a assuré la réunion qu'il travaillerait en coopération

étroite avec les autres membres du nouveau Bureau et les États membres pour mettre en œuvre les principales recommandations de la réunion.

254. Le Premier Ministre, M. Meles Zenawi, a chaleureusement accueilli tous les participants et s'est fait l'écho de l'idée désormais admise et consensuelle que l'Afrique était en effet prête à devenir le prochain pôle de croissance mondiale. Il a noté la qualité du document de fond établi en vue de la réunion, relevant qu'il y était utilement mis en évidence les facteurs les plus importants qui pourraient aider l'Afrique à émerger comme le prochain pôle de croissance mondiale. Ces facteurs étaient les ressources naturelles abondantes du continent, l'avantage démographique que représente une population jeune et en augmentation et l'amélioration de la gestion macro-économique enregistrée au cours des dernières années. De fait, les facteurs mêmes qui avaient entravé la croissance et le développement du continent dans le passé étaient désormais les principales sources de son potentiel. Trois éléments nouveaux majeurs à l'échelle mondiale avaient transformé ces facteurs en sources potentielles de croissance pour l'Afrique: a) la croissance connue par la Chine et l'Inde au cours des trois dernières décennies avait contribué à faire monter les prix des ressources naturelles, y compris minières et agricoles, et cette tendance mondiale avait encouragé à investir à long terme dans ces ressources; b) les pays émergents avaient atteint un stade où, à mesure qu'ils se hissaient plus haut dans la chaîne de valeur mondiale, ils devaient éliminer certains emplois manufacturiers pour permettre une nouvelle vague d'industrialisation, avec pour corollaire la délocalisation de la transformation à haute intensité de main-d'œuvre en Afrique et dans d'autres régions en développement; c) il convenait de surmonter le déséquilibre de l'économie mondiale et de compenser la perte de croissance mondiale résultant de la dette massive des pays avancés et de l'épargne considérable des pays émergents, laquelle devait être dirigée de manière productive vers les investissements dans les pays en développement. Au vu de ces trois facteurs, l'Afrique avait une occasion unique d'utiliser son avantage démographique et ses ressources naturelles pour attirer des investissements et participer à la nouvelle vague de délocalisation industrielle.

255. Pour exploiter cette possibilité, les pays africains devaient rejeter le modèle néolibéral du passé qui avait entravé les progrès du continent et l'avait maintenu dans un état de perpétuel sous-développement. Le continent devait édifier des États développementalistes efficaces et capables en investissant dans les infrastructures et la mise en valeur des ressources humaines à l'appui du secteur manufacturier et d'une agricul-



ture créatrice de valeur ajoutée, ce qui créerait un effet d'entraînement partout sur le continent. L'État jouait aussi un rôle central dans la construction d'infrastructures solides et la formation de ses citoyens, tandis que le secteur privé devait être encouragé à pallier les lacunes en tant que partenaire.

256. Enfin, le Premier Ministre a encouragé tous les pays africains à appuyer la candidature de Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre des finances du Nigéria, à la présidence de la Banque mondiale. Sa candidature montrait que le vent du changement soufflait dans ce que le Premier Ministre a décrit comme « la citadelle de l'idéologie néolibérale en faillite ».

257. Il a ensuite déclaré la réunion officiellement ouverte et a souhaité plein succès aux ministres dans leurs délibérations.

**Dialogue de haut niveau sur le thème de la Conférence: Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale (point 4 de l'ordre du jour)**

258. La discussion sur le thème de la conférence a été dirigée par un groupe de haut niveau d'orateurs et d'intervenants représentant les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé, qui ont abordé différents aspects du thème. Ce groupe était composé de M. Pravin Gordhan, Ministre des finances de l'Afrique du Sud, M. Souleymane Cissé, Ministre du plan de la Guinée, M. Kanayo Nwanze, Président du Fonds international de développement agricole, Lord Paul Boateng, ancien ministre britannique, Mme Frannie Léautier, Secrétaire exécutive de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, M. J. S. Koroma, Président de l'Union Trust Bank (Sierra Leone) et M. Arnold Ekpe, administrateur général de Ecobank Transnational Incorporated. Le débat était animé par Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre des finances du Nigéria.

259. Dans ses remarques liminaires, Mme Ngozi Okonjo-Iweala a relevé que le thème retenu pour la session de 2012, « *Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale* », marquait un changement dans la façon dont l'Afrique percevait son rôle dans l'économie mondiale. Le thème était également approprié en raison de la forte croissance économique soutenue enregistrée par plusieurs pays africains au cours des dernières années. Elle a lancé le dialogue en invitant les intervenants à répondre à plusieurs questions donnant matière à la réflexion:

- a. Comment les possibilités offertes par la situation de l'Afrique aujourd'hui pouvaient-elles être saisies afin de libérer le potentiel du continent en tant que pôle de croissance mondiale?
- b. Comment l'Afrique pouvait-elle surmonter son déficit infrastructurel, notamment dans le domaine des télécommunications?
- c. Comment les pays africains pouvaient-ils assurer à leurs citoyens un meilleur accès aux soins de santé?
- d. Comment l'Afrique pouvait-elle être réindustrialisée?
- e. Que pouvait-il être fait pour hisser l'Afrique plus haut dans la chaîne de valeur?
- f. Comment la productivité de l'Afrique pouvait-elle être améliorée?
- g. Comment l'Afrique pouvait-elle tirer parti des possibilités offertes par les changements climatiques?
- h. Comment l'Afrique pouvait-elle tirer parti des emplois dans le secteur manufacturier, à mesure que les économies émergentes se hissaient plus haut dans la chaîne de valeur?
- i. Comment l'Afrique pouvait-elle exploiter son potentiel commercial, au niveau intra-africain et extérieur?
- j. Comment l'Afrique pouvait-elle devenir une destination majeure pour l'investissement?

260. M. Pravin Gordhan a commencé son intervention en disant que le potentiel économique de l'Afrique était lié aux événements prenant place dans le monde, comme la récente crise financière et économique mondiale et la crise de la dette souveraine en Europe. Il a également souligné les transitions multiples dans l'ordre économique international, qui ont commencé dans les années 70 et 80 et se sont caractérisées par des alignements répétés dans les relations économiques entre les pays, beaucoup de créanciers devenant débiteurs et vice versa.

261. À son avis, la croissance économique seule n'était pas suffisante pour transformer l'Afrique en un pôle de croissance mondiale. Il fallait pour cela une croissance inclusive et de qualité, qui crée des emplois, réduise les inégalités et améliore le bien-être des gens ordinaires. Les facteurs susceptibles de



contribuer à la croissance économique de l'Afrique comprenaient son importante population jeune, ses abondantes ressources minérales et l'amélioration de la gestion économique. Dans l'ensemble, l'Afrique avait besoin d'une nouvelle voie de croissance axée sur l'investissement infrastructurel et la transformation et permettant au continent de tirer parti des opportunités créées, à mesure que des pays émergents tels que la Chine se hissaient plus haut dans la chaîne de valeur. Le facteur humain, notamment le renforcement des capacités grâce à une formation appropriée, devait aussi être un élément central de cette nouvelle voie de croissance. En outre, sur le plan stratégique, il convenait d'accélérer les efforts d'intégration régionale.

262. Pour sa part, M. Souleymane Cissé a souligné la nécessité pour les pays africains d'avoir une vision commune de ce que le continent devrait être à l'avenir. Le fait que le débat portait sur la manière de « libérer le potentiel de l'Afrique » impliquait que le potentiel actuel était limité, ce qui mettait en évidence la nécessité d'examiner les facteurs entravant la transformation économique du continent. Les principales contraintes constatées comprenaient une gouvernance économique, politique et judiciaire déficiente, des infrastructures inadéquates, notamment dans le domaine de l'énergie, et la faible productivité du secteur agricole, dont vivaient la plupart des ruraux. L'insuffisance des fonds disponibles pour le développement et la corruption avaient été également identifiés comme des contraintes pesant sur la transformation économique en Afrique.

263. M. Kanayo Nwanze a essentiellement parlé du rôle de l'agriculture dans la croissance économique de l'Afrique, soulignant que, alors qu'elle constituait un secteur essentiel de l'économie des pays africains, l'agriculture restait sous-exploitée malgré son énorme potentiel. Le principal obstacle au développement de l'Afrique était la défaillance des dirigeants dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Les Africains devaient changer leur mentalité et ne plus se contenter de parler de potentiels, qui ne contribuent pas à nourrir ceux qui ont faim. Des mesures concrètes devaient être prises vers la pleine mise en œuvre de programmes et projets qui auraient un impact tangible sur la vie des gens. Il était tout aussi important d'élaborer un cadre de développement multiculturel après-OMD et de faire en sorte que le changement en Afrique trouve son assise sur le continent même et ne soit pas imposé de l'extérieur.

264. Dans son intervention, Lord Paul Boateng a mis en avant plusieurs concepts pertinents s'agissant d'une croissance équitable et durable: l'unité dans

la diversité, l'adaptabilité des politiques et la flexibilité des marchés, la concurrence et la coopération, l'intégration régionale, la science et la technologie (y compris la recherche-développement, accompagnée de la reconnaissance de l'innovation locale et son encouragement). Il était important que les politiques adoptées viennent appuyer l'innovation et que les pays africains investissent davantage dans la recherche-développement, dont le budget représentait actuellement moins de 0,3% du PIB. Il était tout aussi important de mettre en place des mécanismes appropriés pour la protection des droits de propriété intellectuelle. Il fallait encore que les pays africains investissent plus dans l'enseignement supérieur et universitaire et cherchent à se doter du capital humain de la plus haute qualité. Il fallait poser comme principe que « seul le meilleur est à considérer comme suffisamment bon pour l'Afrique ». L'intégration régionale et la coopération devaient également être encouragées par le développement des infrastructures régionales (route, rail, ports).

265. Dans son intervention, Mme Frannie Léautier a souligné la nécessité pour les pays africains de pleinement exploiter leurs ressources naturelles pour accélérer leur développement. L'investissement dans la recherche était aussi essentiel, particulièrement pour ce qui était de rechercher de nouvelles possibilités, dont de nouvelles sources de croissance, et d'investir dans l'avenir. Les pays africains devaient aussi se montrer novateurs et apprendre de l'expérience d'autres pays en matière de développement. Tout aussi importante était la nécessité d'une bonne gouvernance et d'une direction éclairée afin de créer les conditions nécessaires pour que tous les segments de la société contribuent au processus de développement. Il fallait aussi un meilleur système d'information en matière de relations du travail. Il fallait encore accorder l'attention voulue au développement des infrastructures, y compris les réseaux énergétiques et les marchés multipays, aux réseaux de transports régionaux, à la gestion de l'eau, aux technologies de l'information et de la communication (TIC), à l'agriculture et à la formation et au renforcement des compétences, y compris pour ce qui était de mettre à profit le potentiel que la diaspora africaine représente.

266. Dans son intervention, M. Koroma a souligné l'importance d'institutions financières solides pour atteindre la croissance économique et la transformation en Afrique. Le secteur informel représentait une part importante de l'économie du continent et devait donc être réduit. De plus, contrairement aux pays dotés de marchés et de systèmes financiers plus développés, les pays africains ne disposaient pas des mécanismes nécessaires pour venir au secours des



banques en situation de faillite. L'Afrique ne pouvait par conséquent pas compter sur les structures et les mécanismes financiers existants, qui remontaient à l'époque coloniale, si elle voulait devenir un nouveau pôle de croissance mondiale. Enfin, des systèmes financiers solides contribueraient à stimuler le commerce, à mobiliser des ressources et à remédier aux crises économiques.

267. M. Arnold Ekpe, parlant de l'importance de l'ouverture des marchés, a observé que le plein potentiel économique du continent n'avait pas été satisfait en raison de la fragmentation importante parmi les pays africains, qui gênait le commerce et l'investissement transfrontières. Certains pays africains avaient des ressources importantes qu'ils pouvaient investir dans d'autres pays sur le continent. Les investissements intra-africains supposaient la libre circulation des capitaux et des personnes, surtout des spécialistes. Tout aussi flagrante était la nécessité de politiques visant à promouvoir les investissements intra-africains et à renforcer l'infrastructure financière de l'Afrique, élément essentiel pour le financement du développement sur le continent. Enfin, un sommet Afrique-Afrique devrait se tenir pour discuter des investissements intra-africains à l'appui du développement du continent.

268. Mme Ngozi Okonjo-Iweala a résumé en posant quelques questions qui mettaient en évidence les principaux messages délivrés par les intervenants. Ces questions ont donné le ton pour le débat général qui a suivi:

- a. Où l'Afrique devrait-elle en être dans 25 ans?
- b. Comment pouvait-on atteindre une croissance économique sans exclusive?
- c. Comment les besoins des jeunes Africains pouvaient-ils être satisfaits?
- d. Comment pouvait-on faciliter la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux à travers le continent?

269. Mme Ngozi Okonjo-Iweala a également souligné l'importance de la vision et de la planification à long terme, comme cela avait été le cas en Chine sous Jiang Zemin. Elle a appelé les participants à se concentrer sur les possibilités plutôt que sur les problèmes, déjà bien connus.

270. En plus de ces questions, la discussion qui a suivi a porté sur un certain nombre de points et de facteurs susceptibles de contribuer à libérer le potentiel

de l'Afrique comme pôle de croissance mondiale: la mise en valeur du capital humain, le rôle de l'État et du secteur privé dans le développement économique, l'appropriation par l'Afrique du programme de développement du continent, le financement du développement, la croissance sans exclusive, la mise en œuvre décevante des politiques et des stratégies de développement, le rôle de la diaspora dans le développement de l'Afrique, l'intégration régionale, les partenariats et le développement industriel. La discussion a également été nourrie par le document de fond et les recommandations issues de la réunion des experts concernant le thème de la session.

271. Plusieurs orateurs ont reconnu l'importance de la mise en valeur du capital humain pour la transformation de l'Afrique et souligné la nécessité d'investir davantage dans l'enseignement supérieur, ainsi que de réformer les systèmes éducatifs du continent pour répondre aux besoins en évolution des marchés du travail aux niveaux national et international.

272. Plusieurs délégations ont fait leur l'observation du Premier Ministre selon laquelle l'Afrique avait besoin d'États développementistes performants avec un secteur public efficace, travaillant aux côtés de secteurs privés dynamiques, et ayant un meilleur accès au financement. Dans l'ensemble, la nécessité de dirigeants visionnaires et de bureaucraties compétentes pour œuvrer à la transformation structurelle a été soulignée. Il a aussi été dit avec force que l'Afrique devait s'approprier et prendre la tête de l'effort de développement du continent. La confiance en soi était aussi importante si l'Afrique devait réaliser sa vision d'un pôle de croissance mondiale en devenir.

273. Les participants ont également approuvé l'idée d'un sommet « Afrique-Afrique » visant à faciliter les investissements entre les pays africains.

274. Il a été souligné que l'Afrique devait réduire sa dépendance vis-à-vis de l'aide publique au développement (APD) et mettre davantage l'accent sur l'investissement étranger et national. Il fallait aussi renforcer l'infrastructure financière du continent, d'autant que l'accroissement de l'épargne intérieure représentait un intrant essentiel. Il a aussi été question de l'investissement étranger direct (IED) et des autres flux de capitaux vers l'Afrique, ainsi que des mesures visant à réduire le fardeau de la dette, surtout pour les pays les moins avancés ou à faible revenu, comme autant d'éléments dans un ensemble de moyens nécessaires pour financer le développement de l'Afrique. L'Afrique avait donc besoin de « parler d'une seule voix » et d'harmoniser sa position sur la gestion de la dette et ses rapports avec ses créanciers. À cet égard,



l'importance des envois de fonds et la contribution de la diaspora au financement du développement ont aussi été mises en relief.

275. En outre, un appel a été lancé à une stratégie coordonnée entre les pays africains dans leurs rapports avec les partenaires extérieurs afin de retirer un avantage maximal de tels partenariats et de promouvoir ainsi le programme de développement du continent.

276. Plusieurs ministres ont noté que le développement et la croissance sans exclusive devaient être une priorité urgente pour l'Afrique, compte tenu du fait que la récente croissance économique du continent ne s'était pas traduite en résultats tangibles pour la majorité des Africains. À cet égard, il convenait de mettre la réduction de la pauvreté et le développement social au centre des stratégies nationales de développement. Des politiques expressément conçues pour réduire les inégalités et promouvoir l'inclusion étaient essentielles. Il était temps pour l'Afrique de se concentrer sur la création d'emplois décents, la garantie de salaires corrects, l'accès aux services de base et une gouvernance meilleure et plus responsable.

277. Certains participants ont déploré le bilan de l'Afrique dans la mise en œuvre des stratégies de développement et des engagements pris dans les grandes conférences et souligné le besoin urgent de briser ce « cycle de non-mise en œuvre ». Il fallait en particulier porter attention à l'application des recommandations et des conclusions de la présente Conférence ministérielle.

278. En ce qui concernait le développement industriel, il a été dit avec insistance que les pays africains devaient saisir les possibilités offertes par la relocalisation au niveau mondial du secteur manufacturier, notamment venant des pays émergents qui étaient en train de se hisser plus haut dans la chaîne de valeur mondiale. À cet égard, la recherche-développement et les TIC seraient vitales. L'utilisation de nouvelles technologies et stratégies de production était essentielle pour s'élever dans la chaîne de valeur mondiale et obtenir le statut de pays à revenu moyen.

## Conclusions et recommandations

279. Le point de vue qui s'est généralement dégagé de la discussion était que le potentiel de l'Afrique comme pôle de croissance mondiale pourrait être libéré si les pays africains et leurs partenaires de développement prenaient certaines mesures pour relever quelques-uns des défis mis en évidence. À cette fin, il a été recommandé que les pays africains:

- a. Revoient leurs systèmes d'enseignement et investissent davantage dans l'enseignement supérieur;
- b. En collaboration avec les organisations sous-régionales et continentales, élaborent une vision à long terme afin de guider le développement socio-économique du continent;
- c. En collaboration avec les organisations sous-régionales et continentales, ainsi que d'autres parties prenantes, organisent un sommet « Afrique-Afrique » visant à faciliter les investissements entre les pays africains;
- d. Facilitent l'accès au financement du développement pour les jeunes entrepreneurs;
- e. Élaborent une position harmonisée sur la gestion de la dette et les rapports avec les créanciers;
- f. En collaboration avec les organisations sous-régionales et continentales, élaborent une stratégie globale concernant leurs rapports avec les partenaires extérieurs, notamment les pays émergents.

### **Communication spéciale de M. Walter Fust, ambassadeur et président de la Fondation africaine pour l'innovation sur L'innovation au service de la croissance et du développement de l'Afrique**

280. À la suite du débat consacré au thème de la réunion, le Président a invité M. Walter Fust, ambassadeur et président de la Fondation africaine pour l'innovation, une organisation à but non lucratif basée en Suisse, à parler de l'innovation au service de la croissance et du développement en Afrique. M. Fust a mis en évidence le rôle crucial de l'innovation dans le développement économique et social. L'innovation créait de la valeur, des emplois et du revenu; elle générait de la demande, ouvrait de nouvelles perspectives économiques et contribuait à la transformation économique. Pour que les innovations fleurissent et aboutissent, il fallait un environnement propice. Cela incluait la bonne gouvernance, un régime de propriété intellectuelle solide, l'accès au capital, des connaissances, des infrastructures adéquates et des possibilités d'apprentissage permanent. L'innovation était le résultat de l'inventivité couplée à l'esprit d'entreprise, pour créer de la nouvelle valeur économique. L'esprit d'entreprise et les capitaux à risque étaient aussi essentiels à l'innovation. Même si les mécanismes du marché pouvaient conduire à des solutions propices au développement, ils ne pouvaient pas remplacer l'État et son rôle central et directeur dans la création



d'un environnement favorable aux activités du secteur privé. L'objectif de la Fondation était de promouvoir la croissance et le développement durable en Afrique grâce à la promotion de la science, de la technologie et des métiers d'ingénieur chez les jeunes Africains, hommes et femmes, pour concevoir des solutions innovantes ayant un grand potentiel de commercialisation. À cet égard, la Fondation, en collaboration avec la CEA, lancerait le prix africain de l'Innovation lors d'une manifestation organisée en marge de la présente réunion.

**Tables rondes parallèles sur des questions centrales pour le développement de l'Afrique (point 5 de l'ordre du jour)**

281. Au titre de ce point de l'ordre du jour, trois tables rondes parallèles ont été organisées afin de permettre des discussions approfondies sur trois sujets s'inscrivant dans le contexte du thème de la réunion:

- a. Étude prospective concernant l'Afrique à l'horizon 2050;
- b. Crise de la zone euro – conséquences et enseignements pour l'Afrique;
- c. Programme de développement africain après les OMD.

282. Ont participé aux trois tables rondes des ministres, des gouverneurs de banque centrale, de hauts fonctionnaires et experts de l'ONU et d'autres organisations, ainsi que des représentants de la société civile et du secteur privé. Les débats ont été guidés par les documents techniques de référence établis par le Secrétariat, ainsi que par plusieurs exposés et les expériences de quelques pays.

**Table ronde sur l'étude prospective concernant l'Afrique à l'horizon 2050**

283. La table ronde a été coprésidée par M. Benjamin Mkapa, ancien Président de la Tanzanie et Coprésident du Forum africain des marchés émergents, et M. Horst Köhler, ancien Président de l'Allemagne et Coprésident du Forum africain des marchés émergents. Les intervenants étaient au nombre de six: M. Shamsudeen Usman, Ministre de la planification nationale et Vice-Président de la Commission nationale de planification du Nigéria, Mme Sheila Sisulu, Directrice exécutive adjointe du Programme alimentaire mondial, M. Essop Pahad, ancien ministre auprès de la Présidence de l'Afrique du Sud et rédacteur en chef de *The Thinker Magazine*, M. Kako Nubukpo, professeur à l'Université de Lomé (Togo),

M. Benjamin Turok, Directeur du Pan-African Policy Research Institute for African Alternatives, et M. Harinder Kohli, Président et Directeur général de Centennial Group International et Directeur exécutif et Directeur fondateur de Emerging Markets Forum. Les coprésidents et les six intervenants ont parlé de la nécessité d'une vision africaine pour l'horizon 2050.

284. M. Abdoulie Jannah a présenté la table ronde et fait un bref historique de l'*Étude prospective concernant l'Afrique à l'horizon 2050*, rappelant son objectif et sa raison d'être. Le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale et ses perspectives à long terme restaient menacés par de grandes incertitudes dans l'économie mondiale, les économies africaines étant fortement dépendantes des exportations de ressources naturelles. Le continent devait développer une stratégie saine et comprendre la voie de son développement pour penser son avenir dans les 30 à 40 prochaines années. L'étude explorerait l'avenir de l'Afrique et examinerait comment la productivité et la compétitivité du continent pourraient être renforcées, en mettant à profit sa bonne fortune actuelle pour réaliser la croissance durable, le développement et la transformation. C'est dans ce contexte que s'inscrivait l'étude.

285. L'étude prendrait pleinement en compte la dynamique démographique du continent, qui constituait un élément fondamental de la planification du développement. Elle s'intéresserait aussi aux enjeux intergénérationnels. En ce qui concerne la méthodologie, plusieurs experts renommés (une quinzaine) seraient sélectionnés à travers le continent pour réaliser l'étude.

286. À la suite de l'introduction par le Secrétaire exécutif de la CEA, les intervenants ont présenté leur point de vue sur l'avenir de l'Afrique, abordant plusieurs questions saillantes, dont l'importance de la bonne gouvernance, d'une direction politique éclairée et d'institutions fortes, de la dynamique démographique, du besoin de diversification économique et de création de valeur ajoutée, du développement du secteur privé, de l'éducation et de la formation, de plans de développement à long terme bien ciblés et de l'appropriation par l'Afrique du processus de développement. Les autres questions clés abordées par les intervenants ont notamment porté sur l'importance de la sécurité alimentaire pour le développement durable, la participation et l'implication de toutes les parties prenantes et l'engagement à montrer en faveur de la mise en œuvre, et l'accès à des données permettant de suivre les progrès, ainsi que la disponibilité de ces données.



287. Dans la discussion générale qui a suivi, les participants ont salué l'initiative de la CEA visant à dégager une vision à l'échelle du continent pour l'an 2050. Les questions clés soulevées comprenaient notamment l'objectif, l'approche, la portée, la structure et le financement de l'étude. Les participants ont souhaité une étude ambitieuse et approfondie, qui souligne le principe d'inclusivité et d'appropriation de ces questions par le continent et soit axée sur la mise en œuvre et les résultats. Le rôle des partenaires de développement dans l'appui à apporter à l'étude a aussi été mis en relief, ainsi que la nécessité de l'articuler autour d'un plan concret incluant une analyse de la manière dont les visions nationales et sous-régionales du développement seraient alignées sur la vision à l'échelle du continent. Le délai pour la réalisation de l'étude (considéré trop court par beaucoup) et la nécessité de collaborer avec d'autres institutions et chercheurs africains travaillant sur des études et des projets similaires sur le continent ont également fait l'objet de commentaires. Un point cardinal qui a été soulevé à plusieurs reprises dans la discussion était qu'il fallait éviter, dans le cadre de l'étude, de comparer l'Afrique comme continent à des économies émergentes telles que l'Inde, la Chine et le Brésil, étant donné la diversité du continent et la variété qu'on y trouve en termes de conditions et de besoins.

288. L'étude proposée devrait prendre en compte un certain nombre de questions clés, notamment l'évolution démographique, les changements climatiques, la mondialisation, les facteurs géopolitiques, notamment les événements récents d'Afrique du Nord, l'intégration régionale (privilegiant l'infrastructure et le développement énergétique), la cohésion sociale, la nécessité de créer de la valeur ajoutée, la fuite des cerveaux, les flux financiers illicites, la sécurité alimentaire, l'autonomisation des jeunes et la gouvernance. L'importance d'un cadre efficace de suivi et d'évaluation a aussi été soulignée.

## Conclusions et recommandations

289. À la lumière de la discussion rapportée plus haut, les conclusions et les points d'accord suivants pouvaient être dégagés concernant la marche à suivre pour la réalisation de l'étude:

290. La vision du continent africain à l'horizon 2050 devait prendre en compte les visions et les plans de développement existant aux niveaux national et sous-régional. Le processus devait aussi reposer sur des consultations et être suffisamment inclusif pour garantir que les États membres y adhèrent.

291. Il fallait une plus grande participation du secteur privé dans la formulation de cette vision et le développement du continent. Le moment était venu de reconnaître le rôle constructif du secteur privé et d'encourager sa participation dans le processus de développement. Les partenariats public-privé pour le développement devaient également être renforcés.

292. Il fallait établir un ordre de priorité dans les mesures à prendre pour favoriser la vision du développement, compte tenu des ressources limitées du continent.

## II. Table ronde sur la crise de la zone euro – conséquences et enseignements pour l'Afrique

293. Ont participé au débat sur la crise de la zone euro des personnalités de haut niveau comprenant M. Njuguna Ndung'u, gouverneur de la Banque centrale du Kenya, M. Jean-Baptiste Compaoré, vice-gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et M. Abdoulaye Bio-Tchane, ancien directeur du Département Afrique au FMI. La discussion était animée par M. Perks Ligoya, gouverneur de la Banque de réserve du Malawi.

294. Dans une brève introduction, M. Perks Ligoya a retracé le contexte de la crise de la zone euro. Il a noté avec préoccupation qu'alors que le monde montrait enfin des signes de reprise après la crise financière de 2008-2009, l'économie mondiale était encore une fois menacée par la récession à cause de la crise de la dette souveraine de quelques États membres de l'Union européenne, crise qui représentait un grave problème pour la croissance et le développement de l'Afrique. Il a mis en évidence les mécanismes de transmission et les effets possibles de la crise de la zone euro pour les pays africains, notamment en matière de commerce (sur la demande européenne de produits en provenance d'Afrique), de risques souverains (par exemple une diminution de l'APD) et de liquidités (ce qui pourrait affecter les autres apports financiers tels que l'IED et les transferts de fonds par les migrants). Les autres effets à plus long terme comprenaient un recul du taux de croissance du PIB de l'Afrique, des coupes dans les budgets sociaux, une augmentation du chômage et plus de vulnérabilité et de pauvreté. Pour atténuer les répercussions de la crise de la zone euro sur les pays africains, il convenait que ceux-ci diversifient leur économie, et que la coopération Sud-Sud soit renforcée et le commerce intra-africain et l'intégration régionale encouragés.

295. Les interventions ont abordé différents aspects de la crise de la zone euro, y compris les caractéristiques propres à la récente crise financière mondiale



et ses canaux de transmission. Elles ont aussi porté sur les mesures que les pays africains pouvaient prendre en réponse.

296. Il est émergé des contributions des intervenants et de la discussion qui a suivi qu'il y avait un consensus général sur l'impact potentiel de la crise de la dette de la zone euro sur les économies africaines, au vu en particulier de plusieurs facteurs structurels et processus. Les principaux points et recommandations suivants sont ressortis du débat:

297. Les pays africains ne devaient pas se contenter d'attendre que les Européens trouvent des solutions à la crise, mais bien commencer à prendre des mesures pour limiter la contagion et encourager des moteurs alternatifs de croissance.

298. Le maintien d'une politique financière saine et de la stabilité macroéconomique devait être une priorité pour les économies africaines. Il convenait en outre de ne ménager aucun effort pour diversifier les partenaires commerciaux et les produits, renforcer le coussin financier des banques et gérer efficacement les flux de capitaux. De même, il était nécessaire de créer un espace financier et une administration fiscale forte pour renforcer la mobilisation des ressources et réduire la fraude.

299. Tandis que les mesures prises en réponse à la crise de 2008-2009 visaient à prévenir d'autres crises, la stratégie suivie devait dorénavant porter essentiellement sur la recherche de solutions à long terme. Les gouvernements devaient adopter les réformes nécessaires pour améliorer les conditions de l'activité économique au niveau national et mettre en place les incitations appropriées pour commencer à nourrir la demande intérieure.

300. Il apparaissait clairement que la crise de la zone euro s'expliquait par une dette publique excessive. Cela ne signifiait pas pour autant que la dette publique était une mauvaise chose, mais rappelait aux pays la nécessité d'investir prudemment les ressources empruntées dans des secteurs qui pourraient générer des moyens susceptibles d'aller au service de la dette. La transparence et la crédibilité étaient également des éléments importants de la politique économique.

301. En outre, la crise de la zone euro avait mis en relief le besoin d'intégration régionale, notamment en vue de l'union monétaire et de l'application d'engagements et de normes convenus au niveau régional, y compris pour ce qui était de coordonner la recherche de solutions aux problèmes.

302. Pour leur part, les pays développés devraient faire preuve d'initiative et montrer l'exemple de la coordination en s'attaquant d'urgence au problème de la crise de la dette souveraine européenne avant qu'elle ne provoque une récession majeure.

### *III. Table ronde sur le programme de développement africain après les OMD*

303. Ont participé à la table ronde de haut niveau sur le programme de développement africain après les OMD: M. Jameleddine Gharbi, Ministre tunisien du développement régional et de la planification, M. Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial pour l'Afrique et Haut-Représentant du Secrétaire général pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement, M. Charles Abugre, Directeur adjoint de la Campagne du Millénaire des Nations Unies pour l'Afrique, M. Zéphirin Diabré, ancien Administrateur associé du PNUD, M. Jay Naidoo, ancien Ministre auprès de la Présidence de l'Afrique du Sud et Président du Partnership Council of the Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN), M. Mario Pezzini, Directeur du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et M. Robert Liebenthal, spécialiste de l'économie du développement et ancien conseiller pour la région Afrique à la Banque mondiale. La discussion était animée par M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire de l'Union africaine aux affaires économiques.

304. La table ronde a fait le point des progrès réalisés et des défis qui restaient à relever pour atteindre les OMD d'ici 2015, ainsi que pour poursuivre l'action en faveur du développement de l'Afrique au-delà de 2015. Le Commissaire a énuméré plusieurs questions à considérer dans la perspective de l'après-2015: « Les OMD doivent-ils être conservés dans leur forme actuelle, avec simplement une extension du délai fixé pour leur réalisation? Les objectifs et les indicateurs devraient-ils être sensiblement révisés afin de refléter l'évolution des priorités en matière de développement? Doit-il y avoir un programme de développement entièrement nouveau? »

305. Les progrès accomplis dans la réalisation des OMD en Afrique avaient été mitigés. Des avancées remarquables avaient été enregistrées pour certains indicateurs, tels que le taux net de scolarisation au niveau primaire, la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, la participation des femmes aux processus décisionnels, la couverture vaccinale et la lutte contre la propagation du VIH/sida. Cependant, la qualité de l'éducation demeurait une préoccu-



tion et les progrès trop lents pour les OMD liés à la santé, notamment en matière de mortalité infantile et maternelle et d'accès à l'assainissement. La réduction des inégalités dans l'accès aux services sociaux de base restait aussi un grand problème.

306. Les intervenants ont notamment recommandé de mettre en place un programme de développement OMD+ qui prendrait en compte les objectifs et les résultats aux niveaux national et régional. Ce nouveau cadre devrait être axé sur le développement humain, la gouvernance, la création de valeur ajoutée, le suivi et l'évaluation, la mobilisation des ressources et la création d'emplois. Le processus devrait être sans exclusive et impliquer toutes les parties prenantes.

## Conclusions et recommandations

307. Les principaux points et recommandations qui ont émergé de la discussion portaient, entre autres, sur la nécessité des mesures suivantes: intégrer les OMD dans les plans nationaux de développement et se concentrer sur quelques secteurs clés; adopter une approche intersectorielle pour la mise en œuvre et investir dans la recherche statistique en vue d'une planification et d'une mise en œuvre basées sur les faits. De nombreux participants ont souligné que les conclusions de Rio+20 sur le développement durable devraient entrer en ligne de compte dans le programme de développement de l'après-2015.

308. Il est aussi ressorti de la discussion que l'eau et l'assainissement, les personnes âgées et l'extrême pauvreté étaient des questions particulièrement importantes dans le contexte du programme de développement de l'Afrique au-delà de 2015, de même que l'inclusion et la durabilité. Les recommandations spécifiques suivantes ont émergé de la discussion:

309. Les pays africains devaient jouer un rôle plus dynamique dans l'élaboration du programme de développement qui suivrait les OMD. Cela exigerait une vision et une stratégie communes.

310. Le programme pour après les OMD devait reposer sur les priorités nationales de développement. Les cibles devaient mieux tenir compte des conditions locales et des moyens limités dont les pays disposaient pour y parvenir.

311. Les pays africains devraient investir dans la statistique pour guider la production, en temps opportun, de données statistiques sur le continent qui soient de qualité et permettent des comparaisons et utiliser ces données dans les discussions sur les mesures à prendre.

À cet égard, les États membres ont été invités à ratifier et à adopter la Charte africaine sur les statistiques.

312. Les pays africains devraient mettre l'accent sur l'élaboration et l'exécution de politiques et stratégies nationales visant à mettre en place le nouveau cadre de développement. Ces politiques devraient se concentrer sur quelques domaines clés, y compris un exercice de l'autorité acquis à la cause publique, la bonne gouvernance, la mobilisation des ressources nationales, la protection sociale, l'égalité des sexes, l'emploi des jeunes et le renforcement des capacités. Le nouveau cadre de développement devrait également intégrer les principes relatifs aux droits de la personne dans toutes leurs dimensions.

313. Le processus de préparation du programme de l'après-2015 devrait comprendre de larges consultations avec les parties prenantes aux niveaux local, national, sous-régional et continental pour que jouent les principes d'appropriation et de responsabilité. Ce processus devrait être terminé pour qu'il en soit rendu compte à la Conférence des ministres de 2013 et qu'il soit ensuite soumis au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine en juillet 2013 et à l'Assemblée générale en septembre 2013.

## Séances d'information spéciales sur les grandes initiatives en matière de développement et rapports des tables rondes (point 6 de l'ordre du jour)

314. Avant que ne soient entendus les rapports des tables rondes, le Président a invité M. Mark Drabbenstoff, Secrétaire général de la Global Coalition for Efficient Logistics (GCEL), une organisation internationale à but non lucratif basée à Genève (Suisse) qui réunit entreprises, gouvernements et organisations à but non lucratif pour réduire le coût des échanges et permettre de nouveaux développements économiques partout dans le monde, à prendre la parole pour faire connaître aux participants l'initiative *Humawealth*. M. Drabbenstoff a souligné l'importance de l'innovation et de l'efficacité comme catalyseurs du développement. Il fallait aussi passer à une économie numérique pour relier les points forts de l'Afrique, et relier le continent au reste du monde. En particulier, l'Afrique devait établir cette connexion avec la Chine, en train de se hisser plus haut dans la chaîne de valeur, et réduire sa dépendance à l'égard des États-Unis en raison de l'impact de la crise financière mondiale. Une plateforme de commerce numérique, qui ne coûterait rien à l'Afrique, était en cours de mise au point dans le cadre d'une initiative visant à renforcer les échanges



et les investissements entre l'Afrique et le reste du monde. Par exemple, les producteurs de cacao ivoiriens avaient pu ainsi obtenir un meilleur accès au marché.

315. Les rapports des trois séances parallèles ont été présentés et ont fait l'objet d'une discussion au titre du point 6 de l'ordre du jour. Le compte rendu détaillé de ces délibérations figure sous le point 5 ci-dessus.

#### **Lancement du Rapport économique sur l'Afrique (2012) (point 7 de l'ordre du jour)**

316. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une brève conférence de presse s'est tenue pour lancer le Rapport économique sur l'Afrique (2012), une publication conjointe de la CEA et de la CUA, portant sur le même thème que la Conférence des ministres: Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale. Le rapport a été officiellement lancé par M. Abdalla Hamdok, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, et M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire de l'Union africaine aux affaires économiques.

317. M. Hamdok a dit que, pour que l'Afrique devienne un pôle de croissance mondiale, il faudrait maintenir sa dynamique de croissance actuelle pendant encore une vingtaine d'années et mettre en œuvre des réformes audacieuses et novatrices sur les fronts de la gouvernance politique et économique. Le développement des infrastructures et l'innovation étaient également des domaines essentiels devant être pris en compte. À cet égard, le prix de l'Innovation pour l'Afrique, décerné cette même semaine à des auteurs de projets innovants remarquables, illustre bien comment la CEA et la Fondation africaine pour l'innovation œuvraient pour l'innovation au service du développement de l'Afrique. Le Rapport économique sur l'Afrique encouragerait sans doute le débat entre les parties prenantes, y compris la communauté internationale des affaires, sur les actions prioritaires à mettre en place pour libérer le potentiel de l'Afrique comme pôle de croissance mondiale.

318. M. Mkwezalamba a qualifié le rapport de travail riche en idées nouvelles, qui suivait une approche prudente et nuancée dans l'analyse des taux de croissance actuels de l'Afrique. Les recommandations contenues dans le rapport pouvaient aider le continent à brúler des étapes dans son développement et le mener sur la voie d'une croissance large et inclusive. L'Afrique devait en effet saisir les occasions qui se présentaient du fait du regain de la croissance pour se transformer et améliorer les conditions de vie de ses citoyens.

319. M. Emmanuel Nnadozie, Directeur de la Division du développement économique et du NEPAD (CEA), et M. René Kouassi N'guetta, Directeur du Département des affaires économiques (CUA), ont présenté les messages clés contenus dans le rapport, en soulignant ce qui avait déjà été réalisé et les obstacles qui existaient encore.

#### **Examen du rapport et des principales recommandations de la réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique de la CEA (point 8 de l'ordre du jour)**

320. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les ministres ont examiné le rapport de la réunion du Comité d'experts, ainsi que 16 projets de résolution dont l'adoption était recommandée par le Comité. À la suite d'un long débat sur certains points du rapport et quelques-unes des résolutions, les ministres ont pris note du rapport et adopté les 16 résolutions jointes en annexe, avec quelques modifications. Ils ont convenu d'examiner et d'adopter une résolution supplémentaire de soutien à la candidature de Mme Ngozi Okonjo-Iweala à la présidence de la Banque mondiale.

#### **Questions diverses (point 9 de l'ordre du jour)**

321. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la réunion s'est félicitée de l'offre du Gouvernement ivoirien d'accueillir la sixième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA à Abidjan en 2013.

322. Le Ministre des finances du Mozambique a relevé qu'il y avait trop de réunions et de résolutions et a suggéré que leur nombre soit réduit à l'avenir. Il a souligné la nécessité d'avoir davantage recours aux TIC, y compris à la visioconférence, pour l'interaction entre les États membres.

323. Le Ministre des finances du Soudan du Sud s'est félicité de l'occasion que son pays avait eue, en tant que nouvel État membre, de participer à la réunion annuelle conjointe de 2012 et a exprimé sa gratitude pour son admission dans ce cénacle.



**Examen et adoption du projet de déclaration ministérielle et des projets de résolution (point 10 de l'ordre du jour)**

324. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les ministres ont examiné le projet de déclaration ministérielle qui leur était soumis. Quelques délégations ont fait des commentaires généraux et des observations sur les différentes sections du projet de texte et proposé des corrections mineures, ainsi que des changements visant à l'améliorer.

325. Les ministres ont adopté à l'unanimité le projet de déclaration compte tenu des observations et avec des modifications. La déclaration ministérielle est jointe telle que modifiée au présent rapport (annexe I).

**Clôture de la réunion (point 11 de l'ordre du jour)**

326. M. Ali Boukrami, Secrétaire d'État auprès du Ministre de la prospective et de la statistique de l'Algérie, a prononcé une motion de remerciements au nom de tous les ministres participant à la réunion et a souligné la nécessité d'en mettre en œuvre les décisions et les conclusions. M. Erastus Mwencha, Vice-Président de la Commission de l'Union africaine, a prononcé une allocution de clôture au nom de la CUA et de la CEA.

327. Après l'échange des courtoisies d'usage, le Président a déclaré la réunion close.



## ANNEXE I

### Résolutions et déclaration ministérielle adoptées par la Commission à sa quarante-cinquième session

#### A. Résolutions

#### Résolution 890 (XLV) Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale

##### La Conférence des ministres,

*Notant* que la performance économiques solide et soutenue que l'Afrique a enregistrée ces dernières années grâce à l'amélioration de la gouvernance politique et économique et de la gestion macroéconomique, ainsi que ses ressources naturelles considérables et ses marchés régionaux inexploités, font du continent un pôle potentiel de croissance mondiale,

*Constatant* que pour libérer ce potentiel qu'elle a de devenir un pôle de croissance mondiale, l'Afrique doit trouver des solutions effectives aux obstacles et aux contraintes qui la lient, et doit notamment continuellement améliorer la gouvernance politique et économique, renforcer les investissements dans le capital humain, accélérer les investissements infrastructurels, promouvoir l'entrepreneuriat local, accroître la productivité dans l'agriculture et accélérer l'intégration régionale,

1. *Appelle* les gouvernements africains à continuer d'améliorer leur gouvernance politique et économique et à poursuivre leurs efforts visant à édifier l'État développementaliste, ainsi qu'à veiller à ce que soit en place un cadre propice aux initiatives et à l'investissement privés;

2. *Invite instamment* les gouvernements à investir davantage dans l'éducation de qualité, la recherche-développement appliquée, le capital humain et les infrastructures pour renforcer la productivité et la croissance;
3. *Invite aussi instamment* les gouvernements africains à promouvoir l'innovation et le transfert de technologie en vue de créer de la plus-value et de favoriser l'industrialisation et la transformation structurelle;
4. *Engage* les gouvernements africains à intensifier leurs efforts en vue de mobiliser des ressources internes et externes pour financer le développement et faire face aux crises humanitaires, en particulier dans la Corne de l'Afrique et le Sahel;
5. *Engage* les pays africains à mettre à profit les efforts visant à faire face à la problématique redoutable des changements climatiques pour promouvoir une croissance verte, s'engager dans une révolution verte de l'agriculture et créer des emplois;
6. *Demande* aux pays africains d'accélérer l'intégration régionale, de promouvoir les échanges intra-africains et de tirer parti des partenariats avec les partenaires traditionnels et émergents avec l'aide de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et les communautés économiques régionales;
7. *Demande* à la Commission de l'Union africaine et à la Commission économique pour l'Afrique d'élaborer une démarche cohérente qui guidera les relations de l'Afrique avec les pays développés et émergents dans le cadre de la coopération Sud-Sud;
8. *Reconnaît* l'importance de financer des activités de reconstruction et de développement après les conflits pour soutenir la réintégration des populations déplacées;
9. *Invite instamment* les partenaires de développement à annuler la dette des pays africains très endettés, le fardeau de la dette étant une contrainte qui entrave la mobilisation des ressources aux fins de la croissance et du développement.



## Résolution 891 (XLV) Accélérer l'intégration régionale et renforcer les échanges intra-africains

### La Conférence des ministres,

*Consciente* de la nécessité et de l'importance qu'il y a d'accélérer le processus d'intégration régionale et de renforcer les échanges entre pays africains,

*Considérant* la décision 394(XVIII) par laquelle la Conférence de l'Union africaine a approuvé le Plan d'Action pour l'intensification du commerce intra-africain, ainsi que la feuille de route et l'architecture relatives à la mise en place d'une zone continentale de libre-échange d'ici à 2017,

1. *Salue* les efforts de la Commission économique pour l'Afrique, de la Commission de l'Union africaine et des autres partenaires qui ont contribué à l'adoption de la décision historique susmentionnée;
2. *Invite* instamment les États membres à approfondir et à consolider leur programme régional d'intégration en harmonisant les initiatives régionales et sous-régionales prises en vue de mieux résister aux chocs externes et aux crises;
3. *Exhorte* les États membres à mettre rapidement en œuvre la décision 394(XVIII) de la Conférence de l'Union africaine et à accélérer la création de la zone continentale de libre-échange;
4. *Exhorte également* les États membres à intégrer diverses autres initiatives, tels le Programme minimum d'intégration et le Programme de développement des infrastructures en Afrique, dans les plans, les stratégies et les budgets nationaux;
5. *Se félicite* de l'initiative prise par le Marché commun des États de l'Afrique orientale et australe, la Communauté d'Afrique de l'Est et la Communauté de développement de l'Afrique australe d'établir une grande zone de libre-échange et invite instamment les autres communautés économiques régionales à suivre cet exemple de façon à accélérer la réalisation du programme d'intégration continentale;
6. *Remercie* la Commission économique pour l'Afrique, la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et les communautés économiques régionales pour le

soutien qu'elles apportent aux efforts des États membres visant à mettre en œuvre des programmes d'intégration régionale et demande aux partenaires de développement de continuer d'appuyer la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine;

7. *Félicite* le Centre africain pour les politiques commerciales pour l'appui technique qu'il fournit aux États membres et aux communautés économiques régionales afin de faire avancer l'ordre du jour du continent en matière de commerce;
8. *Note* l'appui actuellement fourni au Centre par les partenaires de développement et demande à ceux-ci de renforcer cet appui afin d'assurer durablement la poursuite des activités du Centre.

## Résolution 892 (XLV) Création d'un institut africain pour les transferts de fonds

### La Conférence des ministres,

*Notant* que les envois de fonds, s'ils sont bien canalisés et encadrés, sont susceptibles de contribuer à la croissance et au développement en Afrique,

*Se félicitant* de la contribution croissante des envois de fonds au développement économique et social en Afrique,

*Notant* que la création d'un institut africain pour les transferts de fonds pourrait être utile au développement économique et social,

*Rappelant* la décision EX.CL/Dec.683(XX) adoptée par le Conseil exécutif de l'Union africaine à sa vingtième session à Addis-Abeba en janvier 2012, par laquelle le Conseil a demandé à la Commission de l'Union africaine de soumettre aux ministres des finances des recommandations concernant la mise en place de l'institut,

*Se félicitant* du rapport de la Commission de l'Union africaine sur le projet préparatoire à la création d'un institut africain pour les transferts de fonds et des recommandations qui y figurent,

1. *Prend note* de la décision du Conseil exécutif [EX.CL/Dec.683(XX)] relative à la création d'un institut africain pour les transferts de fonds comme bureau technique spécialisé de la Commission de l'Union africaine;



2. *Demande* à la Commission de l'Union africaine de soumettre le mandat de l'Institut et sa structure organisationnelle, qui devrait être légère et viable, au Comité des représentants permanents de l'Union africaine par le truchement de ses sous-comités compétents;
3. *Se félicite* de l'offre de Maurice d'accueillir l'Institut, ainsi que des manifestations d'intérêt de Djibouti, de l'Égypte et du Kenya, et demande à la Commission de l'Union africaine d'examiner l'offre de Maurice et les manifestations d'intérêt d'autres pays au regard des critères régissant l'accueil d'organes de l'Union africaine.

## Résolution 893 (XLV) La dimension régionale du développement

### La Conférence des ministres,

*Reconnaissant* que la dimension régionale du développement est essentielle pour une réponse coordonnée et efficace face à un nombre toujours croissant de questions transfrontalières, ainsi que l'importance croissante des initiatives régionales comme tampon contre les chocs mondiaux et les crises,

*Soulignant* l'importance des niveaux régional et sous-régional comme pierre angulaire essentielle d'une gouvernance mondiale efficace, puisqu'il représente le lien critique entre les niveaux mondial et national, notamment dans le contexte des discussions en cours sur une approche intégrée du développement durable et du programme de développement pour l'après-2015,

*Soulignant* le rôle important joué par les commissions régionales dans le paysage institutionnel de leur région respective du fait de leur activité en matière d'établissement de normes et de diffusion et d'analyse et en tant que forums importants ayant pour vocation d'aborder les questions mondiales dans une perspective régionale et sous-régionale et de dégager des consensus dans leurs régions respectives,

*Rappelant* la résolution 62/208 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 2007 qui, entre autres, encourage le système des Nations Unies pour le développement à renforcer sa collaboration avec les organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales et les banques régionales, selon qu'il convient, et conformément à leurs mandats respectifs, et demande aux commissions régionales de développer davantage leurs capacités d'analyse à l'appui des initiatives de développement des pays et à la demande des pays de programme afin de favoriser l'adoption

de mesures renforçant la coopération interinstitutions aux niveaux régional et sous-régional,

*Rappelant* en outre la résolution 881(XLIV) de la Commission économique pour l'Afrique en date du 29 mars 2011, dans laquelle il est notamment demandé à la Commission économique pour l'Afrique et à la Commission de l'Union africaine de veiller à ce que l'appui apporté par les Nations Unies et d'autres partenaires au Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine soit mis en œuvre dans le cadre des mécanismes de coordination sous-régionale,

*Notant* l'étude indépendante sur la « Dimension régionale du développement et le système des Nations Unies », établie sous l'égide des commissions régionales,

1. Salue la Commission économique pour l'Afrique et les autres commissions régionales d'avoir fait établir l'étude sur la « Dimension régionale du développement et le système des Nations Unies » et demande à la Commission économique pour l'Afrique d'en diffuser les conclusions et les recommandations aux États membres;
2. Fait siennes les recommandations contenues dans l'étude indépendante et invite les organisations du système des Nations Unies travaillant aux niveaux mondial et régional à appuyer leur mise en œuvre;
3. Prie la Commission économique pour l'Afrique, par le truchement du mécanisme de coordination régionale et en consultation avec les organisations régionales et sous-régionales, en particulier l'Union africaine et les communautés économiques régionales africaines, de veiller à la mise en œuvre des recommandations de sorte que les relations du système des Nations Unies avec les organisations régionales et sous-régionales, soient cohérentes et coordonnées sur le plan stratégique, et s'inscrivent dans une stratégie globale plus large à l'appui des efforts d'intégration régionale;
4. Demande à la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport à la Commission, à sa quarante-sixième réunion, sur la mise en œuvre de la présente résolution.



## Résolution 894 (XLV) Les objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015

### La Conférence des ministres,

*Considérant* les progrès accomplis par le continent pour atteindre les cibles définies dans les objectifs du Millénaire pour le développement,

*Consciente* des défis qui restent à relever pour réaliser tous les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015,

*Rappelant* les décisions par lesquelles la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine a demandé à la Commission de l'Union africaine, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement de lui soumettre des rapports de situation annuels assortis de statistiques pertinentes sur les progrès accomplis par l'Afrique en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,

*Se félicitant* des efforts déployés par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement pour doter les pays africains d'une stratégie continentale sur les objectifs du Millénaire pour le développement permettant de coordonner, de normaliser et d'harmoniser les activités statistiques et de créer des bases de données harmonisées aux niveaux infranational, national et continental,

*Consciente* des efforts déployés par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement en ce qui concerne le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,

1. *Prend note* du projet de rapport sur les progrès réalisés en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique en 2012 [E/CA/COE/31/8-AU/CAMEF/EXP/8(VII)] et recommande aux chefs d'État et de gouvernement de l'adopter en juillet 2012;

2. *Exhorte* les pays africains à renforcer leurs systèmes et institutions statistiques en vue de la production de statistiques fiables et actualisées pour le suivi de la réalisation des objectifs du Millénaire en Afrique;

3. *Exhorte en outre* les pays africains à engager des ressources suffisantes pour la mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport, notamment celles portant sur la santé maternelle, le VIH et le sida ainsi que sur la participation des jeunes et des femmes à l'emploi salarié.

4. *Charge* la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement, en consultation étroite avec les États membres, les communautés économiques régionales et toutes les autres parties prenantes, de déterminer les priorités du programme de développement de l'Afrique pour l'après-2015.

5. *Accueille* avec satisfaction la proposition de créer un groupe d'étude africain sur la coopération Sud-Sud ayant pour mission à long terme de constituer une coalition Sud-Sud pour le continent africain en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et de mettre en œuvre le Plan d'action d'Istanbul, et qui collaborera aussi avec les initiatives existantes en matière de coopération Sud-Sud afin d'éviter toute répétition inutile d'activités; et *invite* le Gouvernement guinéen à prendre les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de ces initiatives, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement;

6. *Exhorte* les partenaires de développement à réaliser intégralement l'objectif consistant à consacrer 0,7% du produit national brut à l'aide, ainsi que les engagements qu'ils ont pris dans le contexte du cadre pour l'efficacité du développement.

## Résolution 895 (XLV) Amélioration et renforcement de la coopération Sud-Sud

### La Conférence des ministres,

*Notant* l'importance croissante de la coopération Sud-Sud pour l'Afrique dans les divers aspects du développement,



*Sachant* qu'il est possible de grandement améliorer et renforcer la coopération Sud-Sud pour servir le programme de développement des pays africains, notamment dans une époque marquée par l'incertitude économique mondiale et la montée des économies émergentes et du monde en développement dans son ensemble,

*Notant* la nécessité pour les pays africains d'élaborer des stratégies bien orientées et bien conçues pour la coopération Sud-Sud, d'améliorer la coordination au niveau régional et de renforcer les capacités institutionnelles et de gouvernance pour guider le processus de coopération,

*Demande* aux pays africains d'adopter les mesures spécifiques suivantes:

1. Intégrer la coopération Sud-Sud dans les stratégies de développement des pays, aligner la coopération Sud-Sud sur les priorités de développement des pays et s'approprier la direction de la coopération ainsi que son processus;
2. Renforcer les capacités institutionnelles et de gouvernance et se doter de cadres de coopération bien conçus pour gérer efficacement les activités de coopération Sud-Sud, notamment en mettant en place un mécanisme de suivi et d'évaluation;
3. Faire mieux comprendre les différents intérêts nationaux et les avantages comparatifs tant des pays africains que de leurs partenaires du Sud et adapter les stratégies et politiques en vue d'approcher les partenaires du Sud en conséquence;
4. Jouer un rôle plus proactif dans le partenariat, en tirant parti des avantages dans les négociations, en identifiant et en canalisant les ressources vers les secteurs clés, et en créant des liens entre l'investissement en provenance du Sud et l'économie nationale;
5. Renforcer le partage des connaissances entre les pays africains dans le processus de coopération Sud-Sud et intensifier la collaboration et l'intégration régionales en Afrique sur cette question.

### **Résolution 896 (XLV) Flux financiers illicites quittant l'Afrique**

**La Conférence des ministres,**

*Rappelant* la résolution 886 (XLIV) sur les flux financiers illicites, adoptée à la quatrième réunion conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances et de la planification du développement économique de la CEA tenue en 2011, qui demandait de prendre des mesures pour s'attaquer à ce problème,

1. Se félicite de la création et de l'inauguration du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites, sous la direction de M. Thabo Mbeki, ancien président de l'Afrique du Sud, assisté de neuf autres membres;
2. Rappelle que les flux financiers illicites constituent un problème majeur pour le développement de l'Afrique qui est ainsi privée de ressources financières dont elle a besoin, ce qui est cause de distorsions économiques et perpétue la pauvreté;
3. Invite la Commission économique pour l'Afrique à fournir au Groupe de haut niveau l'appui technique nécessaire;
4. Demande au Groupe de haut niveau de travailler activement à trouver des solutions au problème et d'en rendre compte à la Conférence des ministres;
5. Invite en outre les différentes parties prenantes, y compris les gouvernements, les organisations de la société civile, le secteur privé et les organisations régionales et internationales, à soutenir sans réserve le travail du Groupe de haut niveau.

### **Résolution 897 (XLV) Mise en œuvre de la Charte africaine de la statistique et de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique**

**La Conférence des Ministres,**

*Reconnaissant* l'importance de l'information statistique pour la formulation, le suivi et l'évaluation des programmes et politiques de développement et l'intégration économique et politique de l'Afrique,

*Notant* les progrès accomplis notamment par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement dans l'élaboration de stratégies visant à soutenir l'intégration africaine,



*Accueillant avec satisfaction* les travaux en cours pour intégrer les initiatives et les programmes statistiques existants dans la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique,

*Préoccupée* par la lenteur des progrès réalisés en ce qui concerne la signature et la ratification de la Charte africaine de la statistique,

*Reconnaissant* la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des activités actuelles et futures dans le cadre de la Charte et de la Stratégie, et d'améliorer en conséquence les conditions de financement des activités statistiques,

*Reconnaissant en outre* l'importance de mettre en œuvre le Programme africain d'amélioration accélérée des systèmes d'enregistrement des faits et d'établissement des statistiques de l'état civil,

*Consciente* de la nécessité de mettre en place des systèmes d'information sur le marché du travail pour suivre et évaluer la mise en œuvre des stratégies en matière d'emploi,

1. *Félicite* les pays qui ont signé et ratifié la Charte africaine de la statistique, et invite ceux qui ne l'ont pas encore fait à la signer et à la ratifier aussi rapidement que possible;
2. *Invite* les pays à intégrer les principes de la Charte dans leur législation relative aux statistiques et dans leurs stratégies nationales de développement des statistiques;
3. *Invite* les pays à assurer la participation effective des chefs des bureaux nationaux de statistique aux réunions futures de la Conférence des Ministres;
4. *Invite également* les pays et les communautés économiques régionales à intégrer la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique dans les stratégies nationales et régionales de développement des statistiques et engage toutes les parties prenantes à mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la Stratégie et de ses composantes sectorielles;
5. *Recommande* à la Conférence de l'Union africaine d'envisager d'institutionnaliser une réunion biennale de la Conférence des Ministres africains responsables de l'état civil dans le cadre du comité technique spécialisé compétent de l'Union africaine;

6. *Invite* la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et les partenaires à renforcer le secrétariat de l'état civil et des statistiques vitales pour lui permettre de répondre aux demandes de plus en plus nombreuses d'assistance pour améliorer les systèmes d'enregistrement des faits et d'établissement des statistiques de l'état civil en Afrique;
7. *Exhorte* les pays membres à allouer aux institutions s'occupant de statistiques du travail des ressources suffisantes pour faciliter la mise en place d'un cadre harmonisé pour les systèmes d'information sur le marché du travail et permettre de mener des enquêtes annuelles concernant la main d'œuvre;
8. *Exhorte* la Commission de l'Union africaine à coordonner toutes les activités concernant les systèmes d'information sur le marché du travail au niveau du continent et à renforcer ses capacités en se dotant d'effectifs et de ressources appropriés, et demande à l'Observatoire économique et statistique pour l'Afrique subsaharienne, à la Commission économique pour l'Afrique, à la Banque africaine de développement, à la Fondation africaine pour le renforcement des capacités, au Programme des Nations Unies pour le développement, à l'Organisation de coopération et de développement économiques, à l'Union européenne, à l'Organisation internationale du travail et aux autres partenaires de soutenir cet effort;
9. *Prie* la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance de mobiliser les ressources nécessaires pour mettre en service la base de données AfricaInfo et de fournir l'appui nécessaire pour permettre aux pays d'établir des systèmes efficaces de gestion et de diffusion de données en vue de donner au public pleinement accès aux statistiques officielles;
10. *Recommande* à la Commission économique pour l'Afrique, à la Commission de l'Union africaine et à la Banque africaine de développement de suivre les travaux des autres organismes statistiques sur le renforcement de la capacité des centres nationaux et régionaux de formation et est favorable à ce que le Groupe africain sur la formation statistique et les ressources humaines et son secrétariat soient chargés de coordonner les programmes de formation statistique en Afrique.



## Résolution 898 (XLV) Le coût de la faim en Afrique: incidences socioéconomiques de la dénutrition infantile

### La Conférence des Ministres,

*Consciente* du fait que réduire la faim et, par conséquent, assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique constitue non seulement l'une des tâches les plus urgentes pour atténuer la vulnérabilité et accroître la résilience des économies nationales, mais aussi un des investissements les plus rentables du point de vue du développement socioéconomique en général,

*Notant* que si l'on avait fait davantage reculer la faim en Afrique ces dernières années, la récente performance du continent en matière de croissance aurait été encore plus remarquable et aurait pu largement contribuer à réduire la pauvreté,

*Notant en outre* les incidences négatives qu'ont sur les perspectives de croissance de l'Afrique les épisodes de faim aiguë récurrents, mais évitables, qui se traduisent notamment par des déplacements massifs et déstabilisants de populations,

*Soulignant* qu'il est urgent que les États membres mettent en œuvre des politiques et investissent des ressources pour prévenir de tels épisodes de faim aiguë, ainsi que pour s'attaquer aux causes et aux conséquences de la faim chronique,

*Appréciant* le fait que la Stratégie régionale africaine de nutrition et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine de l'Union africaine constituent des cadres de décision et d'action solides pour lutter contre la faim aiguë et la faim chronique en Afrique,

*Notant* que, selon la Stratégie et le Programme, la dénutrition infantile représente l'une des dimensions les plus dommageables de la faim chronique en Afrique,

*Affirmant* que le fait d'éradiquer la dénutrition infantile est un bon investissement pour se constituer le capital humain de haute qualité qui est largement considéré comme essentiel pour assurer une croissance et un développement durables,

*Saluant* les efforts faits par les États membres pour recueillir et diffuser des données complètes concer-

nant la dénutrition individuelle et au niveau communautaire, en particulier la dénutrition infantile,

*Relevant* le manque persistant de données claires sur l'ensemble des coûts économiques et sociaux de la dénutrition infantile et sur les avantages sociaux et économiques globaux qui résultent de son éradication,

*Notant en outre* que ces données sont essentielles pour mieux faire connaître ces coûts et ces avantages au public, aux décideurs et aux partenaires de développement, ainsi que pour orienter les politiques et les investissements correspondants,

1. *Prie instamment* les États membres d'intensifier leurs efforts et d'accroître leurs investissements pour lutter contre la faim aiguë et la faim chronique, en respectant les principes et les priorités énoncés dans la Stratégie régionale africaine de nutrition et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine,
2. *Demande* à la Commission de l'Union africaine et à la Commission économique pour l'Afrique d'apporter un soutien accru à ces efforts et à ces investissements des États membres;
3. *Se félicite* de l'étude sur le coût de la faim en Afrique que mènent la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, dans plusieurs pays afin de quantifier les impacts sociaux et économiques globaux de la faim chronique en Afrique;
4. *Compte* que, grâce à cette étude, les principaux décideurs et responsables de l'élaboration des politiques aux niveaux national et régional seront mieux informés de l'intensité et de l'étendue de la dénutrition infantile sur le continent, ainsi que de ses conséquences économiques et sociales globales, ce qui permettra d'asseoir sur une base plus solide les politiques et les investissements visant à réduire la faim en Afrique;
5. *Se félicite* du processus de consultation dans le cadre duquel l'étude est réalisée et en particulier du rôle de supervision technique exercé par le Groupe de travail africain sur le développement de l'alimentation et de la nutrition;
6. *Note* que le Groupe de travail africain sur le développement de l'alimentation et de la nutrition a approuvé la méthodologie de l'étude;



7. *Prend acte* du soutien technique qu'apporte à l'étude la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui constitue un excellent exemple de coopération Sud-Sud;
8. *Prend note* des résultats préliminaires de l'étude, qui montrent que les impacts sociaux et économiques d'ensemble de la dénutrition infantile peuvent être importants en Afrique;
9. *Prie* la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, de faire en sorte que l'étude soit rapidement menée à bonne fin et notamment que ses résultats soient largement diffusés aux niveaux national et régional;
10. *Prie instamment* les États membres et les partenaires participant à l'étude de fournir les ressources nécessaires pour que celle-ci soit un succès.

### Résolution 899 (XLV) L'Afrique en 2050: l'émergence d'un pôle mondial

#### La Conférence des ministres,

*Notant avec satisfaction* que l'Afrique a enregistré une croissance remarquable et amélioré la gouvernance depuis le début du nouveau millénaire,

*Consciente* des perspectives que ce développement ouvre aux peuples africains et à leurs dirigeants, et de la nécessité de poursuivre sur la lancée pour améliorer considérablement les moyens de subsistance en Afrique et permettre au continent de jouer un rôle majeur dans les affaires mondiales,

*Ayant présentes à l'esprit* la difficulté qu'il y a à maintenir cette dynamique et la nécessité pour les pays africains d'affronter collectivement les problèmes qui se profilent aux niveaux local, régional et mondial,

*Soulignant* en particulier la nécessité pour les pays africains de commencer à élaborer et affiner des stratégies visant à tirer tout le parti possible de la dynamique de croissance récente et s'assurer que toutes les parties du continent continuent sur la voie du progrès économique et contournent les écueils à venir de sorte que le continent prenne sa place de bloc important dans l'économie mondiale multipolaire en train d'émerger,

*Notant* l'initiative prise par la Commission économique pour l'Afrique et le Forum sur les marchés émergents de faire établir un document de fond à l'intention de la Conférence intitulé « L'Afrique en 2050: l'émergence d'un pôle mondial » en vue d'entreprendre une étude prospective à long terme sur l'Afrique en 2050,

*Soulignant* que l'objet de l'étude prospective devrait être d'informer les plus hautes autorités sur les perspectives et les risques afférents à une croissance stable et durable en Afrique à long terme sur le plan des enjeux politiques, de la gouvernance et de l'économie mondiale, ainsi que sur les scénarios permettant de concrétiser les perspectives ouvertes au continent de devenir et rester un pôle de croissance mondiale, et de réduire les risques qui y sont associés; d'accorder une attention particulière sur la manière dont les mégatendances émergentes, tel le passage à un monde multipolaire, les transitions démographiques, les changements climatiques, la numérisation et d'autres questions émergentes, vont affecter ou influencer les perspectives à long terme de l'Afrique; et de rendre compte de la manière dont se concrétise l'engagement en faveur de l'intégration régionale en Afrique d'une manière qui encourage la paix et la sécurité et la compétitivité,

1. *Demande* à la CEA, en collaboration avec le Forum sur les marchés émergents, de faire établir diligemment l'étude prospective sur l'Afrique en 2050;
2. *Invite instamment* les États membres et les communautés économiques régionales à soutenir la réalisation de l'étude en la faisant connaître et en fournissant toute donnée, information ou autre document pertinent qui s'avérerait utile;
3. *Invite* le secteur privé, la société civile et les autres acteurs étatiques et non étatiques à participer activement à l'étude;
4. *Invite* les partenaires de développement à prêter leur concours à la réalisation de l'étude.

### Résolution 900 (XLV) Acquisition de terres à grande échelle en Afrique

#### La Conférence des ministres,

*Prenant acte* du Forum de haut niveau sur les investissements étrangers directs dans les terres en Afrique, qui s'est tenu les 4 et 5 octobre 2011 à Nairobi (Kenya),



auquel ont assisté des représentants de gouvernements africains, des membres du Parlement, des chefs traditionnels et des participants venant du secteur privé et de la société civile et d'autres parties prenantes,

*Rappelant* la Déclaration Assembly/AU/Decl.1 (XIII) Rev.1 adoptée par la Conférence de l'Union africaine à sa treizième session tenue à Syrte (Libye) en juillet 2009, qui constitue un cadre pour la gestion des questions et des problèmes fonciers en Afrique,

*Affirmant* l'importance d'élaborer des politiques foncières en synergie avec d'autres cadres et politiques sectoriels à l'échelle nationale, régionale et panafricaine, notamment le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique,

*Notant* les possibilités accrues d'investissements dans l'agriculture favorisés par le développement de nouveaux marchés mondiaux, une demande croissante en Afrique elle-même et l'augmentation de la valeur des terres, de l'eau et d'autres ressources naturelles,

*Notant également* avec un profond intérêt l'augmentation des acquisitions de terres à grande échelle, connues également sous le nom de « mainmise sur les terres », et les incidences des investissements nationaux et étrangers directs dans les terres, les ressources en eau et d'autres ressources naturelles en Afrique,

*Saluant* les efforts déployés dans le cadre de l'Initiative sur la politique foncière lancée conjointement par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement pour aider les États membres à régler leurs questions foncières, et reconnaissant la nécessité d'offrir davantage d'aide aux États membres dans le cadre de l'Union africaine et conformément aux lignes directrices relatives à la politique foncière aux fins d'élaborer des politiques nationales portant sur l'ensemble des aspects fonciers, qui permettent de s'attaquer aux questions posées par les transactions sur les terres menées avec des investisseurs nationaux ou étrangers,

*Prenant note* des messages émanant du Forum sur les investissements étrangers directs dans les terres en Afrique, organisé à Lisbonne en juin 2011 par l'Initiative sur la politique foncière et la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique,

1. *Exhorte* la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et les États

membres, dans le cadre de l'Initiative sur la politique foncière:

- a. À collaborer étroitement avec les gouvernements, les parlements, les communautés économiques régionales, le secteur privé, les chefs traditionnels, la société civile, les partenaires de développement et d'autres parties prenantes en vue de promouvoir d'autres modèles d'investissements fonciers;
  - b. À préparer d'ici à 2013 un rapport d'évaluation sur l'investissement foncier à grande échelle en Afrique;
  - c. À élaborer des principes et des lignes directrices relatives à l'investissement foncier à grande échelle en Afrique, à approuver par les États membres en 2013;
  - d. À mettre en place et en œuvre en 2013 un cadre de surveillance et d'évaluation ainsi qu'un mécanisme pour suivre les investissements fonciers à grande échelle;
  - e. À élaborer un programme de renforcement des capacités pour favoriser des négociations justes et transparentes, de façon à veiller à ce que l'investissement foncier tienne compte des incidences escomptées sur les pays voisins et l'ensemble de la région;
  - f. À faciliter la création d'un groupe de haut niveau de porte-drapeaux africains pour appuyer la Déclaration de l'Union africaine sur les problèmes et enjeux fonciers en Afrique ainsi que le Plan d'action de Nairobi;
2. *Invite* la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement, ainsi que les États membres et leurs partenaires de développement à appuyer l'Initiative sur la politique foncière, afin de renforcer la capacité de mettre en œuvre la Déclaration de l'Union africaine sur les problèmes et enjeux fonciers en Afrique.

## **Résolution 901 (XLV) Promouvoir une société d'innovation aux fins de la transformation sociale et économique de l'Afrique**

**La Conférence des ministres,**



*Rappelant* la résolution 64/212 du 21 décembre 2009 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a souligné le rôle vital que la science et la technique peuvent jouer dans la réalisation des objectifs de développement internationalement convenus, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement,

*Rappelant également* la Déclaration d'Addis-Abeba sur la science et la technologie et la recherche scientifique pour le développement, adoptée par la Conférence de l'Union africaine en janvier 2007 [Assembly/AU/Decl.5 (VIII)], qui a souligné le rôle de la recherche scientifique et de l'innovation dans le développement,

*Rappelant* en outre sa résolution 887 (XLIV) du 29 mars 2011 sur le renforcement de la science et la technologie aux fins du développement en Afrique,

*Rappelant* aussi sa résolution 856 (XLI) du 2 avril 2008 sur le renforcement de la recherche-développement et de l'innovation au service du développement socioéconomique de l'Afrique,

*Notant en s'en félicitant* les initiatives importantes donnant suite à la résolution 887 (XLIV), invitant les gouvernements africains et le secteur privé à faciliter les initiatives panafricaines pour appuyer les innovateurs et inventeurs africains, notamment le Prix de l'innovation pour l'Afrique et le programme d'ingénierie biomédicale,

*Consciente* que le Prix de l'innovation pour l'Afrique est un moyen essentiel pour encourager les entrepreneurs, les innovateurs, les organismes de financement et les fournisseurs de services de développement des entreprises à échanger des idées et à examiner des créneaux commerciaux novateurs,

*Consciente* de l'importance de la tenue de la deuxième Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique en juin 2010, ainsi que du Cadre africain pour l'innovation, du Forum interparlementaire africain sur la science, la technologie et l'innovation et du Réseau africain pour l'innovation dans le domaine des médicaments et des produits diagnostiques,

1. *Félicite* la direction de la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine d'avoir fait en sorte que la Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique reste le principal lieu de rencontre pour des débats et des échanges techniques et politiques entre les scientifiques, les décideurs et le secteur privé;
2. *Demande* à la Commission économique pour l'Afrique d'intensifier sa collaboration avec la

Fondation africaine pour l'innovation et d'autres partenaires pour assurer la viabilité du Prix de l'innovation pour l'Afrique, de façon à soutenir les innovateurs et inventeurs africains, en particulier les femmes et les jeunes;

3. *Invite* les gouvernements africains et le secteur privé à contribuer au financement du Fonds africain de dotation pour la science, la technologie et l'innovation et du Prix de l'innovation pour l'Afrique;
4. *Demande* à la Commission économique pour l'Afrique, aux États membres et aux décideurs africains d'appuyer la création de compétences en matière d'ingénierie et d'innovation et de capacités entrepreneuriales dans le continent;
- 5.
6. *Fait appel* à tous les États membres africains pour qu'ils éliminent les barrières administratives, réduisent le coût des affaires, améliorent la qualité et la gouvernance du système éducatif et son adaptation aux besoins nationaux, renforcent les régimes de propriété intellectuelle, mettent en place l'infrastructure nécessaire à l'innovation et intensifient les interactions entre le secteur industriel, les universitaires, le secteur public et les gouvernements;
7. *Engage* les partenaires de développement à fournir l'appui nécessaire pour inscrire dans la durée le Prix de l'innovation pour l'Afrique, le Réseau africain pour l'innovation dans le domaine des médicaments et des produits diagnostiques et le Réseau africain pour le développement et le transfert des technologies;
8. *Se félicite* de l'organisation de la troisième Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique et exhorte la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique à soutenir les innovateurs et les inventeurs.

## Résolution 902 (XLV) Création du Centre africain de mise en valeur des ressources minières

### La Conférence des Ministres,

*Consciente* du fait que l'Afrique possède des ressources naturelles considérables et inexploitées et qu'il est important de mieux gérer et régenter ces ressources,



*Mesurant* le rôle important que jouent les ressources minières dans la promotion d'un développement diversifié et de la transformation structurelle des économies africaines,

*Rappelant* que la décision EX.CL/Dec.471 (XIV), qui a été adoptée à la quatorzième session du Conseil exécutif de l'Union africaine à Addis-Abeba en janvier 2009 et approuvée par la Conférence de l'Union africaine à sa douzième session en février 2009 à Addis-Abeba, encourage à faire de la Vision minière pour l'Afrique le principal cadre pour le développement durable des ressources minières considérables du continent,

*Rappelant en outre* la décision qu'ont prise les Ministres africains en charge de la mise en valeur des ressources minières à leur deuxième Conférence à Addis-Abeba en décembre 2011 de créer un centre africain de mise en valeur des ressources minières,

1. *Prend note* de la création du Centre africain de mise en valeur des ressources minières;
2. *Prie instamment* la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement d'accélérer la mise en place du Centre et de présenter un rapport à la prochaine réunion conjointe de la Conférence des Ministres de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique;
3. *Demande* à la Commission de l'Union africaine, à la Commission économique pour l'Afrique et à la Banque africaine de développement d'élaborer un plan d'activités pour le Centre africain de mise en valeur des ressources minières et de le soumettre à l'examen des États membres;
4. *Prie* les États membres d'intégrer la Vision minière pour l'Afrique dans leurs plans et politiques nationaux de développement, grâce à une législation appropriée, ainsi que de prévoir des crédits budgétaires;
5. *Demande* à la Commission de l'Union africaine, à la Commission économique pour l'Afrique, à la Banque africaine de développement et aux partenaires de développement de soutenir et de financer le Centre africain de mise en valeur des ressources minières une fois que celui-ci aura été mis en place.

## **Résolution 903 (XLV) Projet de cadre stratégique: plan-programme biennal proposé pour la Commission économique pour l'Afrique pour 2014-2015**

### **La Conférence des ministres,**

*Rappelant* la résolution 41/203 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1986 et les résolutions pertinentes suivantes sur la planification du développement,

*Rappelant en outre* la résolution 844 (XXXIX) de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique en date du 15 mai 2006, relative au repositionnement de l'Afrique pour mieux répondre aux priorités de l'Afrique,

*Prenant note avec appréciation* du rapport annuel de la CEA (E/ECA/COE/31/21) qui a souligné les résultats significatifs obtenus par la Commission dans tous ses domaines de programme, notamment l'analyse macroéconomique, les finances et le développement économique, la sécurité alimentaire et le développement durable; la gouvernance et l'administration publique, l'information et la science et la technologie au service du développement; le commerce, la coopération économique et l'intégration régionale, la question de l'égalité hommes-femmes et les femmes dans le développement; les activités sous-régionales pour le développement, la planification du développement et l'administration, et les statistiques et le développement social,

*Notant avec satisfaction* l'intention de la Commission économique pour l'Afrique d'intensifier l'appui qu'elle fournit aux États membres afin d'améliorer leur capacité à formuler et à mettre en oeuvre des politiques de développement tant à l'échelle nationale que régionale; ainsi que de fournir un soutien accru plus cohérent aux États membres pour faire progresser la coopération Sud-Sud afin de compléter les mécanismes existants de coopération Nord-Sud,

*Saluant* l'objectif de la Commission consistant à renforcer le soutien aux États membres afin de réaliser les objectifs de développement durable, conformément aux engagements de 2012 de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), à concevoir des stratégies de réduction de la pauvreté après l'expiration des objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, à créer des emplois, développer les infrastructures, notamment promou-



voir l'accès à l'énergie pour tous, et plaider en faveur de la formation des jeunes,

*Saluant en outre* les efforts inlassables de la Commission pour soutenir la réalisation de résultats multi-sectoriels tout au long de son programme de travail, notamment en s'attaquant aux dimensions socio-économiques des changements climatiques dans le cadre des sous-programmes, en renforçant la capacité de gestion des ressources naturelles, en abordant les questions liées à la migration et en approfondissant son travail sur le rôle de l'État dans le développement, notamment en intensifiant les efforts visant à raviver la planification du développement,

*Encourageant* la Commission à poursuivre son soutien aux États membres, à la Commission de l'Union africaine et à son Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ainsi qu'aux communautés économiques régionales pour relever les défis actuels et nouveaux,

*Notant avec appréciation* les efforts que la Commission ne cesse de déployer pour établir des partenariats et obtenir des ressources additionnelles pour compléter son budget ordinaire afin de se donner les moyens d'intensifier ses activités dans les domaines prioritaires identifiés et disposer de la souplesse nécessaire pour répondre comme il se doit aux questions émergentes qui ne peuvent être couvertes dans le cadre du programme de travail ordinaire,

*Ayant examiné* le projet de cadre stratégique/de plan-programme biennal de la Commission économique pour l'Afrique pour 2014-2015 (E/ECA/COE/31/21),

1. *Approuve* le projet de cadre stratégique/de plan-programme biennal de la Commission économique pour l'Afrique pour 2014-2015;
2. *Invite* le Comité des programmes et de la coordination à soutenir le plan-programme biennal de la Commission économique pour l'Afrique pour 2014-2015 et à faire en sorte que les ressources nécessaires soient mises à disposition pour sa mise en œuvre.

## **Résolution 904 (XLV) Admission du Soudan du Sud au Bureau sous-régional de la Commission économique pour l'Afrique en Afrique de l'Est**

### **La Conférence des ministres,**

*Ayant souhaité* la bienvenue au Soudan du Sud, État indépendant le plus jeune du monde,

*Prenant note* de sa demande à être admis au Bureau sous-régional de la Commission économique pour l'Afrique en Afrique de l'Est,

*Sachant* que le Soudan du Sud est membre de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, qui est du ressort du Bureau sous-régional en Afrique de l'Est,

*Rappelant* le débat tenu par le Comité d'experts de la cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres, de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique,

1. *Fait droit* à la demande d'admission du Soudan du Sud au Bureau sous-régional en Afrique de l'Est;
2. *Prie instamment* la Commission économique pour l'Afrique de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que le Soudan du Sud devienne membre de plein droit du Bureau sous-régional en Afrique de l'Est;
3. *Prie instamment* tous les organes régionaux et continentaux d'admettre le Soudan du Sud à sa demande.

## **Résolution 905 (XLV) Mutuelle africaine de gestion des risques: des solutions souveraines aux risques de catastrophe**

### **La Conférence des Ministres,**

*Consciente* que du fait de l'impact croissant des phénomènes météorologiques extrêmes entraînés par les changements climatiques, l'élaboration de mécanismes de gestion des risques au niveau souverain demeure une priorité urgente,



*Consciente également* du fait que le système actuel de financement au coup par coup et imprévisible des interventions en cas de catastrophe a pour effet d'épuiser des réserves vitales, de détourner en temps de crise les ressources publiques des investissements prévus, de ralentir la croissance économique et de faire reculer de façon significative le développement,

*Rappelant* que dans la résolution 877 (XLIII) adoptée à la troisième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA tenue à Lilongwe (Malawi) en mars 2010, les ministres ont décidé d'appuyer « les efforts déployés pour renforcer les capacités nationales et régionales d'atténuation de l'exposition aux risques de catastrophes naturelles à travers l'institutionnalisation d'instruments financiers et autres efficaces, tels que la constitution de réserves stratégiques de céréales, la création de fonds d'urgence budgétisés et le partage des risques entre sous-régions »,

*Rappelant également* la déclaration adoptée à la deuxième Conférence ministérielle africaine sur la réduction des risques de catastrophe, tenue à Nairobi (Kenya) du 14 au 16 avril 2010 (EX.CL/589 (XVII)), qui engage les États Membres à étudier la faisabilité de mutualiser les risques financiers à l'échelle continentale en œuvre pour la création d'une mutuelle panafricaine de gestion des risques de catastrophe contrôlée par les États africains, en s'appuyant sur les outils et les mécanismes de financement des activités de réduction de ces risques qui existent déjà ou qui sont sur le point d'être créés,

*Prenant note* de l'Accord relatif aux dispositions spéciales concernant la Mutuelle africaine de gestion des risques signé en juin 2011 entre la Commission de l'Union africaine et le Programme alimentaire mondial, comme suite à la décision de janvier 2011 du Conseil exécutif demandant à la Commission de mettre en place les dispositions administratives nécessaires (EX.CL/Dec.607 (XVIII));

*Rappelant* la décision prise par la quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) en mars 2011, relative à la mise en œuvre de la résolution adoptée lors du deuxième Sommet arabo-africain de Syrte (Libye) le 10 octobre 2010 [Assemblée/Africa Arab/Res.2(II)] en vue de la création d'un fonds arabo-

africain de lutte contre les catastrophes, dont les statuts, les objectifs et les modalités devront être définis par la Commission de l'Union africaine et la Ligue des États arabes,

*Notant* les vastes consultations en cours avec les ministres sectoriels compétents aux niveaux national, régional et continental sur les aspects techniques de cette proposition,

*Notant* en outre que pour assurer la solvabilité et la viabilité de la Mutuelle africaine de gestion des risques, il serait fait appel à une stratégie financière novatrice fondée sur le versement de contributions initiales par des donateurs et de primes régulières par les États membres participant sur une base volontaire, ce qui permettra de recourir à des outils financiers modernes sans que cela ait d'incidence directe sur les budgets nationaux des États non participants,

*Reconnaissant* que, bien que la sécheresse soit une menace majeure pour les populations frappées par l'insécurité alimentaire, la prise en compte d'autres catastrophes naturelles telles que les inondations, les tremblements de terre et les cyclones faciliterait la participation d'un plus grand nombre de pays et devrait être prévue dans le mécanisme.

1. *Se félicite* du rapport intérimaire de la Commission concernant la mise en place d'une mutuelle africaine de gestion des risques;
2. *Souligne* la nécessité urgente de disposer d'un système de gestion des risques de catastrophe à l'échelle du continent, cela étant essentiel pour protéger les acquis du développement, en particulier au vu des changements climatiques;
3. *Approuve* dans son principe la proposition visant à mettre en place la Mutuelle africaine de gestion des risques;
4. *Demande* que la Commission élabore un accord juridique en vue de la mise en place de la Mutuelle africaine de gestion des risques;
5. *Recommande* que la Mutuelle africaine de gestion des risques soit établie en tant qu'organe spécialisé de l'Union africaine et bénéficie des privilèges et immunités précisés dans la Convention générale de l'OUA sur les privilèges et immunités;
6. *Demande* à la Commission d'organiser avant la fin de l'année une réunion d'experts gouvernementaux et, par la suite, une conférence



de plénipotentiaires pour examiner et adopter l'accord portant création de la Mutuelle;

7. *Invite* instamment tous les États membres de l'Union africaine à participer activement au processus exposé ci-dessus;
8. *Appelle* les partenaires de développement et les institutions partenaires à appuyer ce projet d'une importance critique pour la sécurité alimentaire du continent.

### Résolution 906 (XLV) Candidat de l'Afrique à la présidence de la Banque mondiale

#### La Conférence des ministres,

*Accueillant avec satisfaction* le fait que Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre coordonnateur de l'économie et Ministre des finances du Nigéria, a été proposée comme candidate unique de l'Afrique à la présidence de la Banque mondiale,

*Saluant* les nombreuses réalisations de Mme Okonjo-Iweala et ses apports majeurs au développement du monde et de l'Afrique,

*Convaincue* que Mme Okonjo-Iweala est la candidate la plus éminemment qualifiée pour la présidence de la Banque mondiale,

1. Approuve unanimement la désignation de Mme Okonjo-Iweala comme candidate de l'Afrique pour le poste de Président de la Banque mondiale;
2. Engage le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale à élire Mme Okonjo-Iweala en tant que président de la Banque à sa prochaine réunion en avril 2012.

### Déclaration ministérielle

1. Nous, ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, réunis à Addis-Abeba (Éthiopie) les 26 et 27 mars 2012 à l'occasion de la cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

2. Nous saluons la présence parmi nous de la délégation du Soudan du Sud, le plus jeune État d'Afrique, qui participe pour la première fois à la réunion. Nous saluons également la présence et la participation, devenues habituelles, des gouverneurs des banques centrales d'un grand nombre de nos pays et sous-régions.

3. Nous avons débattu de la possibilité de « libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale », thème que nous jugeons à la fois opportun et pertinent. Après une longue période de déclin et de croissance lente, qui s'est étendue sur les années 80 et 90, il est réconfortant de constater que notre continent a réémergé au XXI<sup>e</sup> siècle comme région riche en possibilités et en perspectives. Plusieurs facteurs, dont l'amélioration de la gouvernance, la stabilisation et l'amélioration de l'environnement macroéconomique, l'amélioration du climat des affaires, les taux élevés de rendement de l'investissement, l'abondance des ressources naturelles et le renchérissement des produits de base, l'urbanisation, l'élargissement de la classe moyenne et des potentiels de marché prometteurs, ont concouru à faire entrer l'Afrique dans une ère de croissance soutenue. En effet, alors que récemment, elle n'était encore qu'une région enregistrant une croissance lente, l'Afrique est devenue l'une des régions du monde à la croissance la plus rapide, ayant enregistré un taux de croissance annuel moyen supérieur à 5% au cours des dix dernières années.

4. Nous avons noté que des changements fondamentaux se produisaient sur le continent africain, qui pourraient bien propulser nos pays vers une transformation structurelle intérieure et mettre la région en bonne position pour devenir une nouvelle source de croissance économique mondiale. Le dynamisme dont nos pays font preuve, individuellement et collectivement, contraste avec la morosité qui caractérise des pans importants de l'économie mondiale. Il se présente là une occasion historique que nous sommes déterminés à saisir, en collaboration avec toutes les parties prenantes, pour le mieux-être de nos populations.



5. Nous avons noté en outre que, pour que l'Afrique puisse maintenir les tendances positives de croissance qu'elle connaissait actuellement et les transformer en acquis en matière de développement au bénéfice de ses peuples et de la planète, il était crucial que les gouvernements et les autres acteurs du développement prêtent toute l'attention voulue à divers problèmes qui avaient contribué dans le passé à contrecarrer nos efforts de transformation structurelle. Pour relever ces défis, il faudra agir de manière urgente et déterminée dans de nombreux domaines, notamment pour améliorer les capacités à diriger, la gouvernance et les institutions; amener nos populations à avoir plus confiance en elles-mêmes, renforcer les idées et les institutions; assurer un meilleur conditionnement et une meilleure communication sur les perspectives de développement de l'Afrique; élaborer des visions et plans à long terme s'appuyant sur des ressources suffisantes et auxquels nous restons fidèles; établir de solides systèmes de financement du développement et d'investissement; moderniser l'agriculture; renforcer et améliorer notablement les réseaux d'infrastructures, favoriser le développement de la technologie, de l'innovation et des pôles de développement, promouvoir des politiques cohérentes et coordonnées en matière de commerce et d'industrie, investir dans le capital humain et physique, améliorer les possibilités de développement de la petite et moyenne entreprise; exploiter le dividende démographique de l'Afrique; promouvoir et diversifier les exportations et en améliorer la qualité, accélérer l'intégration régionale, faire face à la menace que constitue le changement climatique et mobiliser les ressources intérieures et extérieures nécessaires, notamment les transferts de fonds de la diaspora.

6. Nous avons pris note de la contribution grandissante des transferts de fonds des émigrés à leur famille au développement économique et social de l'Afrique, comme il en est fait état dans la décision EX.CL/Dec.683(XX) du Conseil exécutif de l'Union africaine sur la création de l'Institut africain pour les transferts de fonds, et avons instamment invité la Commission de l'Union africaine à accélérer les travaux relatifs à sa mise en place, en collaboration avec ses partenaires. À cet égard, nous avons aussi pris note de l'offre de Maurice d'accueillir l'Institut et de l'intérêt également manifesté par Djibouti, l'Égypte et le Kenya.

7. Nous avons aussi noté que dans notre quête renouvelée de transformation structurelle, revigorés par nos réussites nouvelles en matière de croissance, nous devons accorder une attention particulière à la mobilisation des citoyens autour d'une vision commune de développement. Une telle vision doit, entre autres, être doublée d'un cadre institutionnel per-

mettant de tirer efficacement parti des potentialités de l'État, du secteur privé et de la société civile, en tant que principaux moteurs de cette transformation, et d'harmoniser leurs actions. Elle gagnera aussi à s'accompagner de mécanismes et d'instruments appropriés de planification nationale, y compris une meilleure mise en réseau des responsables de la planification afin, notamment, de bâtir une solide communauté de pairs suffisamment outillée pour partager des connaissances et les pratiques optimales.

8. Nous sommes conscients que les tendances et les évolutions en cours dans le monde influent directement et indirectement sur les économies des pays africains. À cet égard, nous nous inquiétons du fait que la récente escalade de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, prolongeant la crise financière et économique mondiale, a accru le risque d'une autre récession mondiale qui pourrait avoir des effets pervers sur les économies africaines. Nous notons en outre qu'une forte décélération de la croissance dans les marchés émergents pourrait également entamer les perspectives de croissance de l'Afrique. Néanmoins, nous sommes encouragés par le fait qu'en 2011, le taux de croissance de l'Afrique est resté positif, malgré les chocs mondiaux, et que les perspectives pour 2012 et au-delà sont relativement prometteuses. Nous réitérons que nos gouvernements doivent rester engagés à poursuivre le large éventail de politiques et de stratégies qui nous ont permis de surmonter la crise mondiale de 2007-2008, et qui nous ont aidés à maintenir notre capacité de résistance globale. Au cœur de ces politiques et stratégies se trouvent le développement et la consolidation de nos marchés intérieurs, ainsi que les efforts en cours pour réaliser l'intégration monétaire et financière.

9. Nous relevons que, pour être durable, la croissance doit être diversifiée et profitable à tous, comme le démontrent amplement les transitions démographiques en train de se produire en Afrique du Nord, avec des effets dans d'autres parties du continent. À cet égard, on ne soulignera jamais assez l'importance qu'il y a à créer des emplois, en particulier pour les jeunes. Il est également crucial de maintenir et de multiplier les mesures destinées à lutter contre la pauvreté et à améliorer la protection sociale. Nous saluons les progrès accomplis par les pays africains en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), progrès qui se manifestent dans des indicateurs tels que le taux net de scolarisation primaire, la vaccination des enfants, la parité entre les sexes et l'endiguement de la propagation du paludisme et du VIH/sida. Cependant, le rythme inégal des progrès réalisés, la persistance de la faim et de la pauvreté dans de nombreuses parties



du continent, les taux élevés de mortalité infantile et maternelle et les inégalités persistantes dans l'accès aux services de base sont autant d'éléments centraux à garder présents à l'esprit dans le cadre d'un programme de développement pour l'après-2015.

10. Nous réitérons que, pour surmonter les lacunes et les retards dans nos progrès vers la réalisation des OMD, nos gouvernements doivent maintenir des réponses politiques vigoureuses axées sur la diversification économique et la transformation structurelle, de manière à accélérer la réduction de la pauvreté, à créer de la valeur ajoutée intérieure et des liens intersectoriels, à lutter contre le chômage, à assurer la sécurité alimentaire, à accélérer les progrès vers la réduction de la mortalité infantile et maternelle, à améliorer l'égalité des sexes et à fournir à la population un accès accru à des services de base meilleurs.

11. Nous appuyons également les appels déjà lancés pour l'adoption d'une position africaine commune sur un programme de développement pour l'après-2015. Nous proposons que les défis de développement persistants auxquels nous continuons de faire face constituent le noyau de la contribution du continent au débat au sein des Nations Unies sur ce programme de développement. À cette fin, nous demandons à la Commission de l'Union africaine, à la CEA et à la Banque africaine de développement de prendre des mesures coordonnées pour soutenir le processus visant à déterminer les enjeux prioritaires de l'Afrique, dans la perspective de la définition d'une position continentale harmonisée.

12. Nous appelons à une utilisation plus large des données ventilées par sexe, y compris les données sur le budget-temps, dans l'analyse, la planification et la gestion des politiques économiques et sociales soucieuses de l'égalité des sexes. Nous saluons les progrès que nos pays ont accomplis dans l'augmentation de la représentation des femmes dans nos parlements et d'autres secteurs de prise de décisions régionales et nationales. Nous ne doutons pas que ces progrès continueront à être améliorés dans les années à venir, permettant ainsi à notre continent de réaliser entre les sexes la parité parfaite au titre de laquelle nos gouvernements se sont engagés.

13. Nous nous félicitons de la décision de la deuxième Conférence des ministres de l'Union africaine responsables de la mise en valeur des ressources minérales de créer le Centre africain de la mise en valeur des minerais, en tant que cadre pour la mise en œuvre du Plan d'action de la Vision africaine des mines. Dans le même esprit, nous approuvons la décision de retenir pour thème du huitième Forum pour

le développement de l'Afrique (ADF VIII) « la gestion et la mobilisation des ressources naturelles au service du développement de l'Afrique », aussi bien pour la possibilité qu'il offre de créer des partenariats que pour l'occasion qu'il fournit d'approfondir la réflexion sur la mise en œuvre de ladite Vision. Nous sommes d'avis que l'application de politiques cohérentes et efficaces en matière de développement du secteur minier de l'Afrique contribuera largement, entre autres, à renforcer la mobilisation des ressources nationales, à favoriser l'établissement de liens intersectoriels équilibrés, à former davantage de ressources humaines qualifiées, à accélérer la mise en place des infrastructures et à promouvoir la valeur ajoutée à l'échelle locale.

14. Nous félicitons les communautés économiques régionales pour les efforts qu'elles ont déployés pour ne pas prendre de retard dans la mise en œuvre du Traité d'Abuja et pour avoir collaboré étroitement avec l'Union africaine et la CEA dans la mise en œuvre des principales initiatives d'intégration et de développement régionales. Nous reconnaissons que l'intégration régionale est un moteur indispensable pour la libération du potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance et facteur de dynamisme dans l'économie mondiale. Aussi continuerons-nous à travailler à différents niveaux pour venir à bout de tous les obstacles auxquels est confronté le processus d'intégration régionale en Afrique, de façon à accélérer le rythme du programme d'intégration et à permettre à notre continent de mieux résister aux chocs extérieurs. À cet égard, nous nous félicitons de l'accord tripartite passé entre la Communauté de l'Afrique de l'Est, la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe et encourageons d'autres communautés économiques régionales à en faire de même, de manière à accélérer la réalisation de l'intégration africaine. Nous engageons également les États membres à apporter leur plein appui à la mise en œuvre du Plan d'action du Programme minimum d'intégration (PIM) adopté par la dix-huitième session de la Conférence de l'Union africaine tenue en janvier 2012.

15. Nous nous félicitons également de la décision historique prise à la dix-huitième session de la Conférence demandant d'accélérer la création d'une zone de libre-échange panafricaine/continentale d'ici à 2017 et de mettre en œuvre un plan d'action global pour dynamiser les échanges inter-africains dans le court, moyen et long terme. Nous sommes persuadés que cette décision aidera à libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance, tout en renforçant notre programme d'intégration régionale.



16. Nous sommes conscients que l'aspiration de notre continent à émerger en tant que pôle de croissance mondiale ne se réalisera pas sans qu'on investisse davantage dans les ressources humaines qualifiées dans le but stratégique de l'acquisition, de la production et de la diffusion de nouvelles connaissances et technologies. Nous continuerons à œuvrer à l'amélioration et au développement de l'enseignement supérieur en Afrique en général, et à la formation dans les domaines scientifiques, technologique et de l'ingénierie en particulier, afin de disposer du vivier de compétences nécessaires pour promouvoir le développement économique et social rapide de l'Afrique. Un tel vivier sera également indispensable pour promouvoir et développer les études et plans industriels et le secteur manufacturier, ce qu'une politique judicieusement menée en matière d'acquisition de la technologie nous permettra de faire. À cette fin, nous saluons la récente création de l'Université panafricaine et de ses centres d'excellence.

17. Nous prenons note de la nécessité d'encourager le secteur privé national et étranger à mener des projets de recherche-développement et à investir dans l'industrie manufacturière, ainsi que de prendre des mesures d'encouragement à l'innovation. Nous sommes conscients qu'il faut promouvoir l'investissement national pour qu'il joue son rôle de moteur de la croissance, promouvoir la recherche-développement dans les projets d'investissement et éliminer les obstacles à l'innovation, notamment la fiscalité inéquitable et les régimes désavantageux de protection de la propriété intellectuelle. Nous notons également qu'il importe pour l'Afrique de promouvoir l'innovation dans les universités, l'industrie et l'administration et d'encourager à ce titre l'adoption de mesures d'incitation consistant par exemple à décerner des prix pour l'innovation et la technologie, à faire connaître les inventeurs et entrepreneurs accomplis ou à offrir des avantages fiscaux.

18. Pour assurer la transformation structurelle et jouer le rôle de pôle de croissance mondiale, nous devons continuer à renforcer les capacités et les institutions publiques en Afrique. Dans cette optique, nous rappelons que lors de la quatrième réunion de la Conférence, nous avons demandé à l'Organisation des Nations Unies d'accroître sensiblement les crédits alloués à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), compte tenu de la relance de la planification économique à long terme dans nos pays, ainsi que l'augmentation consécutive de la demande de services de l'Institut.

19. Nous notons avec satisfaction la décision louable prise par l'Organisation des Nations Unies d'accroître le montant du budget alloué à l'Institut d'environ

300% à partir de janvier 2012. Nous notons, également, l'augmentation de l'assistance que les États membres ont apportée à l'Institut, tout en encourageant les pays en retard dans le paiement de leurs contributions à prendre les mesures nécessaires pour les payer. Nous invitons le Conseil d'administration de l'Institut, composé de dix ministres africains et du Secrétaire exécutif de la CEA, à continuer à suivre de près le processus louable de relance et d'expansion des activités en cours ces dernières années pour qu'il soit conforme aux priorités et besoins des pays africains.

20. Nous notons que les efforts accrus de mobilisation de ressources intérieures sont réduits à néant par le problème de plus en plus grave des transferts financiers illicites. Nous notons également que les efforts que fait l'Afrique pour retenir autant de ressources financières que possible pour assurer son développement et concrétiser ses espoirs de devenir un pôle de croissance mondiale resteront vains, tant qu'on ne s'attaquera pas au problème des transferts financiers illicites. À cet égard, nous notons avec satisfaction la mise en œuvre de la résolution de la quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, relative à la création du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance de l'Afrique et l'installation du Groupe de haut niveau présidé par M Thabo Mbeki, ancien Président de l'Afrique du Sud. Nous escomptons que le Groupe entreprendra des activités au niveau national afin de sensibiliser davantage les décideurs au problème des transferts illicites et associer les acteurs locaux à la recherche de solutions. Nous nous félicitons aussi de la conférence à venir sur les stratégies africaines de mobilisation de ressources, qui sera organisée par le Gouvernement guinéen les 5 et 6 septembre 2012.

21. Nous réaffirmons notre conviction que la lutte contre la corruption et les pratiques de corruption est une nécessité impérieuse pour mettre nos pays à même de vaincre le sous-développement et d'améliorer les conditions de vie de nos citoyens. Nous nous félicitons de l'élaboration, par la CEA et le Comité consultatif de l'Union africaine sur la corruption, du programme régional quinquennal de lutte contre la corruption en Afrique (2011-2015) et engageons instamment les deux organismes à mettre énergiquement en œuvre le programme, en collaboration avec les institutions partenaires afin d'intensifier la lutte contre la corruption en Afrique.

22. Les potentialités de l'Afrique pour devenir un pôle de croissance, bénéficieront sans aucun doute des



partenariats noués à travers le monde. À cet égard, les engagements en matière d'aide au développement pris à l'égard de l'Afrique, doivent continuer à faire l'objet d'un suivi étroit et d'une évaluation minutieuse. Nous nous félicitons du fait que la CEA et l'Organisation de coopération et de développement économiques continuent à établir le rapport annuel sur l'examen mutuel de l'efficacité du développement et réaffirmons notre soutien au rapport. Nous encourageons les deux institutions à redoubler d'efforts pour porter le rapport à la connaissance du plus grand nombre possible d'acteurs du développement qui œuvrent au renforcement des concertations sur le développement entre l'Afrique et ses partenaires.

23. Notre quête du développement bénéficiera, dans tous ses aspects, de l'amélioration des statistiques. Nous réaffirmons la nécessité de données statistiques de qualité pour soutenir l'effort de développement de l'Afrique ainsi que son programme d'intégration. La Charte africaine de la statistique et la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique qui portent sur les priorités politiques, économiques, sociales et culturelles sous-tendant notre programme d'intégration, demeurent un instrument essentiel que nous continuerons à exploiter afin de combler les déficits dans nos systèmes et ressources statistiques. Nous saluons le travail qui a été déjà accompli dans le domaine des statistiques sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et les modes de subsistance ruraux, les marchés du travail, le Programme de comparaison internationale et la comptabilité nationale. Nous exhortons les États membres à accélérer la ratification de la Charte africaine de la statistique.

24. Conscients des opportunités, des potentialités et des obstacles afférents aux efforts visant à faire de notre continent un pôle de croissance mondiale, nous nous engageons à :

25. Promouvoir des stratégies et des politiques holistiques, coordonnées et intégrées afin de contribuer à assurer une croissance équilibrée et durable et libérer les potentiels de développement de nos pays aux niveaux local, national et régional;

26. Renforcer notre leadership et nos capacités individuelles et collectives de saisir les opportunités qui se présentent, tant au plan local que mondial afin d'accélérer la transformation sur le plan du développement;

27. Accélérer la mise en œuvre des divers engagements et initiatives régionaux et mondiaux qui sont compatibles avec notre vision d'un continent trans-

formé, en mesure d'être un pilier de la croissance mondiale;

28. Promouvoir une coopération intra-africaine et Sud-Sud mutuellement bénéfique, notamment les programmes d'intégration régionale actuellement mis en œuvre dans toute l'Afrique;

29. Faciliter les efforts visant à intégrer le Plan d'action pour le renforcement du commerce intra-africain ainsi que la feuille de route et l'architecture pour l'accélération de la création d'une zone panafricaine de libre-échange ainsi que les diverses initiatives complémentaires, tels que le Programme minimum d'intégration (PMI) et le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) dans les plans, stratégies et allocations budgétaires des pays et contribuer efficacement à accélérer la mise en œuvre des programmes et des activités d'intégration;

30. Soutenir un vaste train de mesures visant à renforcer la participation des jeunes et des femmes à l'emploi salarié, à améliorer leur accès au marché du travail et à accroître les possibilités d'emploi;

31. Contribuer à la mise en œuvre rapide des mesures destinées à réduire drastiquement la mortalité maternelle et infantile en Afrique;

32. Résorber le déficit de financement du développement de l'Afrique en recentrant nos efforts sur la mobilisation des ressources intérieures;

33. Jouer un rôle déterminant dans l'établissement du programme des OMD pour l'après-2015, conformément à l'aspiration que nourrit l'Afrique de réaliser sa transformation structurelle.

34. Motion de remerciement

35. Nous exprimons notre gratitude au Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour avoir accueilli la conférence ainsi que pour les excellents services et installations mis à notre disposition. Nous remercions également le peuple éthiopien pour sa générosité et son hospitalité chaleureuse.

36. Nous exprimons également nos remerciements à la Commission de l'Union africaine et à la Commission économique pour l'Afrique pour avoir convoqué avec succès la cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique.



## Annexe II

### Rapport du Comité d'experts de la cinquième réunion annuelle conjointe de la conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)

#### Introduction

1. La réunion du Comité d'experts de la cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) s'est tenue à Addis-Abeba du 22 au 25 mars 2012.

2. Des allocutions d'ouverture ont été prononcées par les personnalités suivantes: M. Abdoulaye Touré, Président du Bureau sortant de la Conférence, M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire de l'Union africaine aux affaires économiques et M. Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. La réunion a été ouverte au nom de S.E. M. Sufian Ahmed, Ministre éthiopien des finances et du développement économique, par M. Admasu Nebebe, Directeur au Ministère des finances et du développement économique.

#### A. Participation

3. Ont pris part à la réunion les représentants des États membres suivants: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Léone, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

4. Les communautés économiques régionales ci-après étaient représentées: Autorité intergou-

vernementale pour le développement (IGAD), Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

5. Étaient aussi représentées, l'Autorité de planification et de coordination du NEPAD (NPCA), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).

6. Les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentés: Banque mondiale, Bureau des commissions régionales à New York, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Bureau de liaison du Bureau de coordination des affaires humanitaires auprès de la CUA, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Fonds international de développement agricole (FIDA), Fonds monétaire international (FMI), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation mondiale de la météorologie (OMM), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Programme alimentaire mondial (PAM), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Union internationale des télécommunications (UIT).

7.



8. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés en qualité d'observateur: Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Italie et Japon.

9. Les organisations ci-après étaient également représentées par des observateurs: Africa Governance and Monitoring Project, African Advisory Board, African Center for Development Capacity Building (AFCAB), African Export-Import Bank, African Health Economics and Policy Association (AfHEA), African Monitor (African Voices for Africa's Development), Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Association des banques centrales africaines (ABCA), Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), Bureau international de liaison d'OXFAM auprès de l'Union africaine, Center for Constitutional Governance (CCG), Central Organization of Trade Unions (COTU), Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (ACARTSOD), Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CoDA), Chambre panafricaine du commerce et de l'industrie (CPACI), Columbia University, Congrès des économistes africains, Development Consulting Associates (DEV-CAS), Dukes Transnational, Ethiopian Tourist Trading Enterprise (ETTE), Fédération des chambres de commerce et d'industrie de l'Afrique de l'Ouest (FCCIAO), Federation of Unions of South Africa (FEDUSA), Femmes Africa Solidarité (FAS), Femmes entrepreneurs et femmes d'affaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (FEFA/CEDEAO), Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), Forum et Réseau africain sur la dette et le développement (AFRODAD), Global Coalition for Efficient Logistics (GCEL), HelpAge International Ethiopia, Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI), Initiative « Un enfant, un ordinateur », Institut d'études de sécurité (ISS), JIC-Développement, Kale Hiwot Church, Ligue des États arabes, New African Magazine (en français), Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ONE Campaign, Organisation internationale des employeurs (OIE), Pan-African Policy Research, Institute for African Alternatives (IFAA), Save the Children, Smart Entertainment, Tax Justice Network-Africa, The Tony Elumelu Foundation, Third World Network Africa, Union économique et monétaire ouest-africaine (UEOMA), Union européenne, Union panafricaine des postes, United Nations Millennium Campaign in Africa, Université du Caire, Université de Lille, Université de Lomé, University of Nigeria-Nsukka, University of Gambia et UPBEAT Marketing.

## B. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

10. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la réunion.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
4. Aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique.
5. Évaluation des progrès de l'intégration régionale en Afrique.
6. Examen des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et Position commune africaine sur les OMD.
7. Suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, notamment la réunion annuelle conjointe de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de 2011 :
  - Rapport de situation sur la mise en œuvre du Consensus de Monterrey sur le financement du développement ;
  - Rapport sur l'examen mutuel de l'efficacité du développement ;
  - Rapport de situation sur l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique: Rapport de la douzième réunion du Mécanisme de coordination régionale des institutions des Nations Unies opérant en Afrique ;
  - Changements climatiques et développement en Afrique: rapport sur les résultats de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et note d'information sur les conclusions de la Conférence préparatoire régionale africaine à Rio+20 ;



- Rapport d'étape sur la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) ;
  - Rapport sur la suite donnée aux décisions et recommandations de la réunion annuelle conjointe de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique de 2011.
8. Présentation et examen du document de travail portant sur le thème de la Conférence: *Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale*
9. Questions statutaires :
- Projet de plan-programme biennal pour la CEA pour la période 2014-2015 ;
  - Rapport annuel 2012 de la CEA ;
  - Rapport intérimaire sur la mise en place de l'Institut africain des transferts de fonds ;
  - Note d'information sur les grandes conférences de la CUA et de la CEA à venir.
10. Questions diverses
11. Examen et adoption du projet de rapport du Comité d'experts et des projets de résolution
12. Clôture de la réunion

### Élection du Bureau

11. Le Comité a élu à l'unanimité le nouveau Bureau suivant:

Président:	Gabon
Premier Vice-Président:	Libye
Deuxième Vice-Président:	Swaziland
Troisième Vice-Président:	Érythrée
Rapporteur:	Côte d'Ivoire

## C. Compte rendu des travaux

### Allocution d'ouverture

12. Le Président du Bureau sortant de la Conférence, M. Abdoulaye Touré, a remercié le Gouvernement éthiopien pour l'accueil chaleureux réservé aux participants et félicité la CUA et la CEA de l'organisation de la réunion. Il a également félicité ses collègues du

Bureau des résultats obtenus dans l'exécution des décisions clés de la Conférence. Soulignant l'importance critique du thème de la Conférence présente dans le contexte de la transformation attendue de l'Afrique, il a mis en exergue les résultats obtenus en dépit des difficultés financières et économiques mondiales, alors même que la crise de la zone euro menaçait la stabilité européenne. Ces résultats mettaient certainement en évidence le rôle de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale. À trois ans seulement de la date butoir pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les pays africains devraient renforcer la gestion économique, la transparence et la bonne gouvernance et également soutenir la dynamique de libéralisation de leurs marchés et de la participation accrue du secteur privé à des projets et programmes d'importance économique.

13. La CUA, la CEA et la CEA avaient apporté un appui exceptionnel aux efforts déployés par les pays africains pour atteindre les cibles des OMD; nouer des partenariats efficaces, au moyen de publications phares telles que l'*Annuaire statistique pour l'Afrique* et le *Rapport économique sur l'Afrique*; renforcer les capacités du secteur privé grâce à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP); renforcer les capacités de l'UA et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD); aider les pays africains à renforcer leurs capacités dans le domaine de la science et de la technologie et renforcer les capacités des pays africains en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. Les trois organisations ont également organisé une réunion préparatoire en vue de Rio+20 en octobre 2011. Soulignant l'importance de l'État et de la société civile dans la transformation de l'Afrique, l'intervenant a exhorté les pouvoirs publics africains à accroître leurs efforts de mobilisation des ressources internes pour financer les projets de développement social et d'infrastructures. Tout en invitant les donateurs à honorer leurs engagements, il a exhorté les pays africains à s'efforcer de mobiliser leurs propres ressources, et également à maintenir la stabilité macroéconomique et à consolider les acquis de ces dernières années.

14. Dans ses observations liminaires, M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine, a, au nom du Président de la CUA, souhaité la bienvenue aux participants et exprimé sa gratitude au Gouvernement et au peuple éthiopiens d'avoir accueilli la Conférence. Il s'est félicité de l'excellente collaboration instaurée entre la CEA et la CUA afin de répondre aux défis de développement de l'Afrique, collaboration qui s'exprime notamment par l'élaboration conjointe de publications



phares comme le *Rapport économique sur l'Afrique*, l'*Annuaire statistique pour l'Afrique*, le « Rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, 2012 » et l'« Aperçu de l'évolution de l'intégration régionale en Afrique ». Les deux institutions ont soutenu avec succès les États membres lors de grandes conférences internationales, ce qui attestait leur direction clairvoyante et leur engagement dans la prise en charge des défis socioéconomiques du continent.

15. Le thème de la Conférence était particulièrement important et d'actualité dans le contexte de la crise de la dette que traversait la zone euro et de l'émergence des économies africaines de la crise financière et économique mondiale. Une occasion de croissance économique se présentait à l'Afrique, dont le produit intérieur brut (PIB) a augmenté en moyenne de 4,8% et de 3,7% en 2010 et en 2011 respectivement, et devrait croître de 5,8% en 2012.

16. Le chemin de l'Afrique vers la réalisation de son potentiel en tant que pôle de croissance mondiale était parsemé de nombreux obstacles, dont le déficit infrastructurel, des problèmes de bonne gouvernance, la participation limitée du secteur privé, un engagement insuffisant de l'État et des difficultés liées à l'intégration régionale. Il escomptait que les participants échangeraient des idées sur trois sujets qui avaient été soigneusement choisis: l'Afrique à l'horizon 2050, la crise de la dette dans la zone euro et ses répercussions sur l'économie africaine et le projet de cadre pour le programme de développement de l'Afrique au-delà de 2015.

17. M. Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion, qu'il a décrite comme le principal cadre dans lequel les experts expriment leur opinion sur des sujets majeurs en Afrique, avant de féliciter la CUA pour son engagement dans le partenariat avec la CEA.

18. L'Afrique pourrait réaliser son potentiel et devenir un pôle de croissance mondiale pour autant qu'elle ait une vision claire des actions à mener pour y parvenir. À cet égard, PIDEF aidait les États membres à réintégrer les cadres de planification du développement dans leur gestion économique. Il était essentiel pour l'Afrique de formuler un programme de développement pour réaliser les OMD après 2015, mais un nouveau cadre de développement devrait s'appuyer sur les forces existantes et combler les lacunes apparentes, tout en créant des emplois, particulièrement pour les jeunes qui, bien que constituant la majorité

de la population, n'avaient pas bénéficié de la récente croissance économique.

19. Des ressources financières suffisantes étaient nécessaires pour maintenir la dynamique de croissance et la mobilisation des ressources intérieures et les envois de fonds resteraient essentiels à cet effet, de même que le financement de développement, comme l'avait montré le forum organisé avec succès en mai 2011. Une table ronde de haut niveau sur les flux financiers illicites, demandée par la Conférence de l'année dernière, avait commencé ses travaux sous la direction de l'ancien Président sud-africain, M. Thabo Mbeki.

20. Le succès de l'Afrique reposait sur la mise en œuvre de son programme d'intégration régionale et sur les faits en vue de combler son déficit d'infrastructures. Des efforts concertés devraient être déployés en vue d'appliquer le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), en appui au projet de zone de libre-échange continentale, et le Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC) devrait continuer à soutenir ce travail.

21. L'environnement international reste important pour le développement de l'Afrique. À cet égard, le CAPC appuie actuellement les négociateurs africains. La CEA a aussi abrité la réunion préparatoire pour les négociations de Rio+20.

22. La Vision africaine pour l'industrie minière a été adoptée du fait que l'importance de la gestion rationnelle des ressources a été reconnue. C'est cette même raison qui a présidé à la création du Centre africain pour les ressources minières. Le thème du huitième Forum pour le développement de l'Afrique, prévu en octobre 2012, sera « Gérer et exploiter les ressources naturelles en vue du développement de l'Afrique ».

23. L'utilisation stratégique des partenariats avait continué de caractériser le travail de la CEA. La CUA, la CEA et la BAD avaient mis en place un Bureau d'appui au secrétariat conjoint, tandis que les partenaires cités ci-après avaient vigoureusement soutenu le Plan d'activités de la CEA pour 2010-2012, à savoir le Canada, le Danemark, l'Union européenne, la Finlande, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni.

24. M. Admasu Nebebe, Directeur de département au Ministère éthiopien des finances et du développement économique, a, au nom du Gouvernement et du peuple éthiopiens, souhaité la bienvenue aux délégués présents à Addis-Abeba et remercié la CEA et la CUA d'avoir organisé ces réunions.



25. Abordant le thème de la Conférence, M. Nebebe a fait observer que ces dernières années, l'Afrique avait enregistré de solides résultats économiques, soutendus par une saine gestion macroéconomique, une bonne gouvernance politique et économique, une gestion compétente des affaires publiques et un secteur privé en croissance, ce qui avait conduit de nombreux observateurs à voir dans l'Afrique le prochain pôle de croissance. Toutefois, les taux de croissance en Afrique ont été volatils et insuffisants pour permettre la réalisation des OMD. Il était essentiel d'accélérer et de maintenir la croissance économique en Afrique pour réduire la pauvreté, étant entendu que le financement de la mise en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté exigerait des ressources à la fois internes et externes.

26. Des politiques cohérentes assurant des dépenses publiques soutenues et prudentes, le renforcement du développement des infrastructures, la stabilité macroéconomique, une plus grande résilience aux chocs extérieurs, un recours accru aux partenariats public-privé ainsi que la paix et de la sécurité étaient essentiels pour que l'Afrique devienne un pôle de croissance mondiale. Les pays africains se devaient de repenser leurs stratégies de développement et de mettre l'accent sur la promotion de l'intégration régionale africaine, notamment le commerce intra-africain. Toutefois, les prix élevés du pétrole et l'actuelle crise dans la zone euro pourraient entraîner une baisse des flux commerciaux dans certains pays africains et provoquer l'assèchement du financement du commerce.

27. M. Nebebe a ensuite déclaré, au nom du Gouvernement éthiopien, la réunion ouverte.

#### **Aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique [point 4 de l'ordre du jour] [E/ECA/COE/31/2, AU/CAMEF/EXP/2(VII)]**

28. Le secrétariat a présenté un document intitulé « Vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2011 » et mis l'accent sur quatre grandes idées.

29. Premièrement, l'évolution de l'économie mondiale avait entraîné en 2011 des difficultés majeures pour les pays africains, notamment des risques et des facteurs de vulnérabilité qui avaient ramené la croissance mondiale à 2,8% en 2011 contre 4% en 2010. En particulier, la crise de la dette souveraine survenue dans la zone euro avait accru le risque d'une nouvelle récession mondiale, qui pourrait affecter les pays

africains sur plusieurs fronts. La demande de produits d'exportations pouvait s'en trouver réduite, ce qui conduirait à une contraction brutale des positions du secteur extérieur. Se trouveraient aussi affectés en Afrique le secteur des services (notamment le tourisme), les flux de capitaux vers le continent (y compris les investissements étrangers directs (IED) et les envois de fonds) et les marchés financiers africains. Néanmoins, l'Afrique était mieux préparée qu'avant pour faire face aux chocs mondiaux, le continent ayant approfondi les sources intérieures de croissance et renforcé ses liens commerciaux avec les marchés émergents d'Asie et d'Amérique latine – loin de l'épicentre de la crise en Europe.

30. Deuxièmement, le redressement de l'Afrique avait fléchi en 2011, avec une croissance de 2,7% seulement, contre 4,6% en 2010, du fait de la transition démocratique en Afrique du Nord ayant suivi les remous politiques et sociaux dans plusieurs pays de la sous-région et de la persistance des effets indirects de la crise économique mondiale de 2007-2009. Cependant, beaucoup de pays africains avaient continué d'enregistrer une croissance forte et les perspectives pour 2012 et au-delà étaient positives. La croissance avait été alimentée par la hausse des revenus et de la demande intérieure, l'augmentation des exportations de produits de base, dont les cours étaient à la hausse et la demande élevée, et une reprise des flux d'IED s'expliquant par l'amélioration de la gouvernance économique et politique. Toutefois, l'on était en droit de s'inquiéter du fait que les flux d'IED continuaient d'aller à l'industrie extractive; il convenait de faire en sorte que les secteurs bénéficiant de ces flux soient diversifiés.

31. Troisièmement, les progrès en matière de développement social et humain étaient lents. Le taux de chômage élevé, surtout parmi les jeunes, demeurait un sujet de préoccupation. La pauvreté restait aussi élevée, assortie de grandes inégalités, à cause de la base étroite de la croissance économique et de la faiblesse des systèmes de protection sociale. Beaucoup de pays africains n'allaient sans doute pas parvenir à atteindre l'objectif du Millénaire consistant à réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté pour 2015.

32. Quatrièmement, pour chercher des solutions aux problèmes de développement actuels et émergents de l'Afrique, il fallait une action tant à court terme qu'à long terme. À court terme, les décideurs devaient continuer de mener des politiques économiques anti-cycliques bien pensées, susceptibles d'appuyer et de soutenir la croissance et la protection sociale. À long terme, les décideurs africains devaient ne ménager



aucun effort pour diversifier l'économie et réaliser la transformation structurelle en vue d'une croissance inclusive accompagnée d'emplois décents.

33. Dans le débat qui s'est ensuivi, les participants ont salué la poursuite de la croissance économique en Afrique, mais noté que le continent était encore largement tributaire des exportations de produits de base. Des efforts concertés étaient nécessaires pour générer le dynamisme économique par la promotion de la stabilité macroéconomique, la protection des droits de propriété et le renforcement de la compétitivité. D'autres points ont été soulevés:

- a. Le rapport mettrait l'accent sur l'impact de la transition démocratique en Afrique du Nord sur la performance économique du continent pour 2011;
- b. Il a été demandé que soient précisés le terme « emplois décents » utilisé dans le rapport pour décrire les emplois qu'il fallait générer à l'intention des jeunes, ainsi que les secteurs dans lesquels ces emplois décents pourraient être créés. À cet égard, le secrétariat a indiqué que l'Organisation internationale du Travail avait défini la notion de travail décent comme un travail accompli dans des conditions de liberté, d'équité et de dignité, l'employeur traitant les travailleurs avec justice. De tels emplois pouvaient être créés dans les secteurs structurés, en particulier dans le secteur public, celui de la transformation et les services.
- c. À la lumière des discussions, le Comité a fait les recommandations suivantes:
- d. La CEA devrait procéder à des analyses approfondies concernant les répercussions de la transition démocratique en Afrique du Nord sur les conditions socioéconomiques dans les pays concernés, y compris sur le reste du continent;
- e. Les pays africains devraient renforcer la législation, améliorer la gouvernance, accroître l'accès aux ressources financières, éliminer les déficits infrastructurels et, chose très importante, encourager la protection des droits de l'homme, essentiels au bon fonctionnement des mécanismes du marché;
- f. Il convenait de prêter une plus grande attention à l'agriculture, à la viabilité de l'environnement et au développement social, en particulier l'éducation et la santé, en raison de leur impact sur la réduction de la pauvreté. L'autonomisation

des femmes, y compris l'accès des femmes à la terre, devrait également faire l'objet d'une plus grande attention compte tenu de la contribution des femmes au développement en Afrique;

- g. Les entrepreneurs devraient être encouragés à devenir plus compétitifs et recevoir un appui à cette fin;
- h. Il convenait d'intensifier les efforts visant à mobiliser des ressources pour répondre aux crises humanitaires telles que celles survenues dans la Corne de l'Afrique et les régions sahariennes;
- i. Compte tenu de l'évolution actuelle de la situation mondiale, les pays africains devraient renforcer la coopération Sud-Sud, essentiellement en prenant conscience de la mesure dans laquelle ces relations pourraient aider à promouvoir des réformes économiques chez eux et du type de transformations structurelles les plus aptes à générer des emplois.

#### **Évaluation des progrès de l'intégration régionale en Afrique [point 5 de l'ordre du jour] [E/ECA/COE/31/9, AU/CAMEF/EXP/9 (VII)]**

34. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a fait un exposé portant sur les progrès réalisés par les communautés économiques régionales (CER) dans la mise en œuvre du programme d'intégration régionale. Il a mis en évidence ce que les différentes CER avaient pu réaliser dans le contexte des dispositions du Traité d'Abuja.

35. La CUA avait pris plusieurs initiatives en étroite collaboration avec les communautés économiques régionales concernant les quatre piliers du Plan stratégique de l'Union africaine: paix et sécurité; intégration, coopération et développement; valeurs communes; et renforcement des capacités institutionnelles. Des projets ont été plus particulièrement évoqués pour chacun des piliers: l'Architecture africaine de paix et de sécurité, le Programme de développement des infrastructures en Afrique, le Programme minimum d'intégration, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance et la mise en place des institutions financières panafricaines.

36. Malgré les progrès réalisés dans le programme d'intégration régionale, des problèmes demeuraient, affectant sa mise en œuvre: le financement insuffisant



des programmes et projets d'intégration, une réticence de la part des États membres à céder une part de leur souveraineté à des organismes régionaux et continentaux, le manque d'infrastructures physiques et institutionnelles et les obstacles à la libre circulation des personnes. Rappelant que le dernier sommet de l'Union africaine avait décidé de consacrer une de ses séances ordinaires aux questions de développement et d'intégration, le secrétariat a invité les États membres et les autres parties prenantes à s'attaquer sans attendre à ces problèmes afin d'atteindre les objectifs inscrits dans le Traité d'Abuja.

37. Il a été noté que la CUA avait institué un groupe de haut niveau sur le financement des activités d'intégration régionale présidé par M. Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigéria. Les conclusions du groupe seraient présentées au prochain sommet de l'Union africaine. L'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer l'adoption d'une autre source de financement de l'intégration de façon à rendre la Commission de l'Union africaine moins dépendante des sources extérieures de financement.

38. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont souligné la nécessité de renforcer les moteurs de la croissance africaine. Il a été noté que les chocs mondiaux pouvaient être une contrainte pesant sur l'intégration régionale. Toutefois, les participants ont estimé que l'Afrique devrait mettre davantage l'accent sur le problème des contraintes internes qui gênent l'intégration régionale, avant d'insister sur un accès aux marchés en franchise de droits et sans quotas, afin de profiter des possibilités existantes sur le continent.

39. Compte tenu des relations économiques et commerciales qui liaient traditionnellement l'Europe et l'Afrique, celle-ci pourrait subir l'impact de la crise de la dette dans la zone euro. La faiblesse de l'économie européenne risquait d'entraîner une réduction de la demande de produits africains et du flux d'aide au développement vers le continent. Pour atténuer les effets négatifs de la crise de l'euro et d'autres chocs extérieurs, les participants ont estimé nécessaire que l'Afrique accélère l'approfondissement de son programme régional d'intégration sans modifier le Traité d'Abuja.

40. Les participants ont souligné les retombées positives de l'arrangement tripartite conclu par la CAE, le COMESA et la SADC en vue d'établir une grande zone de libre-échange qui accélérerait la mise en œuvre du Traité d'Abuja. Ils ont invité les autres communautés économiques régionales à mettre en place des arrangements similaires afin d'accélérer la création d'un marché commun unique et, en fin de compte,

de la Communauté économique africaine. Il a été noté qu'une grande partie du budget-programme de l'Union africaine provenait de sources externes, ce qui avait des effets négatifs sur l'exécution des activités et des projets.

41. Concernant les échanges commerciaux, les participants ont souligné la nécessité pour l'Afrique de prêter une plus grande attention à la coopération Sud-Sud comme moyen de renforcer son développement et son intégration dans l'économie mondiale. Ces relations étaient appelées à jouer un plus grand rôle pour libérer à l'avenir le potentiel de croissance de l'Afrique. Il était important d'analyser l'intensification de ces relations, qui pourraient servir de tremplin à la transformation structurelle, entraîner la création d'emplois et, partant, garantir des moyens de subsistance durables et contribuer à la réduction de la pauvreté.

42. Le Comité a recommandé que les États membres approfondissent et unifient leur programme d'intégration régionale afin de pouvoir mieux résister aux chocs externes et aux crises, et que la CUA accélère la mise en place d'un mécanisme d'autofinancement, nécessaire pour atténuer les chocs externes, en prenant en compte les succès remportés par certaines communautés économiques régionales. En outre, d'autres communautés économiques régionales dans d'autres parties de l'Afrique devraient s'inspirer de cet arrangement tripartite de façon à accélérer la réalisation du programme d'intégration au niveau continental.

**Examen des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et programme de développement de l'Afrique après 2015 [point 6 de l'ordre du jour] [E/ECA/COE/31/8, AU/CAMEF/EXP/8(VII)]**

43. Le secrétariat a présenté ce point sur la base d'un rapport intitulé « Rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, 2012 ». Des progrès avaient effectivement été réalisés, mais à un rythme trop lent pour atteindre la plupart des cibles. Les progrès les plus importants avaient été réalisés dans des domaines tels que l'éducation, l'égalité entre hommes et femmes et le VIH/sida, tandis que les indicateurs de santé maternelle et infantile en particulier étaient à la traîne. La qualité des services et l'égalité d'accès étaient aussi des sujets de préoccupation.

44. L'année 2015 se rapprochant, il était temps pour l'Afrique de considérer les progrès réalisés, les leçons tirées de l'expérience et les problèmes émergents pour



en faire autant de pierres angulaires du programme de développement de l'après-2015. On a estimé que les OMD mettaient trop l'accent sur les résultats et pas assez sur les facteurs de développement. Les trois domaines suivants étaient apparus au cours de consultations avec les parties prenantes comme des éléments essentiels pour l'Afrique: la promotion de la croissance économique et de la transformation structurelle, l'éducation et l'innovation technologique, et le développement humain et social.

45. Un grand thème qui était ressorti de la discussion, en rapport avec les principales questions relatives aux OMD et les suggestions concernant le programme de développement au-delà de 2015, était que la mobilisation des ressources intérieures et la recherche de sources alternatives de financement, par exemple grâce à l'exploitation des ressources naturelles, étaient essentielles à la réalisation des OMD et devraient être un élément central du programme qui serait mis en œuvre après 2015. En outre, la mobilisation des ressources intérieures était aussi apparue comme un facteur important en matière d'appropriation et de reddition de comptes.

46. Plusieurs participants ont dit qu'il fallait une croissance soutenue, de haut niveau et inclusive. Les pays doivent garder à l'esprit que l'inégalité était un facteur clé dans le rythme et la nature de la croissance. À cet égard, les femmes et les populations rurales ont été mentionnées comme devant être des groupes cibles. Il a aussi été suggéré que la collecte et la désagrégation des données aux niveaux infranational et communautaire permettraient de mesurer les progrès accomplis s'agissant des groupes marginalisés et contribueraient à un développement social et économique sans exclusive.

47. Certains se sont inquiétés de l'accès aux services publics et de la qualité de ceux-ci, par exemple pour ce qui était de l'inclusion financière et de la qualité de l'enseignement et des services sanitaires. Les participants se sont demandé comment les États membres pourraient assurer des services à la fois de qualité et égaux pour tous.

48. La position économique actuelle de l'Afrique lui offrait une occasion unique d'orienter le débat relatif aux grands contours du programme de développement au-delà de 2015. Les participants ont demandé instamment que le maintien des acquis obtenus dans le cadre des OMD initiaux fasse partie intégrante des efforts qui en prendraient la suite.

49. Le Comité a fait les recommandations suivantes:

- a. La Charte africaine de la statistique était l'occasion de faire un travail d'harmonisation de manière à pouvoir mesurer adéquatement la réalisation des cibles;
- b. Les pays africains sont invités à établir des plans d'action et des calendriers clairs pour s'assurer qu'ils satisfassent à la plupart des cibles afférentes aux OMD d'ici à 2015;
- c. L'examen de la mise en œuvre des OMD devrait être étroitement aligné sur la transformation structurelle et une utilisation plus efficace des ressources;
- d. Les technologies mobiles devraient être utilisées comme moyen de mettre au point des services financiers à l'intention des populations rurales, comme cela a été fait dans certains pays;
- e. Les efforts visant à élaborer une position africaine sur le programme de développement de l'après-2015 devaient se fonder sur une démarche participative prenant en considération les points de vue de toutes les parties prenantes, notamment des jeunes;
- f. Le maintien des acquis en matière OMD et une exploitation optimale de la position de l'Afrique dans l'économie mondiale étaient des principes qui devraient guider le programme de développement au-delà de 2015, lequel devrait aussi s'inspirer des cadres existant ailleurs aux niveaux national, régional et continental, notamment dans le contexte des communautés économiques régionales.

**Suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, notamment la réunion annuelle conjointe de l'Union africaine (UA) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de 2011 [Point 7 de l'ordre du jour]**

**i) Financement du développement: rapport intérimaire sur la mise en œuvre du Consensus de Monterrey [E/ECA/COE/31/10, AU/CAMEF/EXP/10(VII)]**

50. Le secrétariat a présenté un rapport intitulé « Financement du développement: rapport intérimaire sur la mise en œuvre du Consensus de Monterrey ». Les résultats obtenus à cet égard avaient été contrastés. Les progrès accomplis avaient été importants en ce qui



concernait la mobilisation de ressources internationales et la viabilité et l'allègement de la dette extérieure, mais ils avaient été lents en ce qui concernait la mobilisation des ressources intérieures, l'aide au développement et le commerce international, ainsi que la résolution des questions systémiques. La fragilité de la conjoncture économique mondiale actuelle risquait de remettre en cause les progrès accomplis à ce jour. Depuis la Conférence de Monterrey, l'importance grandissante de la coopération Sud-Sud et l'apparition de mécanismes novateurs de financement étaient deux faits nouveaux majeurs qui avaient permis d'accroître les sources de financement du développement et dont il faudrait tenir pleinement compte dans le nouveau cadre mondial de coopération pour le développement. Les résultats avaient été en deçà des attentes pour ce qui était des flux et de l'efficacité de l'aide; l'Afrique restait également sous-représentée dans les instances de décision des institutions internationales.

51. Dans les débats qui ont suivi, le Comité a été informé de la tenue de la Conférence africaine sur les sources novatrices de financement du développement, qui serait accueillie par le Gouvernement guinéen les 4 et 5 septembre 2012. Les objectifs de cette conférence, qui avaient été proposés par la Guinée et approuvés par les chefs d'État et de gouvernement africains, étaient d'élaborer des stratégies appropriées pour mobiliser des sources novatrices de financement du développement en Afrique et de contribuer à la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (Programme d'action d'Istanbul). Le Comité a également souligné la nécessité d'établir des liens entre les différents domaines d'activité énoncés dans le Consensus de Monterrey et de renforcer la coopération Sud-Sud. Il a noté que les pays développés n'honoraient pas systématiquement leurs engagements en ce qui concernait l'aide publique au développement (APD) et que les apports d'IED vers l'Afrique restaient faibles en dépit des nombreuses mesures incitatives adoptées par les gouvernements africains, de la croissance économique forte et régulière du continent, de son potentiel naturel et minier considérable et du faible coût de sa main-d'œuvre.

52. Le Comité a également souligné que l'Afrique devait envisager d'autres sources de financement, car les engagements pris concernant l'APD n'étaient pas toujours tenus. Il a également recommandé que les pays africains adoptent des mesures d'incitation et des cadres harmonisés pour attirer les IED afin d'éviter une concurrence inutile entre eux. En ce qui concernait la mobilisation des ressources intérieures, le Comité a souligné les conséquences négatives de la corruption, laissant entendre que les gouvernements

africains pourraient accroître leurs recettes fiscales en améliorant la gouvernance et en consolidant la démocratie. Enfin, il a recommandé que, pour mobiliser plus de fonds en vue d'un développement durable et inclusif, les pays africains renforcent leur capacité de lever davantage de ressources intérieures et de créer des mécanismes pour assurer la mise en œuvre et/ou le suivi de la mise en œuvre des engagements pris au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, tenu à Busan.

## *ii) Rapport sur l'examen mutuel de l'efficacité du développement*

53. Le secrétariat a présenté le rapport sur l'examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique de 2011, étude sur la responsabilité mutuelle réalisée conjointement par la CEA et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en vertu d'un mandat donné par les chefs d'État et de gouvernement du NEPAD. Ce rapport soulignait quatre questions importantes qui avaient été soumises au Comité pour examen, à savoir les principaux engagements pris par les pays africains et leurs partenaires de développement, la mise en œuvre de ces engagements, les résultats obtenus et les futures priorités. On y rendait compte également des progrès accomplis par l'Afrique en ce qui concernait le développement économique durable, l'enseignement, la santé, la sécurité alimentaire et l'égalité entre hommes et femmes, la bonne gouvernance et le financement du développement, et on y soulignait aussi les problèmes particuliers qui se posaient. Les pays africains y étaient invités à poursuivre les réformes politiques et économiques, à renforcer l'intégration régionale, à mobiliser des ressources intérieures et des investissements étrangers et à utiliser les ressources disponibles pour accélérer la réalisation des OMD. Les partenaires de développement étaient pour leur part invités à renforcer la coopération dans d'importants domaines de la gouvernance économique tels que la coopération internationale en matière de fiscalité et la lutte contre les flux illicites de capitaux, à continuer de résister aux pressions protectionnistes, à redoubler d'efforts pour libéraliser le commerce multilatéral, à établir un calendrier précis pour honorer les engagements pris en ce qui concernait l'augmentation de l'APD et à faciliter la participation de l'Afrique aux nouveaux mécanismes internationaux de gouvernance mondiale qui pourraient être créés.

54. Le Comité a pris note du rapport présenté par le secrétariat.



*iii) Rapport intérimaire sur l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique: Rapport de la douzième session du Mécanisme de coordination régionale des organismes des Nations Unies travaillant en Afrique (MCR-Afrique) [E/ECA/COE/31/14, AU/CAMEF/EXP/14(VII)]*

55. Le secrétariat a présenté un exposé sur l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au NEPAD, dont les objectifs étaient pour l'essentiel liés à ceux du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique (MCR-Afrique), qui avait été créé pour renforcer la cohérence, la coordination et la coopération à l'échelle du système des Nations Unies aux niveaux régional et sous-régional, ainsi qu'à ceux du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine, dont l'objectif était de renforcer la capacité de la CUA et des organisations sous-régionales africaines pour coopérer efficacement en tant que partenaires avec le système des Nations Unies afin de relever les défis de développement de l'Afrique. Une des principales réalisations du système des Nations Unies avait été l'élaboration d'un programme de travail détaillé pour accélérer la mise en oeuvre du Programme décennal, qui constituait un plan d'action clair pour le renforcement des capacités de la CUA. Les groupes thématiques du MCR-Afrique avaient également élaboré et mis en oeuvre conjointement des activités d'appui à l'Union africaine et au NEPAD. En outre, on avait mis en place des mécanismes de coordination sous-régionale (MCSR) qui servaient désormais de cadre de coordination des activités du système des Nations Unies au niveau sous-régional. L'Union africaine devait encore renforcer son contrôle et son autorité sur le MCR-Afrique, et le système des Nations Unies devait étendre à tous les organes de l'Union africaine l'appui en matière de renforcement des capacités qu'il fournissait à la CUA. La voie recommandée était que les États membres soutiennent la mise en oeuvre des programmes de l'Union africaine et du NEPAD au niveau national, qu'ils participent pleinement aux travaux des comités intergouvernementaux d'experts organisés par les bureaux sous-régionaux de la CEA et qu'ils utilisent ces comités pour relier les activités d'appui du système des Nations Unies aux niveaux national et sous-régional.

56. Le Comité a pris note du rapport présenté par le secrétariat.

*iv) Promouvoir la science, la technologie et l'innovation au service du développement en Afrique [E/ECA/COE/31/15, AU/CAMEF/EXP/15(VII)]*

57. Le secrétariat a présenté un rapport intitulé « Promouvoir la science, la technologie et l'innovation au service du développement en Afrique ». Dans son exposé, il a insisté sur l'importance que revêtaient la science, la technologie et l'innovation (STI) pour libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale. Il a souligné en particulier qu'il fallait promouvoir l'innovation dans le système éducatif et la société dans son ensemble. Il convenait également d'accorder une attention spéciale au financement de la recherche-développement, au transfert de technologies et à la commercialisation des résultats de la recherche, ainsi qu'à la fourniture d'un appui pour le suivi et l'évaluation des résultats en matière de STI. En outre, les gouvernements devraient s'efforcer, conformément à l'objectif convenu, d'allouer au moins 1% de leur PIB à la recherche-développement (R-D), et offrir des subventions, des prêts et des garanties spéciaux pour la création d'entreprises nouvelles. Les programmes et initiatives de la CEA visant à promouvoir l'innovation et l'esprit d'entreprise sur le continent, notamment le Cadre africain pour l'innovation, le Réseau africain pour l'innovation dans le domaine des médicaments et des produits diagnostiques, l'initiative de mise à profit de l'expérience en ingénierie pour améliorer la santé en Afrique, le Réseau africain de développement et de transfert de technologie, le Forum interparlementaire africain sur la science, la technologie et l'innovation et le Prix de l'innovation en Afrique, ont également été présentés.

58. Au cours des discussions qui ont suivi, le Comité a reconnu qu'il était important de disposer de ressources humaines qualifiées pour acquérir, produire et diffuser des connaissances et des technologies nouvelles. Dans une économie mondiale où il était de plus en plus important que la société dans son ensemble possède des compétences technologiques de base, il était nécessaire de dispenser plus largement un enseignement supérieur de meilleure qualité en sciences, en ingénierie et en technologie pour favoriser le développement économique et social rapide de l'Afrique et libérer ainsi son potentiel en tant que pôle de croissance mondiale.

59. Le Comité a félicité la direction de la CEA et de la CUA d'avoir fait en sorte que la Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique reste le principal lieu de rencontre pour des discussions et des échanges politiques et techniques entre les scientifiques, les décideurs et le secteur privé. Il a également reconnu le rôle essentiel du Prix de l'innovation pour l'Afrique s'agissant de créer une plate-forme pour stimuler l'innovation en Afrique dans les principaux secteurs décisifs pour le développement durable du continent. Le Prix avait également incité des jeunes à embrasser



des carrières scientifiques ou techniques enrichissantes et valorisantes et encouragé des chefs d'entreprises, des créateurs, des organismes de financement et des prestataires de services aux entreprises à échanger des idées et à étudier des créneaux commerciaux novateurs.

*v) Les changements climatiques et le développement en Afrique: Rapport sur les résultats de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques, et note d'information sur les résultats de la réunion régionale africaine préparatoire à Rio+20 [E/ECA/COE/31/23, AU/CAMEF/EXP/23 (VII)]*

60. Le secrétariat a présenté, en se fondant sur le rapport intitulé « La Conférence de Durban sur les changements climatiques: revue des accords et des questions en suspens », un exposé dans lequel il a mis en lumière le contexte dans lequel s'inscrivaient les négociations internationales sur les changements climatiques et les travaux menés par l'Afrique pour se préparer à ces négociations à la Conférence tenue à Durban (Afrique du Sud) du 23 novembre au 13 décembre 2011.

61. L'un des principaux résultats de la Conférence de Durban avait été l'adoption de la plate-forme de Durban, dans laquelle il avait été convenu de lancer un nouveau cycle de négociations et une décision avait été prise en ce qui concernait la mise en oeuvre des Accords de Cancún, y compris le Fonds vert pour le climat. La Conférence avait également pris une décision sur une deuxième période d'engagement de cinq ou de sept ans commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, ainsi que des décisions sur les engagements devant être pris par les pays développés en matière d'atténuation et les mesures d'atténuation appropriées devant être adoptées par les pays en développement à l'échelle nationale. Il a été souligné que peu de progrès avaient été accomplis en ce qui concernait le Programme renforcé de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement.

62. Il a été souligné au cours des débats qu'il était essentiel que l'Afrique continue de participer efficacement aux négociations sur les changements climatiques et de veiller à ce que ses préoccupations et ses priorités soient prises en compte dans les résultats de ces négociations. Étant donné que les pays développés n'avaient pas honoré les engagements qu'ils avaient pris en matière d'APD dans le Consensus de Monterrey, le Comité a exprimé la crainte que ces pays ne tiennent pas non plus leurs engagements vis-à-vis du Fonds vert pour le climat.

63. Le Comité a recommandé que la CUA, en collaboration avec la CEA, la BAD, le PNUE et d'autres organismes des Nations Unies, continue d'apporter un soutien énergique et cohérent aux pays africains afin de renforcer leur capacité de participer de façon unie et efficace aux négociations sur les changements climatiques et de suivre la mise en oeuvre des résultats de ces négociations.

64. En ce qui concernait le processus régional africain préparatoire à la Conférence des Nations Unies pour le développement durable (Rio+20), que la CEA avait conduit en collaboration avec la CUA et la BAD, en partenariat étroit avec les communautés économiques régionales (CER), le PNUE et le PNUD, le secrétariat a tout d'abord souligné dans son exposé l'objectif et les thèmes que l'Assemblée générale des Nations Unies avait assignés à la Conférence Rio+20, qui devait avoir lieu du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil). Le processus régional africain, qui avait bénéficié d'une participation active des dirigeants politiques africains au niveau des chefs d'État et de gouvernement, avait eu pour point d'orgue la Conférence régionale africaine préparatoire à la Conférence Rio+20, qui s'était tenue en octobre 2011. Lors de cette conférence, les ministres avaient adopté la Déclaration consensuelle africaine pour la Conférence Rio+20, qui avait été approuvée à la dix-huitième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine en janvier 2012. Dans son exposé, le secrétariat a présenté les principaux points de la Déclaration consensuelle et la voie à suivre.

65. Au cours des discussions qui ont suivi, les experts ont souligné qu'il était essentiel que l'Afrique participe efficacement à la Conférence Rio+20 et en suive les résultats. Ils ont recommandé de mobiliser des ressources suffisantes pour assurer une telle participation, en gardant à l'esprit la nécessité de veiller à ce que, dans la mesure du possible, les délégations nationales comprennent des représentants des ministères chargés des piliers économiques, sociaux et environnementaux du développement durable, ainsi que de la dimension gouvernance. Ils ont également recommandé que la CUA, en collaboration avec la CEA, la BAD et d'autres partenaires de développement, mette en place un mécanisme efficace pour diffuser les résultats de la Conférence Rio+20 et en assurer le suivi, ainsi que pour contribuer à leur mise en oeuvre effective à l'échelle régionale, sous-régionale et nationale.

*vi) Étude sur le coût de la faim en Afrique [E/ECA/COE/31/22, AU/CAMEF/EXP/22(VII)]*

66. Le secrétariat a brièvement présenté une étude multidisciplinaire intitulée « Le coût de la faim en



Afrique: incidences socioéconomiques de la dénutrition infantile », qui était conjointement réalisée dans 12 pays par la CUA, la CEA, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Cette étude visait à quantifier les impacts sociaux et économiques de la faim en Afrique en vue d'élaborer, afin que les ministres l'examinent, une recommandation efficace et pragmatique sur les mesures à prendre pour éliminer la faim dans le continent. On y examinait également les principaux facteurs de la faim en Afrique ainsi que les obstacles et les contraintes qui entravaient les efforts visant à la combattre. On comptait que les résultats de l'étude apporteraient un soutien important aux efforts de plaidoyer visant à mettre en place des cadres politiques et à attirer des investissements qui contribueraient à éviter des pertes inutiles de potentiel humain et économique imputables à la faim sur le continent. Les résultats préliminaires de l'étude montraient que la faim obérait lourdement les systèmes de santé. Il en ressortait aussi des pertes importantes en termes de PIB en raison d'une baisse de la productivité. La collecte et l'analyse des données et la diffusion des résultats se poursuivraient dans sept autres pays.

67. Au cours de la discussion qui a suivi, il a été convenu que le problème de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle allait en s'aggravant. On a insisté en particulier sur les difficultés liées à la collecte, à la décentralisation et à l'harmonisation des données dans le cadre de l'étude, et sur la nécessité de renforcer les systèmes statistiques. Étant donné la nature multisectorielle des questions qui se posaient, des efforts concertés de la part des diverses parties prenantes étaient également nécessaires. Le Comité a recommandé de prolonger l'étude au-delà de la phase pilote.

**vii) État de la mise en œuvre de la Charte africaine de la statistique et de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique [E/ECA/COE/31/19, AU/CAMEF/EXP/19(VII)]**

68. Le rapport sur cette question a été présenté par le secrétariat. Vingt-deux États Membres avaient signé la Charte africaine de la statistique, mais seulement 5 d'entre eux l'avaient ratifiée. La CUA avait organisé des missions visant à accélérer le processus de ratification. La CUA, la CEA et la BAD avaient élaboré un plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique et de certaines de ses activités sectorielles. On a souligné les progrès réalisés dans plusieurs domaines clés, à savoir la gouvernance, la paix et la sécurité; la coordination et l'harmonisation des systèmes d'information du marché du travail; la science,

la technologie et l'éducation; l'enregistrement des faits et l'établissement des statistiques de l'état civil; l'élaboration d'un plan d'action pour les statistiques agricoles et rurales; et le secteur extérieur.

69. Au cours de la discussion qui a suivi, le Comité a félicité la CUA, la CEA et la BAD de leurs efforts visant à améliorer les statistiques en Afrique et a souligné la nécessité de les harmoniser, en particulier celles concernant les finances publiques, les jeunes et l'emploi des femmes, afin de corriger les incohérences entre les données provenant de diverses sources nationales, régionales et internationales.

70. Le Comité a également insisté sur le fait qu'il fallait décentraliser les statistiques pour assurer une planification efficace. Il a souligné l'utilité des systèmes d'état civil, en particulier pour améliorer la gouvernance et établir des indicateurs de développement au niveau communautaire. Il a reconnu l'importance de faire participer les CER à ce processus, ainsi que la nécessité d'adapter les normes et standards internationaux aux réalités africaines dans le contexte de l'harmonisation des statistiques. Il a également reconnu que la CEA, la CUA et la BAD avaient fait des efforts considérables pour développer des systèmes d'état civil que les pays africains pouvaient adopter, mais qu'elles avaient besoin qu'on les aide à renforcer leurs capacités afin de pouvoir intensifier leurs travaux et répondre aux demandes des États membres.

71. Le Comité a recommandé à la CEA et à la CUA de renforcer leurs efforts visant à harmoniser la collecte des données; aux États membres de tenir compte du fait que la CEA et la CUA avaient pour mandat de mettre les données concernant le continent en conformité avec les normes internationales; et aux États membres et aux organisations internationales de soutenir le programme d'amélioration des systèmes d'enregistrement des faits et d'établissement des statistiques de l'état civil. Il a recommandé en outre à la CUA de coordonner les efforts visant à harmoniser la collecte des données et à en assurer la cohérence, en collaboration avec les CER et d'autres organisations régionales spécialisées.

72. Le Comité a aussi recommandé le renforcement des capacités nationales, sous-régionales et régionales relatives aux activités statistiques en matière de démographie.



**Présentation et examen du document de travail portant sur le thème de la Conférence: Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale [Point 8 de l'ordre du jour] [E/ECA/COE/31/3, AU/CAMEF/EXP/3 (VII)]**

73. Le secrétariat a présenté le document de synthèse portant sur le thème de la Conférence, « Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance ». La présentation indiquait que le continent avait abordé le XXI<sup>e</sup> siècle en tant que région ayant la deuxième croissance la plus rapide au monde. Après de longues périodes de stagnation dans les années 70 et 80, l'Afrique avait réalisé une croissance de 5,6% entre 2002 et 2008, grâce à une meilleure gouvernance économique, à une meilleure gestion macroéconomique, à l'accroissement de la demande intérieure et des afflux de capitaux et à l'augmentation des prix des produits de base et de leurs exportations. Toutefois, la persistance de la crise économique mondiale, provoquée dans une large mesure par des déséquilibres macroéconomiques tenaces, un manque de coordination des politiques à l'échelle mondiale, sans oublier la menace que représentait la lourde dette souveraine des économies des pays développés à l'encontre de la croissance économique du continent. En outre, les grandes inégalités et le chômage élevé demeuraient des sources de préoccupation. L'Afrique avait toutefois le potentiel de faire partie de la solution au problème de la croissance faible et des déséquilibres mondiaux.

74. Le potentiel du continent découlait notamment des principaux facteurs suivants: l'amélioration de la gouvernance politique, économique et des entreprises, ainsi que du climat des affaires, la réduction des coûts des activités commerciales, l'abondance des ressources naturelles, la jeunesse de la population et une force de travail en expansion rapide, ainsi qu'un immense marché régional inexploité.

75. Pour libérer le potentiel de l'Afrique et mettre à profit les gains acquis ces dernières années, il fallait que les dirigeants africains s'engagent à mettre en œuvre les réformes nécessaires et les plans d'action convenus dans plusieurs domaines. Il s'agissait notamment de promouvoir un leadership visionnaire, des institutions fortes et une bonne gouvernance, les investissements en matière d'infrastructures, la valorisation du capital humain, la transformation de l'agriculture et le développement rural, la promotion des transferts de technologie et de l'innovation aux fins de la transformation structurelle et de la valeur ajoutée, l'atténuation des effets des changements climatiques, la mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour combler le déficit financier de l'Afrique, la pro-

motion du commerce et l'accélération de l'intégration régionale, ainsi que le renforcement des partenariats, notamment de la coopération Sud-Sud.

76. Le Comité a salué la présentation du secrétariat et la qualité du document de synthèse. La plupart des orateurs ont noté que l'Afrique avait le potentiel de devenir un pôle de croissance mondiale. Il restait toute fois plusieurs problèmes à régler. Premièrement, les débats ont montré que les pays africains devaient suivre une voie de diversification économique et de transformation structurelle. Deuxièmement, il convenait de mettre l'accent sur l'agriculture, car elle demeurait le secteur le plus important en termes de contribution à l'emploi et à la croissance économique. Troisièmement, compte tenu de l'accroissement de la population jeune en Afrique, il était particulièrement important de mettre au point des stratégies pour résoudre les difficultés des jeunes, afin de les doter des compétences dont ils avaient besoin et de garantir un environnement et des conditions propices à la création d'emplois. Les pays africains devaient aussi procéder à une diversification de leur économie. Les débats ont également montré qu'il était nécessaire d'affecter désormais les ressources aux secteurs de croissance. Par ailleurs, l'absence de statistiques adaptées et fiables causait des lacunes dans l'analyse des politiques économiques.

77. Il y avait lieu de procéder à une évaluation quantitative du potentiel de développement de l'Afrique et des domaines prioritaires aux niveaux sous-régional et continental, à partir des avantages compétitifs du continent et en tenant compte de l'accroissement de la concurrence sur le marché mondial. Les stratégies de développement devaient également être concentrées sur des créneaux régionaux dans l'objectif d'exploiter le potentiel régional et la coopération Sud-Sud devait être intensifiée non seulement grâce au commerce, mais aussi grâce à la technologie et au transfert de connaissances facilités par des politiques ou stratégies établies à partir des enseignements tirés des pays émergents et développés. De la même façon, les participants ont insisté sur la nécessité d'accélérer l'harmonisation des politiques et l'intégration régionale. La lenteur actuelle de l'intégration régionale en Afrique contrariait les initiatives du continent visant à libérer son potentiel de développement. En outre, l'Afrique avait besoin d'une politique cohérente par rapport à ses partenaires stratégiques dans les pays développés et émergents, en tant que contrepartie aux politiques de ces derniers vis-à-vis de l'Afrique. Le Comité s'est dit préoccupé de voir que les programmes de développement de l'Afrique étaient encore examinés à partir d'une perspective non africaine. L'absence de lien entre la concertation aux niveaux continental



et mondial faisait que les changements rapides survenant en Afrique étaient rarement présentés sous leur vrai jour au niveau mondial.

78. Le Comité a insisté sur l'importance du leadership, de la bonne gouvernance économique et politique, d'un climat d'investissement et d'affaires favorable, éléments qui étaient encore tous très faibles dans de nombreux pays africains. S'agissant de gouvernance politique, l'Afrique avait besoin de dirigeants visionnaires à même de susciter un consensus national autour d'un programme de développement commun. En ce qui concerne la gouvernance économique, le Comité a noté que la fuite des capitaux et la corruption continuaient de poser de sérieux problèmes pour le développement économique et social de l'Afrique et que des cadres directeurs solides et efficaces étaient donc nécessaires. La faible mobilisation des ressources intérieures et les taux d'épargne et d'investissement peu élevés constituaient des obstacles de taille à la transformation économique en Afrique. Les décisions en matière de politique budgétaire avaient un impact direct sur la croissance et les générations futures et des politiques budgétaires anticycliques favorisant la durabilité, l'équité entre les générations et la stabilité étaient donc nécessaires.

79. Compte tenu des discussions mentionnées ci-dessus, le Comité a recommandé que les pays africains:

- a. Procèdent à une analyse exhaustive qui permette de déterminer leurs besoins respectifs en matière de formation et de perfectionnement des compétences, mettent en œuvre des mesures visant à relier la formation du capital humain à la demande sur le marché du travail et encouragent l'innovation et la compétitivité;
- b. Créent un cadre institutionnel plus efficace pour que l'Afrique libère son potentiel de développement, améliore la gouvernance et réalise une croissance sans exclusive favorisant les pauvres. À cette fin, ils devraient tirer des enseignements des pratiques optimales suivies tant en Afrique que dans les pays émergents des autres continents;
- c. Intensifient les efforts visant à accélérer l'industrialisation grâce à la création de valeur ajoutée, à l'agro-industrie et à la création de groupements industriels et de zones économiques spéciales dans le cadre de plans de développement inclusifs;

- d. Redoublent d'efforts pour lutter contre la corruption et la fuite de capitaux et assurer le rapatriement des biens détournés;
- e. Comblent les fossés en matière d'information et renforcent l'analyse de la contribution du secteur informel aux économies africaines et à la création d'emplois aux fins de son intégration dans l'économie formelle;
- f. Instaurent un environnement favorable en appui au développement du secteur privé de façon qu'il puisse jouer effectivement son rôle de moteur de croissance. Il convient, à cet effet, de mettre en place les cadres nécessaires pour soutenir les jeunes entrepreneurs, créer des emplois, tout particulièrement pour les jeunes, et mettre en commun les expériences en ce qui concerne les partenariats public-privé (PPP);
- g. Renforcent la mobilisation des ressources intérieures en créant des institutions et des incitations qui permettent d'accroître l'épargne intérieure, d'élargir l'assiette fiscale, d'améliorer les systèmes d'administration fiscale et d'exploiter les envois de fonds en vue d'assurer le développement social et économique;
- h. Adoptent des politiques budgétaires rationnelles fondées sur des mesures anticycliques durables qui intègrent l'équité entre les générations, tout en passant de dépenses axées sur la consommation à l'augmentation de l'épargne et des investissements productifs;
- i. Accélèrent l'intégration régionale et l'harmonisation des politiques à titre prioritaire afin de développer le commerce intra-africain et d'assurer la libre circulation des facteurs de production;
- j. Prennent en charge la concertation intellectuelle et politique concernant l'Afrique au niveau mondial afin d'éviter que ne soit donnée une mauvaise représentation des progrès et des programmes de développement du continent;
- k. Établissent un mécanisme approprié pour améliorer la capacité de direction des responsables africains et de les sensibiliser davantage aux nouvelles questions de politique générale concernant le continent, en prenant comme modèles d'anciens dirigeants éminents;
- l. Établissent un mécanisme approprié pour renforcer le dialogue de l'Afrique avec les parte-



naires émergents dans le cadre de la coopération Sud-Sud;

- m. S'emploient à opérer les réformes nécessaires depuis déjà trop longtemps ainsi que les mesures convenues aux niveaux national, sous-régional et continental requises pour libérer le potentiel économique et de développement du continent et intègrent ces actions dans leurs plans et stratégies de développement à long terme.

#### Questions statutaires [point 9 de l'ordre du jour]

80. Un représentant du Bureau des Commissions régionales à New York a fait un exposé sur le cadre et les conclusions d'une étude indépendante financée par les cinq commissions régionales [CEA, CESA, CEPALC, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Commission économique pour l'Europe (CEE)], qui porte sur la dimension régionale du développement et le système des Nations Unies. L'étude a mis en exergue l'importance croissante de la dimension régionale du développement et l'accélération du régionalisme dans de nombreuses parties du monde. Son objet est double: a) examiner les questions clés qui sous-tendent le « nouveau régionalisme » et b) proposer des moyens permettant au système des Nations Unies, notamment les commissions régionales, de mieux soutenir les États membres dans ce contexte en évolution et d'ajouter de la valeur au processus du régionalisme.

81. L'étude contient une analyse du nouveau régionalisme et souligne ses implications dans l'architecture de la gouvernance régionale. Y est par ailleurs examiné l'engagement du système des Nations Unies dans les processus régionaux et souligné la nécessité d'améliorer la coopération et la coordination au plan horizontal et vertical et d'assurer la cohérence et la synergie tant dans le partenariat de l'ONU avec les entités et organismes intergouvernementaux régionaux que dans l'appui que l'Organisation apporte à ces derniers. Le rôle des commissions régionales a été souligné à la lumière de l'importance de la coopération Sud-Sud et de l'échange de pratiques optimales.

82. En conclusion, les États membres ont été appelés à approuver les conclusions de l'étude et à fournir des directives aux organisations du système des Nations Unies pour leur mise en œuvre.

83. Le Comité a félicité le Secrétariat de l'ONU et les commissions régionales de l'initiative prise

d'entreprendre l'étude et fait les quelques observations ci-après:

- L'étude devrait aider à réduire les doubles emplois, à renforcer les complémentarités et les synergies, à décentraliser les décisions, à renforcer les capacités et à garantir les ressources nécessaires au niveau régional. Une implication cohérente et coordonnée du système des Nations Unies devrait renforcer l'impact de son travail et optimiser l'utilisation des ressources disponibles au niveau régional. Toutefois, les avantages découlant de ces efforts ne devraient pas être compromis par une réduction des ressources.
- Faire face à des crises régionales comme la criminalité transfrontalière exige des efforts coordonnés. La réponse de l'ONU aux crises régionales ne peut être efficace que si elle bénéficie du soutien des entités régionales et des organisations intergouvernementales.

84. Sur la base de ces discussions, le Comité a recommandé d'examiner et de comprendre les implications de l'étude, pour faire en sorte que la prise en compte de l'importance croissante du régionalisme se traduise de la part de l'ONU par une réponse plus cohérente et plus efficace aux besoins et aux priorités des États membres.

85. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a présenté a) le Rapport annuel 2012 de la CEA, (ECA/COE/31/21), b) le projet de cadre stratégique et le projet de plan-programme biennal de la CEA pour la période 2014-2015 (ECA/COE/31/20), c) la création d'un centre africain pour le développement des ressources minières, d) la suite donnée aux décisions et aux recommandations des réunions annuelles conjointes de 2011, e) la note d'information sur les grandes conférences à venir de la CEA et f) la demande d'admission de la République du Soudan du Sud au Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est.

86. Dans le cadre du rapport annuel 2012 de la CEA, le présentateur a mis en évidence les principales activités et réalisations de la Commission. Il a noté que la CEA avait abordé les thèmes ci-après correspondant largement aux défis de développement majeurs rencontrés par les pays africains: rôle de l'État dans la transformation économique; changements climatiques et développement durable; gouvernance et administration publique, y compris les flux financiers illicites; appui aux activités de planification des États



membres; information et science, technologie pour le développement, commerce et intégration régionale, participation de la femme au développement, appui aux activités sous-régionales de développement et statistiques. Parmi les autres programmes figure l'appui des Nations Unies à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). L'attention du Comité a été également attirée sur plusieurs publications phares importantes, notamment: *Rapport économique sur l'Afrique 2012, Évaluation des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique* et *État de l'intégration régionale en Afrique*.

87. Le projet de cadre stratégique et le projet de plan-programme biennal de la CEA pour 2014-2015 ont également été présentés. Le document énumère les objectifs, les réalisations escomptées et les stratégies concernant chacun des dix sous-programmes qui constituent le programme de travail de la CEA. Cela représente la première étape dans la présentation des propositions budgétaires pour la période 2014-2015, en mettant un accent particulier sur les questions relatives à a) la sécurité alimentaire et le développement durable, b) la création d'emplois, c) le développement de l'infrastructure et l'accès à l'énergie, d) le développement de la jeunesse, e) les migrations, f) l'égalité entre les sexes, g) les TIC et h) les statistiques.

88. L'exposé sur la création du centre africain de mise en valeur des ressources minérales à la CEA, a fourni un aperçu des principaux objectifs et de la justification du projet de centre. En février 2009, les chefs d'État et de gouvernement de l'UA, à leur conférence au sommet tenue à Addis-Abeba, ont adopté la Vision africaine pour l'industrie minière, qui comprend un plan d'action assorti de neuf groupes de programmes de base. La proposition de créer le centre a été approuvée par la deuxième Conférence des ministres africains en charge de la mise en valeur des ressources minérales tenue à Addis-Abeba en décembre 2011. Un plan d'activités pour le centre est en préparation et devrait être achevé d'ici à la fin de mai 2012.

89. Le secrétariat a également présenté un rapport sur les progrès réalisés quant aux décisions et recommandations de la quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, tenue en mars 2011. La présentation a mis en évidence les progrès réalisés au titre des résolutions clés ci-après: a) 879 (XLIV), sur la gestion du développement en Afrique: le rôle de l'État dans la transformation économique; b) 881

(XLIV), sur le renforcement de l'appui de l'ONU à l'accélération de la mise en œuvre du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique; c) 885 (XLIV), sur le financement de la santé en Afrique; d) 886 (XLIV), sur les flux financiers illicites et e) 889 (XLIV), sur l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP).

90. Au titre de la résolution 886 (XLIV) sur les flux financiers illicites, le secrétariat a annoncé le lancement du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en Afrique. L'inauguration des activités du Groupe, lequel est présidé par S.E.M. Thabo Mbeki, ancien président de l'Afrique du Sud et composé de neuf autres membres, a eu lieu le 18 février 2012 à Johannesburg, en Afrique du Sud.

91. Dans le même ordre d'idée, en vertu de la résolution 889 (XLIV) sur l'Institut africain de développement économique et de planification, le secrétariat a signalé que l'Assemblée générale des Nations Unies avait augmenté, en la multipliant presque par trois, l'allocation annuelle de IDEP (qui passe de 480 000 dollars à 1 300 000 dollars des États-Unis) à compter de janvier 2012.

92. Le secrétariat a également informé les États membres à l'avance des principales manifestations que la CUA et la CEA comptaient organiser d'avril à décembre 2012. La note d'information a été préparée uniquement pour porter à l'attention du Comité les réunions nécessitant la participation des États membres.

93. Le secrétariat a présenté la requête présentée par le Soudan du Sud, membre de l'IGAD, à l'effet de rejoindre le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est. Le Comité a approuvé à l'unanimité la demande.

94. Dans les discussions qui ont suivi, la CEA a été félicitée pour le soutien apporté aux États membres dans les domaines de la gouvernance, de la statistique, du commerce, des TIC et de l'intégration régionale. Les participants ont pris note du travail accompli dans le domaine des sorties de capitaux illicites d'Afrique, notamment la mise en place d'un groupe de haut niveau. La Guinée avait proposé la mise place de ce groupe de haut niveau à la réunion de Lilongwe, mais n'était pas représentée dans sa composition. Il a été précisé que la composition du groupe n'était pas fondée sur le principe de la représentation des États membres, mais sur celui d'une participation à



titre individuel, le principe d'une large représentation sous-régionale s'appliquant toutefois.

95. La CEA a aussi été applaudie pour avoir pris la tête des efforts visant à ramener la planification dans les cadres nationaux de la planification du développement sur le continent. Les réalisations des bureaux sous-régionaux de la CEA dans la mise en œuvre des programmes pluriannuels de coopération avec les communautés économiques régionales correspondantes ont été également notées.

96. Étant pleinement conscients du rôle de l'industrie extractive dans l'accélération du développement social et économique, les États membres ont réitéré leur soutien à la création d'un centre africain pour la mise en valeur des ressources minérales.

97. Le Comité a invité la CEA et la CUA à examiner la structure des sessions de la réunion afin de consacrer suffisamment de temps aux discussions et aux débats.

98. À la suite de délibérations approfondies, le Comité a recommandé que la CEA mette en place des structures pour mettre en application les conclusions des travaux sur les sorties financières illicites aux fins de la préservation de la stabilité du secteur financier.

99. Notant les progrès accomplis dans le domaine de la statistique, notamment dans la sphère économique et sociale, les États membres ont recommandé de s'employer davantage à combler les lacunes existantes dans les données relatives à l'environnement, à la gouvernance et aux États fragiles, et pour harmoniser les systèmes statistiques. En outre, les États membres ont proposé que le rapport annuel de la CEA traite aussi des problèmes rencontrés à l'occasion de l'exécution des programmes dans les divers domaines thématiques de son activité, en plus des succès obtenus.

100. En outre, le Comité a instamment demandé que la CEA renforce encore la capacité des organisations de la société civile de faire le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans les secteurs public et privé.

101. Constatant les limitations du PIB par habitant en tant qu'indicateur approprié pour mesurer le bien-être des populations, le Comité a recommandé que la CEA élabore de nouveaux indicateurs sociaux et que l'IDEP prenne en compte la dimension sociale dans ses recherches et ses programmes de formation.

102. Le secrétariat a présenté quatre questions statutaires: a) le financement du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) b)

la mise en place de l'Institut africain des transferts de fonds; c) la mise en place du Mécanisme africain de mutualisation des risques comme troisième pilier du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique et d) Fonds africain pour la femme.

103. S'agissant du PIDA, le secrétariat a présenté brièvement ce programme qui concerne le développement des infrastructures régionales et continentales dans le domaine des transports, de l'énergie, des ressources en eau transfrontalières et des TIC. Il a aussi expliqué les modalités de financement et de mise en œuvre du PIDA et a rappelé que c'était une initiative de la CUA, de la BAD et de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, avec la collaboration des CER, des États membres, de la CEA, des institutions spécialisées et des partenaires du développement. Concernant les modalités de financement, le secrétariat a indiqué que les pays africains devraient financer 60% du programme et 80% des coûts connexes de préparation. Les investissements au titre du PIDA étaient estimés à 360 milliards de dollars jusqu'à l'année 2040, les investissements au titre du Plan d'action prioritaire du PIDA jusqu'à 2020 représentant 67,9 milliards de dollars et les coûts préparatoires du projet étant estimés à 500 millions de dollars.

104. S'agissant de l'Institut africain des transferts de fonds, le secrétariat a indiqué que c'était une initiative de l'Union africaine en partenariat avec la Commission européenne, l'Organisation internationale pour les migrations, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, visant à renforcer les capacités des diverses parties prenantes d'adopter des stratégies concrètes et de mettre en place des instruments opérationnels qui fassent qu'on puisse exploiter les envois de fonds des immigrés comme instrument de développement et de réduction de la pauvreté en Afrique. Une proposition de projet a été élaborée à cet égard et des consultations sont en cours avec les États membres et d'autres parties prenantes. En particulier, le Conseil exécutif de l'Union africaine a reconnu la pertinence de l'initiative et recommandé à la CUA de soumettre la proposition du rapport sur le projet à la Conférence des ministres africains de l'économie et des finances. La proposition de rapporta été présentée pour recueillir les commentaires et les contributions du Comité.

105. Le secrétariat a évoqué la mise en place du troisième pilier du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique, la Mutuelle africaine de gestion des risques. C'est la Commission de l'Union africaine, avec l'assistance technique du Programme alimentaire mondial (PAM), qui avait



lancé ce projet de mécanisme, conçu comme une entité financière de l'Afrique qui fournira aux gouvernements africains un financement rapide, fiable et d'un bon rapport coût-efficacité en cas de grave sécheresse ou d'autres risques naturels, en mutualisant les risques à travers le continent.

106. Vu le phénomène des changements climatiques et la variabilité plus élevée du climat, la mise au point de mécanismes susceptibles de prévenir l'impact grandissant des phénomènes météorologiques extrêmes demeure une priorité urgente. Conçu pour améliorer l'efficacité des mécanismes actuels de réponse à la sécheresse et aux autres risques naturels potentiels, ce projet permettrait aux pays de fournir plus d'aide en temps opportun pour les populations vulnérables touchées, de préserver les acquis en matière de développement et de réduire les coûts de l'aide à court et à long terme. Les principaux avantages seraient d'assurer l'envoi plus rapide de fonds vers le pays concerné, en fonction de déclencheurs objectifs, ce qui permettrait aux gouvernements de réagir d'une manière qui réduise la dislocation et l'impact négatif de la catastrophe sur la vie et les moyens d'existence des personnes vulnérables.

107. Pour ce qui est du Fonds africain pour la femme, le secrétariat a expliqué que sa création avait été décidée par la Conférence de l'Union africaine en janvier 2010 et que c'était un projet piloté par la CUA.

108. Dans les délibérations qui ont suivi, les délégués ont félicité le secrétariat pour ces nouvelles initiatives proposées, qui sont susceptibles de faciliter la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique, y compris de faciliter l'émergence du continent en tant que pôle de croissance. Les délégués ont souligné l'importance de prévoir des mesures de suivi pour s'assurer que ces initiatives étaient pleinement mises en œuvre.

109. Les experts ont souligné l'importance de la connectivité des infrastructures en Afrique et la nécessité d'améliorer et de moderniser les infrastructures continentales pour répondre aux besoins sociaux, économiques et de développement de l'Afrique, ainsi que pour accroître la compétitivité et agir comme un catalyseur pour libérer le potentiel de croissance du continent. À ce titre, ils ont salué l'initiative PIDA et ont exprimé leur satisfaction au vu du cadre de collaboration ayant abouti au Programme, qui avait notamment compté avec la participation des communautés économiques régionales; b) noté l'accent mis par le Plan d'action prioritaire sur des projets d'intégration, l'évaluation des initiatives existantes dans le but de tirer parti des meilleures pratiques et la création de mécanismes de

suivi et d'évaluation; c) discuté de l'adoption d'un mécanisme obligatoire de financement par les États membres et d'un système de contributions volontaires pour la mise en œuvre du PIDA et d) convenu de la nécessité pour les pays africains de s'approprier le PIDA et d'inverser la tendance voulant que les projets d'infrastructure africains soient financés par les partenaires internationaux. Le Comité a aussi dit que les projets retenus dans le contexte du PIDA étaient inégalement répartis tant entre secteurs qu'entre aires géographiques.

110. Au sujet de l'Institut africain pour les transferts de fonds, le Comité a noté que des fonds considérables étaient transférés par les Africains de la diaspora et que ces fonds devraient être utilisés pour les programmes de développement du continent. À cette fin, le Comité a exprimé son plein appui à la mise en place de l'Institut, et a pris note de l'offre de Maurice, et de l'intérêt exprimé par Djibouti, l'Égypte, la BAD et l'ABCA s'agissant d'accueillir le secrétariat.

111. Pendant les discussions consacrées à ce point de l'ordre du jour, une analyse juridique a été présentée au Comité recommandant la création de la Mutuelle africaine de gestion des risques en tant qu'organe spécialisé de l'Union africaine et la convocation d'une réunion d'experts gouvernementaux, qui serait suivie par une conférence plénipotentiaire afin de permettre aux États africains d'adopter l'accord portant création de la Mutuelle.

112. Après un intéressant débat, le Comité a recommandé que: a) dans le contexte du PIDA, une évaluation environnementale soit entreprise, que les collectivités locales participent à la préparation et à la mise en œuvre des projets d'infrastructure, qu'un mécanisme d'examen soit mis en place pour évaluer les progrès et l'exécution du plan d'action prioritaire et que les projets n'aient pas de conséquences négatives sur les pays membres et indiquent des avantages clairs; b) que soit accélérée la mise en place de l'Institut africain pour les transferts de fonds et que sa structure organisationnelle soit simple et viable; c) que les ministres adoptent une résolution sur le projet de Mutuelle africaine de gestion des risques, dont la structure organisationnelle devrait aussi rester légère et viable, et d) que soit renforcée la participation des communautés économiques régionales dans les projets de développement régional.

#### **Questions diverses [point 10 de l'ordre du jour]**

113. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.



**Examen et adoption du projet de rapport  
du Comité d'experts et des projets de  
résolution [point 11 de l'ordre du jour]**

114. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le projet de rapport de sa réunion [document portant la cote E/ECA/COE/31/L, AU/CAMEF/EXP/Draft/Rept (VII)], et 16 projets de résolution à soumettre pour examen et adoption à la cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA. Plusieurs délégations ont fait des commentaires et observations et proposé des amendements au rapport. Après un débat approfondi, le Comité a adopté le rapport ainsi que les 16 projets de résolution. Le dernier projet de résolution sur la Mutuelle africaine de gestion des risques (des solutions souveraines aux risques de catastrophe). Les projets sont annexés au présent rapport, tels que modifiés par le Comité, pour soumission à la cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres UA-CEA.

**Clôture de la réunion [point 12 de l'ordre  
du jour]**

115. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, M. Abdalla Hamdock, et le Commissaire aux affaires économiques de la CUA, M. Maxwell Mkwezalamba, ont remercié les participants pour leurs contributions au débat. Ils ont tous les deux souligné que les États membres devaient veiller à ce que les décisions et recommandations issues de la réunion soient mises en œuvre et intensifier leurs efforts pour mobiliser les ressources nécessaires au financement de leurs priorités en matière de développement. Ils ont aussi remercié le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour avoir accueilli la réunion. Ils ont de plus remercié le personnel des deux organisations, notamment le personnel d'appui qui a assuré le succès de la réunion. Dans ses remarques de clôture, le Président du Bureau du Comité d'experts a remercié toutes les délégations de leur appui, ainsi que de leur contribution et de leur participation aux délibérations au Comité. Il a aussi exprimé sa gratitude à la CUA et à la CEA d'avoir organisé une réunion fructueuse. Il a ensuite déclaré la session close.